Supplemento ordinario alla «Gazzetta Ufficiale» n. 277 del 7 ottobre 1982

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — **Roma - Giovedì, 7 ottobre 1982** — SI PUBBLICA NEL POMERIGGIO DI TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - CENTRALINO 65101
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 62

LEGGE 7 agosto 1982, n. **704.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione sulla protezione fisica dei materiali nucleari, con allegati, aperta alla firma a Vienna ed a New York il 3 marzo 1980.

LEGGE 7 agosto 1982, n. **705.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo europeo sulla trasmissione delle richieste di assistenza giudiziaria gratuita, adottato a Strasburgo il 27 gennaio 1977.

LEGGE 12 agosto 1982, n. **706.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione doganale relativa al trasporto internazionale delle merci coperte con il libretto TIR, con allegati ed emendamenti, adottata a Ginevra il 14 novembre 1975.

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

LEGGE 7 agosto 1982, n. **704.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione sulla protezione fisica dei materiali nucleari, con allegati, aperta alla firma a Vienna ed a New York il 3 marzo 1980.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sulla protezione fisica dei materiali nucleari, con allegati, aperta alla firma a Vienna ed a New York il 3 marzo 1980.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità dell'articolo 19 della convenzione stessa.

Art. 3.

Chiunque, senza autorizzazione, riceve, possiede, usa, trasferisce, trasforma, aliena o disperde materiale nucleare in modo da cagionare a una o più persone la morte o lesioni personali gravi o gravissime ovvero da determinare il pericolo dei detti eventi, ferme restando le disposizioni degli articoli 589 e 590 del codice penale, è punito con la reclusione fino a due anni.

Quando è cagionato solo un danno alle cose di particolare gravità o si determina il pericolo di detto evento, si applica la pena della reclusione fino ad un anno.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 7 agosto 1982

PERTINI

SPADOLINI — COLOMBO — ROGNONI —
DARIDA — BALZAMO — MARCORA —
MANNINO — DE MICHELIS

Visto, *il Guardasigilli:* DARIDA

CONVENTION SUR LA PROTECTION PHYSIQUE DES MATIERES NUCLEAIRES

Les Etats parties à la présente Convention,

Reconnaissant le droit de tous les Etats à développer les applications de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et leur intérêt légitime pour les avantages qui peuvent en découler,

Convaincus de la nécessité de faciliter la coopération internationale pour les applications pacifiques de l'énergie nucléaire,

Désireux d'écarter les risques qui pourraient découler de l'obtention et de l'usage illicites de matières nucléaires,

Convaincus que les infractions relatives aux matières nucléaires sont un objet de grave préoccupation et qu'il est urgent de prendre des mesures appropriées et efficaces pour assurer la prévention, la découverte et la répression de ces infractions,

Conscients de la nécessité d'une coopération internationale en vue d'arrêter, conformément à la législation nationale de chaque Etat partie et à la présente Convention, des mesures efficaces pour assurer la protection physique des matières nucléaires,

Convaincus que la présente Convention devrait faciliter le transfert en toute sécurité de matières nucléaires,

Soulignant également l'importance que présente la protection physique des matières nucléaires en cours d'utilisation, de stockage et de transport sur le territoire national,

Reconnaissant l'importance d'assurer une protection efficace des matières nucléaires utilisées à des fins militaires, et étant entendu que lesdites matières font et continueront à faire l'objet d'une protection physique rigoureuse,

Sont convenus de ce qui suit

Article 1er

Aux fins de la présente Convention

a) par « matières nucléaires », il faut entendre le plutonium à l'exception du plutonium dont la concentration isotopique en plutonium 238 dépasse 80%, l'uranium 233, l'uranium enrichi en uranium 235 ou 233, l'uranium contenant le mélange d'isotopes qui se trouve dans la nature autrement que sous forme de minerai ou de résidu de minerai, et toute matière contenant un ou plusieurs des éléments ou isotopes ci-dessus;

b) par « uranium enrichi en uranium 235 ou 233 », il faut entendre l'uranium contenant soit de l'uranium 235, soit de l'uranium 233, soit ceux deux isotopes, en quantité telle que le rapport entre la somme de ces deux isotopes et l'isotope 238 soit supérieur au rapport entre l'isotope 235 et l'isotope 238 dans l'uranium naturel;

c) par « transport nucléaire international », il faut entendre le transport de matières nucléaires conditionnées en vue d'un envoi par tout moyen de transport lorsqu'il doit franchir les frontières de l'Etat sur le territoire duquel il a son origine, à compter de son départ d'une installation de l'expéditeur dans cet Etat et jusqu'à son arrivée dans une installation du destinataire sur le territoire de l'Etat de destination finale.

Article 2

1. La présente Convention s'applique aux matières nucléaires employées à des fins pacifiques en cours de transport international.

2 A l'exception des articles 3, 4 et du paragraphe 3 de l'article 5, la présente Convention s'applique également aux matières nucléaires employées à des fins pacifiques en cours d'utilisation, de stockage et de transport sur le territoire national.

3 *Indépendamment* des engagements expressément contractés par les Etats parties dans les articles visés au paragraphe 2 en ce qui concerne les matières nucléaires employées à des fins pacifiques en cours d'utilisation, de stockage et de transport sur le territoire national, rien dans la présente Convention ne doit être interprété comme limitant les droits souverains d'un Etat relatifs à l'utilisation, au stockage et au transport desdites matières nucléaires sur le territoire national.

Article 3

Chaque Etat partie prend les dispositions nécessaires conformément à sa législation nationale et au droit international pour que, dans toute la mesure possible, pendant un transport nucléaire international, les matières nucléaires se trouvant sur son territoire ou à bord d'un navire ou d'un aéronef relevant de sa compétence, dans la mesure où ledit navire ou aéronef participe au transport à destination ou en provenance dudit Etat, soient protégées selon les niveaux énoncés à l'annexe I.

Article 4

1. Chaque Etat partie n'exporte des matières nucléaires ou n'en autorise l'exportation que s'il a reçu l'assurance que lesdites matières seront protégées pendant le transport nucléaire international conformément aux niveaux énoncés à l'annexe I.

2. Chaque Etat partie n'importe des matières nucléaires ou n'en autorise l'importation en provenance d'un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention que s'il a reçu l'assurance que lesdites matières seront protégées pendant le transport nucléaire international conformément aux niveaux énoncés à l'annexe I

3. Un Etat partie n'autorise sur son territoire le transit de matières nucléaires entre des Etats non parties à la présente Convention par les voies terrestres ou par les voies navigables ou dans ses aéroports ou ports maritimes que s'il a, dans toute la mesure possible, reçu l'assurance que lesdites matières seront protégées en cours de transport international conformément aux niveaux énoncés à l'annexe I.

4. Chaque Etat partie applique conformément à sa législation nationale les niveaux de protection physique énoncés à l'annexe I aux matières nucléaires transportées d'une partie dudit Etat dans une autre partie du même Etat et empruntant les eaux internationales ou l'espace aérien international

5. L'Etat partie tenu d'obtenir l'assurance que les matières nucléaires seront protégées selon les niveaux énoncés à l'annexe I conformément aux paragraphes 1 à 3 ci dessus détermine et avise préalablement les Etats par lesquels lesdites matières transiteront par les voies terrestres ou les voies navigables et ceux dans les aéroports ou ports maritimes desquels sont prévues des escales.

6. La responsabilité d'obtenir l'assurance visée au parapraghe 1 peut être transmise par consentement mutuel à l'Etat partie qui participe au transport en tant qu'Etat importateur.

7 Rien dans le présent article ne doit être interprété comme affectant d'une manière quelconque la souveraineté et la juridiction territoriales d'un Etat, notamment sur l'espace aérien et la mer territoriale dudit Etat.

Article 5

1 Les Etats parties désignent et s'indiquent mutuellement, directement ou par l'intermédiaire de l'Agence internationale de l'énergie atomique, leurs services centraux et les correspondants qui sont chargés d'assurer la protection physique des matières nucléaires et de coordonner les opérations de récupération et d'intervention en cas d'enlèvement, d'emploi ou d'altération illicite de matières nucléaires, ou en cas de menace vraisemblable de l'un de ces actes.

2. En cas de vol, de vol qualifié ou de toute autre obtention illicite de matières nucleaires, ou de menace vraisemblable d'un tel acte, les Etats parties apportent leur coopération et leur aide dans toute la mesure possible, conformément à leur législation nationale, pour la récupération et la protection desdites matières, à tout Etat qui en fait la demande En particulier:

a) Un Etat partie prend les dispositions nécessaires pour informer aussitôt que possible les autres Etats qui lui semblent intéressés de tout vol, vol qualifié ou autre obtention illicite de matières nucléaires, ou de menace vraisemblable d'un tel acte, et pour informer, le cas échéant, les organisations internationales;

b) En tant que de besoin, les Etats parties intéressés échangent des renseignements entre eux ou avec des organisations internationales afin de protéger les matières nucléaires menacées, de vérifier l'intégrité des conteneurs d'expédition ou de récupérer les matières nucléaires illicitement enlevées; ils:

i) coordonnent leurs efforts par la voie diplomatique et par d'autres moyens prévus d'un commun accord;
ii) se prêtent assistance si la demande en est faite;
iii) assurent la restitution des matières nucléaires volées ou manquantes, à la suite des événements ci-dessus mentionnés

Les modalités concrètes de cette coopération sont arrêtées par les Etats parties intéressés.

3 Les Etats parties coopèrent et se consultent, en tant que de besoin, directement ou par l'intermédiaire d'organisations internationales, en vue d'obtenir des avis sur la conception, l'entretien et l'amélioration des systèmes de protection physique des matières nucléaires en cours de transport international.

Article 6

1. Les Etats parties prennent les mesures appropriées compatibles avec leur législation nationale pour protéger le caractère confidentiel de tout renseignement qu'ils reçoivent à titre confidentiel en vertu des dispositions de cette Convention d'un autre Etat partie ou à l'occasion de leur participation à une activité exécutée en application de cette Convention. Lorsque des Etats parties communiquent confidentiellement des renseignements à des organisations internationales, des mesures sont prises pour assurer la protection du caractère confidentiel de ces renseignements

2 En vertu de la présente Convention, les Etats parties ne sont pas tenus de fournir des renseignements que leur législation nationale ne permet pas de communiquer ou qui compromettraient leur sécurité nationale ou la protection physique des matières nucléaires.

Article 7

1 Le fait de commettre intentionnellement l'un des actes suivants

a) le recel, la détention, l'utilisation, la cession, l'altération, l'aliénation ou la dispersion de matières nucléaires, sans y être habilité, et entraînant ou pouvant entraîner la mort ou des blessures graves pour autrui ou des dommages considérables pour les biens;

b) le vol simple ou le vol qualifié de matières nucléaires;

c) le détournement ou toute autre appropriation indue de matières nucléaires;

d) le fait d'exiger des matières nucléaires par la menace, le recours à la force ou par toute autre forme d'intimidation;

e) la menace:

i) d'utiliser des matières nucléaires pour tuer ou blesser grièvement autrui ou causer des dommages considérables aux biens;

ii) de commettre une des infractions décrites à l'alinéa *b)* afin de contraindre une personne physique ou morale, une organisation internationale ou un Etat à faire ou à s'abstenir de faire un acte;

f) la tentative de commettre l'une des infractions décrites aux alinéas *a)*, *b)* ou *c)*;

g) la participation à l'une des infractions décrites aux alinéas *a)* à *f)* est considéré par tout Etat partie comme une infraction punissable en vertu de son droit national.

2 Tout Etat partie applique aux infractions prévues dans le présent article des peines appropriées, proportionnées a la gravité de ces infractions.

Article 8

1. Tout Etat partie prend les mesures éventuellement nécessaires pour etablir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées à l'article 7 dans les cas ci-après:

a) Lorsque l'infraction est commise sur le territoire dudit Etat ou à bord d'un navire ou d'un aéronef immatricule dans ledit Etat;

b) Lorsque l'auteur présumé de l'infraction est un ressortissant dudit Etat.

2. Tout Etat partie prend également les mesures éventuellement nécessaires pour etablir sa compétence aux fins de connaître desdites infractions lorsque l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur son territoire et que ledit Etat ne l'extrade pas conformément à l'article 11 dans l'un quelconque des Etats mentionnés au paragraphe 1.

3 La présente Convention n'écarte aucune compétence pénale exercée conformément aux lois nationales.

4. Outre les Etats parties mentionnés aux paragraphes 1 et 2, tout Etat partie peut, conformément au droit international, établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées à l'article 7, lorsqu'il participe à un transport nucléaire international en tant qu'Etat exportateur ou importateur de matières nucléaires.

Article 9

S'il estime que les circonstances le justifient, l'Etat partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction recourt, conformément à sa législation nationale, aux mesures appropriées, y compris à la détention, pour assurer la présence dudit auteur présumé aux fins de poursuites judiciaires ou d'extradition. Les mesures prises aux termes du présent article sont notifiées sans délai aux Etats tenus d'établir leur compétence conformément aux dispositions de l'article 8 et, si besoin est, à tous les autres Etats concernés.

Article 10

L'Etat partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction, s'il n'extrade pas ce dernier, soumet l'affaire, sans aucune exception et sans retard injustifié, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale, selon une procédure conforme à la législation dudit Etat.

Article 11

1 Les infractions visées à l'article 7 sont de plein droit comprises comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition en vigueur entre des Etats parties. Les Etats parties s'engagent à inclure ces infractions parmi les cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.

2 Si un Etat partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre Etat partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, il peut considérer la présente Convention comme constituant la base juridique de l'extradition pour ce qui concerne les infractions susvisées. L'extradition est soumise aux autres conditions prévues par la législation de l'Etat requis.

3 Les Etats parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent lesdites infractions comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par le droit de l'Etat requis

4. Entre Etats parties, chacune de ces infractions est considérée, aux fins de l'extradition, commè ayant eté commise tant au lieu de sa perpétration que sur le territoire des Etats parties tenus d'établir leur compétence conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 8

Article 12

Toute personne contre laquelle une procédure est engagée en raison de l'une des infractions prévues à l'article 7 bénéficie d'un traitement équitable à tous les stades de la procédure

Article 13

1 Les Etats parties s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure pénale relative aux infractions prévues à l'article 7, y compris en ce qui concerne la communication d'éléments de preuves dont ils disposent et qui sont nécessaires aux poursuites. Dans tous les cas, la loi applicable pour l'exécution d'une demande d'entraide est celle de l'Etat requis.

2 Les dispositions du paragraphe 1 n'affectent pas les obligations découlant de tout autre traité, bilatéral ou multilatéral, qui régit ou régira tout ou partie de l'entraide judiciaire en matière pénale.

Article 14

1. Chaque Etat partie informe le dépositaire des lois et règlements qui donnent effet à la présente Convention. Le dépositaire communique périodiquement ces renseignements à tous les Etats parties

2. L'Etat partie sur le territoire duquel l'auteur présumé d'une infraction est poursuivi communique, dans la mesure du possible, en premier lieu le résultat de la procédure aux Etats directement intéressés L'Etat partie communique par ailleurs le résultat de la procédure au dépositaire qui en informe tous les Etats.

3 Lorsqu'une infraction concerne des matières nucléaires utilisées à des fins pacifique en cours d'utilisation, de stockage ou de transport sur le territoire national et que, tant l'auteur présumé de l'infraction que les matières nucléaires demeurent sur le territoire de l'Etat partie où l'infraction a été commise, rien dans la présente Convention ne sera interprété comme impliquant pour cet Etat partie de fournir des informations sur les procédures pénales relatives à cette infraction

Article 15

Les annexes à la présente Convention font partie intégrante de ladite Convention.

Article 16

1. Cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le dépositaire convoquera une conférence des Etats parties, afin d'examiner l'application de la Convention et de procéder à son évaluation en ce qui concerne la préambule, la totalité du dispositif et les annexes compte tenu de la situation existant alors.

2. Par la suite, à des intervalles de cinq ans au moins, la majorité des Etats parties peut obtenir la convocation de conférences ultérieures ayant le même objectif, en soumettant au dépositaire une proposition à cet effet.

Article 17

1. En cas de différend entre deux ou plusieurs Etats parties concernant l'interprétation ou l application de la Convention, lesdits Etats parties se consultent en vue de régler le différend par voie de négociation ou par tout autre moyen pacifique de règlement des différends acceptable par toutes les parties au différend.

2 Tout différend de cette nature qui ne peut être réglé de la manière prescrite au paragraphe 1 est, à la demande de toute partie a ce différend, soumis à arbitrage ou renvoyé à la Cour internationale de Justice pour décision. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties au différend ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, une partie peut demander au Président de la Cour internationale de Justice ou au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de désigner un ou plusieurs arbitres. En cas de conflit entre les demandes des parties au différend, la demande adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies prévaut.

3. Tout Etat partie, au moment où il signe la présente Convention, la ratifie, l'accepte ou l'approuve, ou y adhère, peut déclarer qu'il ne se considère pas lié par l'une ou l'autre ou les deux procédures de règlement des différends enoncees au paragraphe 2 du présent article. Les autres Etats parties ne sont pas liés par une procédure de reglement des différends prévue au paragraphe 2 à l'égard d'un Etat partie qui a formulé une réserve au sujet de cette procédure.

4. Tout Etat partie qui a formulé une réserve, conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent article, peut a tout moment lever cette réserve par voie de notification adressée au dépositaire.

Article 18

1 La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats au Siege de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à Vienne, et au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, à partir du 3 mars 1980 jusqu'à son entrée en vigueur.

2 La présente Convention est soumise à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des Etats signataires

3. Après son entrée en vigueur la présente Convention sera ouverte à l adhésion de tous les Etats

4. *a*) La présente Convention est ouverte à la signature ou à l'adhésion d'organisations internationales et d'organisations régionales ayant un caractère d'intégration ou un autre caractère à condition que chacune desdites organisations soit constituée par des Etats souverains et ait com-

pétence pour négocier, conclure et appliquer des accords internationaux portant sur des domaines couverts par la présente Convention.

b) Dans les domaines de leur compétence, ces organisations, en leur nom propre, exercent les droits et assument les responsabilités que la présente Convention attribue aux Etats parties

c) En devenant partie à la présente Convention, une telle organisation communique au dépositaire une déclaration indiquant quels sont ses Etats Membres et quels articles de la présente Convention ne lui sont pas applicables.

d) Une telle organisation ne dispose pas de voix propre en plus de celles de ses Etats Membres

5. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhesion sont déposés auprès du dépositaire

Article 19

1. La présente Convention entre en vigueur le trentième jour qui suit la date du dépôt, auprès du dépositaire, du vingt et unième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation

2 Pour chacun des Etats qui ratifient la Convention, l'acceptent, l approuvent ou y adhèrent après le dépôt du vingt et unième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, la Convention entre en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 20

1. Sans préjudice de l'article 16, un Etat partie peut proposer des amendements à la présente Convention. L'amendement proposé est soumis au dépositaire qui le communique immédiatement à tous les Etats parties Si la majorité des Etats parties demande au dépositaire de réunir une conférence pour étudier les amendements proposés, le dépositaire invite tous les Etats parties à assister à une telle conférence, qui s'ouvrira 30 jours au moins après l'envoi des invitations Tout amendement adopté à la conférence par une majorité des deux tiers de tous les Etats parties est communiqué sans retard par le dépositaire à tous les Etats parties.

2. L'amendement entre en vigueur pour chaque Etat partie qui dépose son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'amendement le trentième jour après la date à laquelle les deux tiers des Etats parties ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation auprès du dépositaire. Par la suite, l'amendement entre en vigueur pour tout autre Etat partie le jour auquel cet Etat partie dépose son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'amendement.

Article 21

1 Tout Etat partie peut dénoncer la présente Convention par notification écrite au dépositaire

2 La dénonciation prend effet cent quatre-vingts jours après la date à laquelle le dépositaire reçoit la notification

Article 22

Le dépositaire notifie sans retard à tous les Etats

a) chaque signature de la présente Convention;

b) chaque dépôt d'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

c) toute formulation ou tout retrait d'un réserve conformément à l'article 17;

d) toute communication faite par une organisation conformément au paragraphe 4 *c)* de l'article 18;

e) l'entrée en vigueur de la présente Convention;

f) l'entrée en vigueur de tout amendement à la présente Convention;

g) toute dénonciation faite en vertu de l'article 21

Article 23

L'original de la présente Convention dont les versions arabe, chinoise, anglaise, espagnole, française et russe font également foi sera déposé auprès du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique qui en fera parvenir des copies certifiées à tous les Etats

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention, ouverte à la signature à Vienne et à New York le 3 mars 1980

Pour l Allemagne, République Fédérale d'

Julius HOFFMANN
13.6.1980

Pour l'Autriche

Friedrich HOESS
3 3 1980

Pour la Belgique

Luc SMOLDEREN
13 6 1980

Pour la Communauté européenne de l'énergie atomique

Gunter SCHUSTER
13 6.1980

Pour le Danemark

Jorn STENBACK HANSEN
13 6.1980

Pour les Etats-Unis d Amérique

Roger KIRK
Ronald BETTAUER
3.3.1980

Pour la France

William DE PEYSTER
13 6 1980

Pour la Grèce

George Pierre KAPSAMBELIS
3.3 1980

Pour le Guatemala

Jorge Federico GONZÀLEZ NÀJERA
12 3.1980

Pour Haiti

Georges COLIMAN
10 4.1980

Pour la Hongrie

Zoltàn FODOR
17 6.1980

Pour l'Irlande

Tadhg O'SULLIVAN
13 6.1980

Pour l'Italie

Luigi Maria FONTANA GIUSTI
13 6 1980

Pour le Luxembourg

Edouard MOLITOR
13.6.1980

Pour le Maroc

Mehdi MRANI-ZENTAR
27 7.1980

Pour le Panama

Ernesto KOREF
18 3 1980

Pour le Paraguay

Luis GONZALEZ ARIAS
21.5 1980

Pour les Pays-Bas

Peter Johan HANSEN
13.3 1980

Pour les Philippines

Domingo L SIAZON, Jr
19.5.1980

Pour la République Démocratique Allemande

Georg SITZLACK
21 5 1980

Pour la République Dominicaine

Juan Jorge GARCIA
3 3.1980

Pour le Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord

CROMARTIE
13 6.1980

Pour la Suède

Claes WOLLIN
2.7 1980

Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Oleg CHIESTON
22 5.1980

Pour la Yougoslavie

Novak PRIBICEVIC
15.7.1980

ANNEXE I

Niveaux de protection physique applicables aux transports internationaux de matières nucléaires, tels qu'ils sont définis à l'annexe II

1 Au cours de l'entreposage à l'occasion du transport nucléaire international, les niveaux de protection physique ci-après doivent être appliqués:

a) Les matières de la catégorie III sont entreposées dans une zone d'accès contrôlé;

b) Les matières de la catégorie II sont entreposées dans une zone constamment surveillée par des gardes ou des dispositifs électroniques, entourée d'une barrière matérielle comportant un nombre limité de points d'entrée soumis à un contrôle approprié, ou dans toute zone munie d'une protection physique d'un degré équivalent;

c) Les matières de la catégorie I sont entreposées dans une zone protégée de la manière définie ci-dessus en ce qui concerne la catégorie II mais dont l'accès n'est en outre permis qu'aux personnes reconnues dignes de confiance, et placée sous la surveillance de gardes qui sont en liaison étroite avec des forces d'intervention appropriées. Les mesures particulières prévues dans ce contexte on pour objet de détecter et de prévenir toute attaque, tout accès non autorisé ou tout retrait de matières non autorisé

2. Les niveaux ci-après s'appliquent aux transports nucléaires internationaux:

a) Pour les matières des catégories II et III, le transport s'effectue avec des précautions particulières comportant notamment la conclusion d'arrangements préalables entre l'expéditeur, le destinataire et le transporteur, et d'un accord préalable entre les personnes physiques ou morales relevant de la juridiction et de la réglementation des Etats exportateur et importateur, qui précise le moment, le lieu et les modalités du transfert de la responsabilité du transport;

b) Pour les matières de la catégorie I, le transport s'effectue avec les précautions particulières énoncées plus haut pour le transport des matières des catégories II et III, et, en outre, sous la surveillance constante d'une escorte et dans des conditions assurant une liaison étroite avec des forces d'intervention appropriées.

c) Pour l'uranium naturel se présentant autrement que sous forme de minerais ou de résidus de minerais, la protection pour le transport de quantités dépassant 500 kg d'uranium comporte la notification préalable de l'expédition spécifiant le mode de transport, l'heure d'arrivée prévue et la confirmation que les matières ont bien été reçues.

ANNEXE II

TABLEAU CATEGORISATION DES MATIERES NUCLEAIRES

Matière		Catégorie		
		I	II	III (*c*)
1. Plutonium (*a*)	Non irradié (*b*)	2 kg ou plus	Moins de 2 kg mais plus de 500 g	500 g ou moins mais plus de 15 g
2. Uranium 235	Non irradié (*b*) — uranium enrichi à 20% ou plus en 235U	5 kg ou plus	Moins de 5 kg mais plus de 1 kg	1 kg ou moins mais plus de 15 g
	— uranium enrichi à 10% ou plus, mais à moins de 20%, en 235U	—	10 kg ou plus	Moins de 10 kg mais plus de 1 kg
	— uranium enrichi à moins de 10% en 235U	—	—	10 kg ou plus
3. Uranium 233	Non irradié (*b*)	2 kg ou plus	Moins de 2 kg mais plus de 500 g	500 g ou moins mais plus de 15 g
4. Combustible irradié	—	—	Uranium appauvri ou naturel, thorium ou combustible faiblement enrichi (moins de 10% de teneur en matières fissiles) (*d*) (*e*)	—

(*a*) Tout le plutonium sauf s'il a une concentration isotopique dépassant 80% en plutonium 238

(*b*) Matières non irradiées dans un réacteur ou matières irradiées dans un réacteur donnant un niveau de rayonnement égal ou inférieur à 100 rads/h à un mètre de distance sans écran.

(*c*) Les quantités qui n'entrent pas dans la catégorie III ainsi que l'uranium naturel devraient être protégés conformément à des pratiques de gestion prudente.

(*d*) Ce niveau de protection est recommandé, mais il est loisible aux Etats d'attribuer une catégorie de protection physique différente après évaluation des circonstances particulières.

(*e*) Les autres combustibles qui en vertu de leur teneur originelle en matières fissiles sont classés dans la catégorie I ou dans la catégorie II avant irradiation peuvent entrer dans la catégorie directement inférieure si le niveau de rayonnement du combustible dépasse 100 rads/h à un mètre de distance sans écran.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N B — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione

CONVENZIONE SULLA PROTEZIONE FISICA DEL MATERIALE NUCLEARE

Gli Stati contraenti,

Riconoscendo il diritto di tutti gli Stati al pieno sviluppo degli impieghi pacifici dell'energia nucleare ed il loro interesse legittimo nei confronti dei vantaggi che possano conseguirne,

Convinti della necessità di facilitare la cooperazione internazionale nel campo degli impieghi pacifici dell'energia nucleare,

Desiderosi di evitare i rischi che potrebbero derivare dall'acquisizione ed uso illecito del materiale nucleare,

Convinti che i reati relativi al materiale nucleare costituiscono oggetto di grave preoccupazione e che è urgente prendere provvedimenti adeguati ed efficaci diretti ad assicurare la prevenzione, scoperta e repressione di tali reati;

Coscienti della necessità di una cooperazione internazionale al fine di porre in essere, in conformità con la legislazione nazionale di ciascuno Stato contraente, adeguati provvedimenti onde garantire la protezione fisica del materiale nucleare,

Convinti che la presente Convenzione dovrebbe facilitare il trasferimento, in piena sicurezza, del materiale nucleare,

Sottolineando anche l'importanza che presenta la protezione fisica del materiale nucleare in uso, deposito ed in corso di trasporto nell'ambito del territorio nazionale,

Riconoscendo l'importanza di garantire una efficace protezione fisica del materiale nucleare destinato a scopi militari, e rimanendo inteso che tale materiale è e continuerà ad essere oggetto di rigorosa protezione fisica,

Hanno convenuto quanto segue

Articolo 1

Ai fini della presente Convenzione

a) per «materiale nucleare» si intende il plutonio ad eccezione di quello la cui concentrazione isotopica in plutonio 238 supera l'80 per cento; l'uranio 233; l'uranio arricchito negli isotopi 235 o 233; l'uranio contenente la mescolanza di isotopi che si trova in natura in forma diversa da quella di minerale o di residuo minerale; qualunque materiale contenente uno o più dei suddetti isotopi;

b) per « uranio arricchito negli isotopi 235 o 233 » si intende l'uranio contenente gli isotopi 235 o 233 o entrambi in quantità tale che il rapporto di abbondanza tra la somma di questi due isotopi e l'isotopo 238 sia superiore al rapporto tra l'isotopo 235 e l'isotopo 238 dell'uranio naturale;

c) per « trasporto nucleare internazionale » si intende il trasporto di una partita di materiale nucleare mediante qualsiasi mezzo di trasporto destinato ad oltrepassare il territorio dello Stato ove ha origine la spedizione, ad iniziare dal momento della partenza dall'impianto di colui che spedisce nello Stato medesimo, fino al suo arrivo nell'impianto del destinatario, sul territorio dello Stato di destinazione finale

Articolo 2

1 La presente Convenzione si applicherà al materiale nucleare destinato a scopi pacifici nel corso di un trasporto internazionale

2 Ad eccezione degli articoli 3, 4 e del paragrafo 3 dell'articolo 5, la presente Convenzione si applicherà altresì al materiale nucleare destinato a scopi pacifici durante l'uso, deposito e trasporto sul territorio nazionale.

3. A parte gli impegni espressamente assunti dagli Stati contraenti negli articoli citati al paragrafo 2 concernente il materiale nucleare destinato a scopi pacifici in uso, deposito e trasporto sul territorio nazionale, nulla nella presente Convenzione sarà interpretato come limitante i diritti sovrani di uno Stato circa l'uso, il deposito e il trasporto di tale materiale nucleare sul territorio nazionale

Articolo 3

Ciascuno Stato contraente assumerà i provvedimenti necessari, a norma della propria legislazione nazionale e del diritto internazionale, affinchè, nella misura possibile, il materiale nucleare che si trova sul proprio territorio o a bordo di una nave o di un aereo soggetto alla propria giurisdizione, nella misura in cui la suddetta nave o aereo sia impegnato nel trasporto a destinazione di, o in provenienza da, suddetto Stato, sia protetto durante un trasporto nucleare internazionale, secondo i livelli specificati all'allegato I.

Articolo 4

1. Ciascuno Stato contraente non esporterà, o non autorizzerà la esportazione di materiale nucleare, a meno che non abbia ricevuto as-

sicurazioni che tale materiale sarà, durante il trasporto nucleare internazionale, protetto conformemente ai livelli di protezione di cui all'allegato I

2 Ciascuno Stato contraente non importerà, o non autorizzerà la importazione di materiale nucleare, da uno Stato non contraente, a meno che non abbia ricevuto assicurazioni che tale materiale sarà, durante il trasporto nucleare internazionale, protetto conformemente ai livelli di cui all'allegato I.

3 Uno Stato contraente non autorizzerà il transito sul proprio territorio per via terrestre o navigabile, nei propri aeroporti o porti marittimi, di materiale nucleare in provenienza o a destinazione di Stati non contraenti a meno che lo Stato contraente non abbia, nella misura possibile, ricevuto assicurazioni che il suddetto materiale sarà protetto, durante il trasporto internazionale, conformemente ai livelli di protezione di cui all'allegato I.

4 Ciascuno Stato contraente applicherà, a norma della propria legislazione nazionale, i livelli di protezione fisica di cui all'allegato I al materiale nucleare trasportato da una parte all'altra di tale Stato attraversando acque o spazi aerei internazionali.

5 Lo Stato contraente che debba ottenere l'assicurazione che il materiale nucleare sarà protetto secondo i livelli di cui all'allegato I conformemente ai precedenti paragrafi da 1 a 3 determinerà e informerà preventivamente gli Stati attraverso cui sara previsto il transito per via terrestre o navigabile del materiale nucleare, nonchè quelli nei cui porti o aeroporti sono previsti scali.

6 La responsabilità di ottenere le assicurazioni previste al paragrafo 1 potrà essere assunta, con accordo reciproco, dallo Stato contraente che partecipa al trasporto in qualità di Stato importatore.

7. Nulla nel presente articolo sarà interpretato come limitante in qualsiasi maniera la sovranità territoriale e la giurisdizione di uno Stato, incluse quelle sullo spazio aereo e sulle acque territoriali di detto Stato

Articolo 5

1. Gli Stati contraenti designeranno e renderanno reciprocamente noti, direttamente o attraverso l'Agenzia internazionale per l'energia atomica, i rispettivi servizi centrali nonchè i corrispondenti incaricati di assicurare la protezione fisica del materiale nucleare e di coordinare le operazioni di recupero e d'intervento in caso di sottrazione, uso o alterazione illeciti di materiale nucleare o in caso di fondata minaccia di perpetrazione di uno di tali atti

2 In caso di furto, di rapina o di qualsiasi acquisizione illecita di materiale nucleare o di fondata minaccia di perpetrazione di uno di tali atti, gli Stati contraenti forniranno collaborazione ed aiuto, nella misura possibile ed a norma delle rispettive legislazioni nazionali, per il recupero e la protezione di tale materiale a qualunque Stato ne faccia richiesta. In particolare:

a) uno Stato contraente assumerà i provvedimenti necessari al fine di informare, il prima possibile, gli altri Stati che ritenga siano interessati al furto, rapina o tutt'altra acquisizione illecita di materiale nucleare o minaccia fondata di perpetrazione di uno di tali atti, e di informare, se del caso, le organizzazioni internazionali;

b) in caso di bisogno, gli Stati contraenti interessati scambieranno informazioni, tra loro o con organizzazioni internazionali, al fine di proteggere il materiale nucleare minacciato, di accertare l'integrità dei contenitori o di recuperare il materiale nucleare illecitamente sottratto e dovranno:

i) coordinare i loro sforzi attraverso canali diplomatici ed altri canali stabiliti di comune accordo;

ii) prestare, se così richiesti, reciproca assistenza;

iii) assicurare la restituzione del materiale nucleare oggetto di furto o comunque mancante, a seguito degli eventi sopra menzionati.

Le modalità concrete per l'attuazione di tale collaborazione saranno definite dagli Stati contraenti interessati

3. Gli Stati contraenti coopereranno e si consulteranno, in caso di bisogno, direttamente o attraverso organizzazioni internazionali al fine di ottenere indicazioni circa la progettazione, manutenzione e miglioramento dei sistemi di protezione fisica del materiale nucleare durante il trasporto internazionale.

Articolo 6

1 Gli Stati contraenti assumeranno adeguati provvedimenti, compatibili con le rispettive legislazioni nazionali, al fine di proteggere il carattere riservato delle informazioni che riceveranno a tale titolo, in virtù delle clausole della presente Convenzione, da altro Stato contraente, o in occasione della loro partecipazione a qualsiasi attività eseguita in applicazione della presente Convenzione. Allorchè degli Stati contraenti comunicheranno riservatamente informazioni a organizzazioni internazionali, saranno presi provvedimenti onde assicurare la protezione del carattere riservato di tali informazioni.

2 Gli Stato contraenti non saranno tenuti, in virtù della presente Convenzione, a fornire quelle informazioni che la legislazione nazionale non consenta siano diffuse o che comprometterebbero la sicurezza nazionale o la stessa protezione fisica del materiale nucleare.

Articolo 7

1 Il commettere dolosamente uno dei seguenti atti:

a) la ricettazione, la detenzione, l'uso, la cessione, l'alterazione, l'alienazione o la dispersione del materiale nucleare, senza averne alcun titolo e che cagioni o sia in grado di cagionare la morte o il ferimento grave di persone o danneggiamento considerevole a cose;

b) il furto o la rapina di materiale nucleare;

c) la sottrazione o qualsiasi appropriazione indebita di materiale nucleare;

d) la richiesta, con violenza, minaccia o qualsiasi altro atto intimidatorio, di materiale nucleare;

e) la minaccia

i) di impiego del materiale nucleare al fine di uccidere o ferire gravemente persone o cagionare danni considerevoli alle cose;

ii) di perpetrare uno dei reati previsti al punto *b)* al fine di costringere una persona fisica o giuridica, una organizzazione internazionale o uno Stato a compiere, o astenersi dal compiere, un atto;

f) il tentativo di commettere uno dei reati di cui ai punti *a)*, *b)* o *c)*;

g) il concorso in uno dei reati di cui ai punti da *a)* a *f)* sarà considerato da ciascuno Stato contraente quale reato punibile a norma del proprio diritto nazionale

2 Ciascuno Stato contraente comminerà per i reati previsti nel presente articolo pene adeguate, tenendo conto della gravità dei reati stessi.

Articolo 8

1 Ciascuno Stato contraente assumerà i provvedimenti eventualmente necessari all'esercizio della propria giurisdizione sui reati previsti all'articolo 7 nei seguenti casi:

a) allorchè il reato sia commesso sul territorio di detto Stato o a bordo di una nave o aereo immatricolati presso detto Stato;

b) allorchè il presunto autore del reato appartenga alla nazionalità di esso Stato

2 Ciascuno Stato contraente assumerà ugualmente i provvedimenti eventualmente necessari all'esercizio della propria giurisdizione sui suddetti reati allorchè il presunto autore del reato si trovi sul suo territorio ed allorchè detto Stato non intenda estradarlo, a norma dell'articolo 11, verso uno qualsiasi degli Stati di cui al precedente paragrafo 1.

3. La presente Convenzione non esclude alcuna giurisdizione penale esercitata a norma delle leggi nazionali.

4. Oltre agli Stati contraenti citati ai precedenti paragrafi 1 e 2 qualunque Stato contraente, che partecipi ad un trasporto nucleare internazionale come Stato esportatore o importatore di materie nucleari, potrà esercitare, a norma del diritto internazionale, la sua giurisdizione sui reati previsti all'articolo 7

Articolo 9

Qualora lo Stato contraente sul cui territorio si trova il presunto autore del reato ritenga che le circostanze lo richiedano, assumerà, a norma della propria legislazione nazionale, provvedimenti idonei, ivi compresa la detenzione, a garantire la presenza del suddetto presunto autore ai fini della punizione o della estradizione

I provvedimenti assunti ai termini del presente articolo saranno notificati senza indugio agli Stati tenuti ad esercitare la loro giurisdizione, a norma del disposto dell'articolo 8, nonchè, se del caso, a qualsiasi altro Stato interessato

Articolo 10

Lo Stato contraente sul cui territorio si trovi il presunto autore del reato, qualora non intenda procedere all'estradizione del medesimo, sottoporrà il caso alle proprie autorità competenti all'esercizio dell'azione penale, secondo le procedure previste dalla legislazione di tale Stato, senza alcuna eccezione o ritardo ingiustificato

Articolo 11

1 I reati previsti all'articolo 7 saranno automaticamente compresi come ipotesi di estradizione in qualsiasi trattato di estradizione in vigore tra Stati contraenti.

Gli Stati contraenti si impegnano ad includere tali reati fra le ipotesi di estradizione in qualsiasi futuro accordo di estradizione da stipularsi tra essi contraenti

2. Qualora uno Stato contraente, che subordini l'estradizione alla esistenza di un trattato, riceva una richiesta di estradizione da parte di altro Stato contraente cui non sia vincolato da alcun trattato di estradizione, esso Stato potrà considerare la presente Convenzione quale base giuridica per la concessione dell'estradizione, limitatamente ai reati ivi contemplati

L'estradizione sarà soggetta alle altre condizioni previste dalla legislazione dello Stato che ha ricevuto la richiesta stessa.

3. Gli Stati contraenti, che non subordinino l'estradizione all'esistenza di apposito trattato, riconosceranno i reati citati quali casi di estradizione tra essi Stati, nel rispetto delle condizioni previste dal diritto dello Stato che ha ricevuto la richiesta stessa.

4. Ai fini dell'estradizione tra Stati contraenti, ciascuno di tali reati sarà considerato come perpetrato non soltanto nel luogo in cui si è verificato ma anche nel territorio degli Stati contraenti tenuti ad esercitare la loro giurisdizione ai sensi del paragrafo 1, articolo 8

Articolo 12

Qualsiasi persona, nei cui confronti si svolga un'azione legale a causa di uno dei reati previsti all'articolo 7, beneficerà di trattamento imparziale in tutti i gradi dell'azione stessa

Articolo 13

1. Gli Stati contraenti si presteranno reciprocamente la più ampia assistenza giudiziaria possibile in tutti i casi di azione penale avente per oggetto i reati previsti all'articolo 7, inclusi gli elementi di prova di cui disponessero, necessari all'esercizio dell'azione stessa In ogni caso la legge applicabile all'esecuzione di una richiesta di assistenza sarà quella dello Stato che ha ricevuto la richiesta stessa.

2 Le disposizioni del paragrafo 1 non interferiranno sugli impegni derivanti da qualsiasi altro trattato, bilaterale o multilaterale che disciplina o disciplinerà, parzialmente o totalmente, l'assistenza reciproca in materia penale

Articolo 14

1. Ciascuno Stato contraente informerà il depositario circa le leggi ed i regolamenti emanati in attuazione della presente Convenzione. Il depositario comunicherà periodicamente tali informazioni a tutti gli Stati contraenti.

2 Lo Stato contraente, sul cui territorio il presunto autore del reato sia perseguito, comunicherà, nella misura possibile, in primo luogo agli Stati direttamente interessati il risultato dell'azione penale Lo Stato contraente comunicherà tale risultato anche al depositario che ne informerà tutti gli Stati.

3. Allorchè il reato riguardi materiale nucleare destinato a fini pacifici in uso, deposito o in corso di trasporto sul territorio nazionale ed allorchè sia il presunto autore del reato, sia il materiale nucleare si trovino sul territorio dello Stato contraente in cui il reato è stato perpetrato, nulla nella presente Convenzione sarà interpretato in modo tale da implicare la concessione, da parte di tale Stato contraente, di informazioni sulle azioni penali relative a tale reato.

Articolo 15

Gli allegati alla presente Convenzione costituiscono parte integrante della Convenzione stessa

Articolo 16

1 Cinque anni dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il depositario convocherà una conferenza degli Stati contraenti, al fine di esaminare l'applicazione della Convenzione e di procedere alla sua valutazione con riferimento al preambolo, alla intera parte operativa nonchè agli allegati, alla luce della situazione esistente in quel momento.

2 Successivamente, ad intervalli di almeno cinque anni, la maggioranza degli Stati contraenti potrà ottenere la convocazione di ulteriori conferenze con lo stesso obiettivo, sottoponendo al depositario una richiesta in tal senso.

Articolo 17

1 In caso di controversia fra due o più Stati contraenti circa l'interpretazione o applicazione della Convenzione, detti Stati contraenti si consulteranno al fine di risolvere la controversia stessa mediante negoziato o tutt'altro sistema pacifico di risoluzione della controversia accettabile da tutte le parti alla controversia stessa.

2. Ogni controversia di tale tipo, che non possa essere risolta come previsto al paragrafo 1, sarà sottoposta, su richiesta di una delle parti, ad arbitrato o rimessa, per decisione, alla Corte internazionale di giustizia. Se entro sei mesi dalla data della richiesta di arbitrato le parti alla controversia non raggiungono un accordo sull'organizzazione dell'arbitrato stesso, una qualsiasi delle parti può richiedere al Presidente della Corte internazionale di giustizia o al segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite di designare uno o più arbitri. In caso di conflitto fra le richieste delle parti alla controversia, prevale la richiesta fatta al segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite

3 Ogni Stato contraente può, al momento della firma, ratifica, accettazione o approvazione della presente Convenzione, o al momento della sua adesione, dichiarare di non ritenersi vincolato da l'una o l'altra o da entrambe le due procedure di risoluzione delle controversie previste al paragrafo 2 del presente articolo.

4. Ogni Stato contraente, che abbia opposto una riserva a norma del disposto del paragrafo 3 del presente articolo, può in qualsiasi momento togliere detta riserva mediante notifica al depositario.

Articolo 18

1. La presente Convenzione è aperta alla firma di tutti gli Stati presso la sede dell'Agenzia internazionale per l'energia automica a Vienna, nonchè presso la sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a New York, dal 3 marzo 1980 fino alla data della sua entrata in vigore.

2. La presente Convenzione è soggetta a ratifica, accettazione o approvazione da parte degli Stati firmatari

3 Successivamente alla sua entrata in vigore, la presente Convenzione resterà aperta all'adesione di tutti gli Stati

4 *a*) La presente Convenzione è aperta alla firma o all'adesione di organizzazioni internazionali e di organizzazioni regionali aventi carattere di integrazione o aventi altro carattere, purchè ciascuna di tali organizzazioni sia costituita da Stati sovrani e sia competente a negoziare, concludere ed applicare accordi internazionali nelle materie incluse nella presente Convenzione

b) Nei settori di loro competenza, tali organizzazioni eserciteranno in nome proprio i diritti e si assumeranno le obbligazioni attribuite dalla presente Convenzione agli Stati contraenti.

c) Al momento di diventare parte contraente, una tale organizzazione fornirà al depositario una dichiarazione indicante quali siano i propri Stati membri e quali gli articoli della presente Convenzione non applicabili

d) Tale organizzazione non disporrà di alcun voto proprio in aggiunta a quelli dei propri Stati membri.

5 Gli strumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, saranno depositati presso il depositario

Articolo 19

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il trentesimo giorno successivo alla data di deposito, presso il depositario, del ventunesimo strumento di ratifica, accettazione o approvazione

2 Per quegli Stati che ratificheranno, accetteranno, approveranno la Convenzione o vi aderiranno successivamente al deposito del ventunesimo strumento di ratifica, accettazione o approvazione, la Convenzione entrerà in vigore il trentesimo giorno successivo al deposito, da parte di tali Stati, del proprio strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione.

Articolo 20

1. Senza pregiudicare quanto disposto all'articolo 16, uno Stato contraente può proporre emendamenti alla presente Convenzione L'emendamento proposto sarà sottoposto al depositario che lo comunicherà immediatamente a tutti gli Stati contraenti. Se la maggioranza degli Stati contraenti richiederà al depositario di convocare una conferenza per esaminare tali emendamenti, il depositario stesso inviterà tutti gli Stati contraenti a partecipare a tale conferenza che si aprirà non prima di 30 giorni dalla spedizione degli inviti. Ogni emendamento approvato in sede di conferenza da una maggioranza di due terzi di tutti gli Stati contraenti sarà comunicato, senza ritardo, dal depositario a tutti gli Stati contraenti.

2 L'emendamento entrerà in vigore per ciascuno Stato contraente che deposita il proprio strumento di ratifica, accettazione o approvazione dell'emendamento il trentesimo giorno successivo alla data nella quale i due terzi degli Stati contraenti avranno depositato i rispettivi strumenti di ratifica, accettazione o approvazione presso il depositario. Successivamente, l'emendamento entrerà in vigore nei confronti di qualunque altro Stato contraente il giorno in cui tale Stato contraente depositerà il proprio strumento di ratifica, accettazione o approvazione dell'emendamento.

Articolo 21

1 Qualunque Stato contraente può denunciare la presente Convenzione mediante notifica scritta al depositario.

2. La denuncia avrà effetto 180 giorni dopo la data di ricevimento della notifica da parte del depositario.

Articolo 22

Il depositario notificherà sollecitamente a tutti gli Stati

a) ogni firma della presente Convenzione;

b) il deposito di ogni strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione;

c) l'apposizione ed il ritiro di qualsiasi riserva, a norma dell'articolo 17;

d) qualsiasi comunicazione da parte di un'organizzazione, a norma del paragrafo 4*c*) dell'articolo 18;

e) l'entrata in vigore della presente Convenzione;

f) l'entrata in vigore di qualsiasi emendamento alla presente Convenzione;

g) ogni denuncia effettuata in virtù dell'articolo 21

Articolo 23

Il testo originale della presente Convenzione, le cui traduzioni in arabo, cinese, inglese, spagnolo, francese e russo fanno ugualmente fede, sarà depositato presso il direttore generale dell'Agenzia internazionale per l'energia automica, che provvederà a farne pervenire copie autentiche della medesima a tutti gli Stati

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno apposto la loro firma alla presente Convenzione, aperta alla firma il 3 marzo 1980 a Vienna e New York

(*Seguono le firme*)

ALLEGATO I

Livelli di protezione fisica da applicare al trasporto internazionale di materiale nucleare, secondo la classificazione dell'allegato II

1. I seguenti livelli di protezione fisica si applicano al materiale nucleare in deposito temporaneo in corso di trasporto internazionale:

a) i materiali della categoria III devono essere immagazzinati all'interno di una zona il cui accesso è controllato;

b) i materiali della categoria II devono essere immagazzinati all'interno di una zona costantemente sorvegliata da guardie o dispositivi elettronici, circondata da una barriera fisica con un numero limitato di punti di accesso adeguatamente controllati, o in una qualsiasi zona con un equivalente livello di protezione fisica;

c) i materiali della categoria I devono essere immagazzinati all'interno di una zona protetta come per i materiali della suddetta categoria II, alla quale, in aggiunta, l'accesso è limitato soltanto alle persone di riconosciuto affidamento, e che è sotto sorveglianza di guardie che sono in stretto collegamento con appropriate forze di pronto intervento.

Le particolari misure previste in questo contesto dovrebbero avere come obiettivo la scoperta e la prevenzione di qualsiasi attacco, accesso non autorizzato o rimozione non autorizzata di materiale

2. I seguenti livelli di protezione fisica si applicano al materiale nucleare in corso di trasporto internazionale:

a) per i materiali delle categorie II e III, il trasporto dovrà essere effettuato con speciali precauzioni, comprendenti accordi preventivi tra lo spedizioniere, destinatario e trasportatore ed accordo preventivo tra le persone fisiche o giuridiche soggette alla giurisdizione e regolamentazione degli Stati esportatore ed importatore precisando il momento, il luogo e le procedure per il trasferimento delle responsabilità concernenti il trasporto;

b) per i materiali della categoria I, il trasporto dovrà essere effettuato con le speciali precauzioni sopra indicate per il trasporto dei materiali di categoria II e III, e, in aggiunta, sotto la costante sorveglianza di una scorta e di condizioni che assicurino uno stretto collegamento con appropriate forze di pronto intervento;

c) per l'uranio naturale, non sotto forma di minerale o di residui di minerale, la protezione per il trasporto di quantitativi di uranio superiori a 500 kg comprenderà l'avviso preventivo della spedizione specificando le modalità del trasporto, il momento previsto dell'arrivo e la conferma del ricevimento della spedizione.

ALLEGATO II

TABELLA: CLASSIFICAZIONE DEL MATERIALE NUCLEARE IN CATEGORIE

Materiale		Categoria		
		I	II	III (*c*)
1. Plutonio (*a*)	Non irradiato (*b*)	2 kg o più	Meno di 2 kg ma più di 500 g	500 g o meno ma più di 15 g
2. Uranio-235	Non irradiato (*b*) — uranio arricchito al 20% o più in U-235	5 kg o più	Meno di 5 kg ma più di 1 kg	1 kg o meno ma più di 15 g
	— uranio arricchito al 10% o più in U-235 ma meno del 20% in U-235		10 kg o più	Meno di 10 kg ma più di 1 kg
	— uranio arricchito più di quello naturale, ma meno del 10% in U-235	—	—	10 kg o più
3. Uranio-233	Non irradiato (*b*)	2 kg o più	Meno di 2 kg ma più di 500 g	500 g o meno ma più di 15 g
4. Combustibile irradiato	—	—	Uranio impoverito o naturale, torio o combustibile a basso arricchimento (contenuto fissile inferiore al 10%) (*d*) (*e*)	—

(*a*) Tutto il plutonio eccetto quello con una concentrazione isotopica in plutonio-238 superiore all'80%.

(*b*) Materiale non irradiato in un reattore o materiale irradiato in un reattore ma con un livello di radiazione uguale o inferiore a 100 rads/ora ad un metro di distanza senza schermatura.

(*c*) Le quantità di materiale che non rientrano nella categoria III e l'uranio naturale dovranno essere protetti secondo una prudente pratica gestionale.

(*d*) Sebbene sia raccomandato questo livello di protezione, è ad arbitrio dello Stato, previa valutazione delle specifiche circostanze, assegnare una differente categoria di protezione fisica.

(*e*) Gli altri combustibili che in virtù del loro contenuto originario di materiale fissile sono classificati nelle categorie I o II prima d'essere irradiati possono essere inclusi nella categoria direttamente inferiore purchè il livello di radiazione del combustibile superi i 100 rads/ora ad un metro di distanza senza schermatura.

LEGGE 7 agosto 1982, n. **705.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo europeo sulla trasmissione delle richieste di assistenza giudiziaria gratuita, adottato a Strasburgo il 27 gennaio 1977.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo europeo sulla trasmissione delle richieste di assistenza giudiziaria gratuita, adottato a Strasburgo il 27 gennaio 1977.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 10 dell'accordo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 7 agosto 1982

PERTINI

SPADOLINI — COLOMBO — DARIDA

Visto, *il Guardasigilli:* DARIDA

ACCORD EUROPÉEN SUR LA TRANSMISSION DES DEMANDES D'ASSISTANCE JUDICIAIRE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Accord,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres ;

Considérant qu'il est souhaitable d'éliminer les obstacles économiques entravant l'accès à la justice civile et de permettre à des personnes économiquement défavorisées de mieux faire valoir leurs droits dans les Etats membres ;

Convaincus que l'instauration d'un système de transmission des demandes d'assistance judiciaire adéquat contribuerait à atteindre ce but,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Toute personne, ayant sa résidence habituelle sur le territoire d'une des Parties Contractantes, qui desire demander l'assistance judiciaire en matière civile, commerciale ou administrative sur le territoire d'une autre Partie Contractante peut présenter sa demande dans l'Etat de sa résidence habituelle. Cet Etat est tenu de transmettre la demande à l'autre Etat.

Article 2

1. Chaque Partie Contractante désigne une ou plusieurs autorités expéditrices chargées de transmettre directement les demandes d'assistance judiciaire à l'autorité étrangère désignée ci-après.

2 Chaque Partie Contractante désigne également une autorité centrale réceptrice chargée de recevoir les demandes d'assistance judiciaire provenant d'une autre Partie Contractante et d'y donner suite

Les Etats fédéraux et les Etats dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ont la faculté de désigner plusieurs autorités centrales

Article 3

1. L autorité expéditrice assiste le demandeur afin que tous les documents qui, à la connaissance de cette autorité, sont nécessaires à l'appréciation de la demande soient joints à celle-ci Elle assiste également le demandeur pour la traduction éventuellement nécessaire des documents

Elle peut refuser de transmettre la demande au cas où celle-ci lui apparaît manifestement téméraire

2 L'autorité centrale réceptrice transmet le dossier à l'autorité compétente pour statuer sur la demande Elle informe l'autorité expéditrice de toutes difficultés relatives à l'examen de la demande ainsi que de la décision prise par l'autorité compétente.

Article 4

Les documents transmis en application du présent Accord sont dispensés de la légalisation et de toute formalité analogue

Article 5

Aucune rémunération ne peut être perçue par les Parties Contractantes pour les services rendus conformément au présent Accord

Article 6

1. Sous réserve des arrangements particuliers conclus entre les autorités intéressées des Parties Contractantes et des dispositions des articles 13 et 14 :

a la demande d'assistance judiciaire et les documents joints ainsi que toutes autres communications sont rédigés dans la langue ou dans l'une des langues officielles de l'autorité réceptrice ou accompagnés d'une traduction dans cette langue ;

b chaque Partie Contractante doit néanmoins accepter la demande d'assistance judiciaire et les documents joints ainsi que toutes communications lorsqu'ils sont rédigés en langue anglaise ou française ou lorsqu'ils sont accompagnés d'une traduction dans l'une de ces langues.

2 Les communications émanant de l'Etat de l'autorité réceptrice peuvent être rédigées dans la langue ou dans l'une des langues officielles de cet Etat ou en anglais ou français

Article 7

En vue de faciliter l application du présent Accord, les autorités centrales des Parties Contractantes se tiennent mutuellement informées de l'état de leur droit en matière d'assistance judiciaire

Article 8

Les autorités visées à l article 2 sont désignées au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe au moment où l'Etat concerné devient Partie à l'Accord conformément aux dispositions des articles 9 et 11 Tout changement quant à la compétence de ces autorités fera également l'objet d'une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 9

1. Le présent Accord est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe qui peuvent y devenir Parties par :

a la signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ;

b. la signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation

2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe

Article 10

1 Le présent Accord entrera en vigueur un mois après la date à laquelle deux Etats membres du Conseil de l'Europe seront devenus Parties à l'Accord conformément aux dispositions de l'article 9

2. Pour tout Etat membre qui le signera ultérieurement sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou le ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera, l'Accord entrera en vigueur un mois après la date de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 11

1. Après l'entrée en vigueur du présent Accord, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer au présent Accord.

2 L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d un instrument d'adhésion qui prendra effet un mois après la date de son dépôt

Article 12

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera le présent Accord.

2 Tout Etat peut au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d approbation ou d'adhésion ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application du présent Accord par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler. L'extension prend effet un mois après la date de la réception de la déclaration.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 13

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer exclure l'application en tout ou en partie des dispositions de l'article 6, paragraphe 1.*b*. Aucune autre réserve n'est admise au présent Accord

2 Toute Partie Contractante peut retirer en tout ou en partie la réserve qu elle a faite, au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. L'effet de la réserve cessera à la date de la réception de la déclaration.

3 Lorsqu une Partie Contractante fait une réserve, toute autre Partie peut appliquer la même réserve à l'égard de cette Partie

Article 14

1. Toute Partie Contractante ayant plusieurs langues officielles peut, pour les besoins de l'application de l'article 6, paragraphe 1 *a*, faire connaître, au moyen d'une déclaration, la langue dans laquelle la demande et les documents joints doivent être rédigés ou traduits en vue de leur transmission dans les parties de son territoire qu'elle a déterminées.

2. La déclaration prévue au paragraphe précédent sera adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe au moment de la signature de l'Accord par l'Etat intéressé ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion. La déclaration peut être retirée ou modifiée à tout moment par la suite selon la même procédure.

Article 15

1. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer le présent Accord en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l Europe

2 La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 16

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré au présent Accord

a. toute signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ;

b. toute signature sous réserve de ratification, d acceptation ou d'approbation ;

c le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;

d toute déclaration reçue en application des dispositions de l'article 8 ;

e toute date d'entrée en vigueur du présent Accord, conformément à son article 10 ;

f. toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 12 ;

g toute réserve faite en application des dispositions du paragraphe 1er de l article 13 ;

h. le retrait de toute réserve effectué en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 13 ;

i toute déclaration reçue en application des dispositions de l article 14 ;

j toute notification reçue en application des dispositions de l'article 15 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord

Fait à Strasbourg, le 27 janvier 1977, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

Pour le Gouvernement
de la République d'Autriche

*sous réserve de ratification
ou d'acceptation*

Otto MASCHKE

Pour le Gouvernement
du Royaume de Belgique

*sous réserve de ratification
ou d'acceptation*

Renaat VAN ELSLANDE

Pour le Gouvernement
de la République de Chypre

Pour le Gouvernement
du Royaume de Danemark

Preben Arthur von der HUDE

Pour le Gouvernement
de la République française

sous réserve de ratification
ou d'acceptation

P C TAITTINGER

Pour le Gouvernement
de la République **Fédérale** d'**Allemagne**

Pour le Gouvernement
de la République hellénique

Dimitri S BITSIOS

Pour le Gouvernement
de la République islandaise

Pour le Gouvernement
d'Irlande :

Pour le Gouvernement
de la République italienne :

sous réserve de ratification
ou d'acceptation

Marco PISA

Pour le Gouvernement
du Grand-Duché de Luxembourg

Gaston THORN

Pour **le** Gouvernement
de Malte :

Pour **le** Gouvernement
du Royaume des Pays Bas

Pour le Gouvernement
du Royaume de Norvège

with reservation in respect
of ratification or acceptance

Knut FRYDENLUND

Pour le Gouvernement
de la République portugaise

*sous réserve de ratification
ou d'acceptation*

José MEDEIROS FERREIRA

Pour le Gouvernement
du Royaume de Suède

Karin SÖDER

Pour le Gouvernement
de la Confédération suisse

Pour le Gouvernement
de la République turque

*sous réserve de ratification
ou d'acceptation*

I S ÇAGLAYANGIL

Pour le Gouvernement
du Royaume-Uni de Grande Bretagne
et d'Irlande du Nord :

*with reservation in respect
of ratification or acceptance*

Anthony CROSLAND

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N B — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'accordo

ACCORDO EUROPEO SULLA TRASMISSIONE DELLE DOMANDE DI ASSISTENZA GIUDIZIARIA

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari del presente accordo,

Ritenuto che il Consiglio d'Europa si prefigge lo scopo di giungere ad una maggiore unità fra i suoi membri;

Ritenuta l'opportunità di eliminare gli attuali ostacoli di natura economica ai procedimenti civili e consentire alle persone finanziariamente più deboli un più agevole esercizio dei propri diritti negli Stati membri;

Ritenuto che la creazione di un appropriato sistema di trasmissione delle domande di assistenza in materia giudiziaria contribuirebbe al raggiungimento dello scopo,

Hanno concordato quanto segue:

Articolo 1

Ogni persona che abbia la propria residenza abituale nel territorio di una delle parti contraenti e che desideri fare richiesta di assistenza giudiziaria in materia civile, commerciale o amministrativa

nel territorio di un'altra parte contraente, può presentare la propria istanza nello Stato di abituale residenza. Tale Stato deve trasmettere l'istanza all'altro Stato.

Articolo 2

1. Ciascuna parte contraente deve designare una o più autorità aventi il compito di trasmettere le domande di assistenza giudiziaria direttamente alla Autorità straniera più sotto indicata.

2. Ciascuna parte contraente deve inoltre designare una autorità centrale incaritata della ricezione e della trattazione delle domande di assistenza giudiziaria pervenute da un'altra parte contraente.

Gli Stati Federali e gli Stati con più di un sistema giuridico sono liberi di designare più di una autorità.

Articolo 3

1. L'autorità preposta alla trasmissione deve prestare al richiedente la propria assistenza accertando che l'istanza sia accompagnata da tutti i documenti che la predetta autorità sappia essere necessari affinché la domanda possa avere il suo corso. L'autorità in questione dovrà inoltre assistere il richiedente per quanto riguarda le necessarie traduzioni dei documenti.

Detta autorità può rifiutarsi di trasmettere la domanda qualora appaia manifestamente che essa non viene presentata in buona fede.

2. L'autorità ricettrice centrale deve trasmettere la domanda all'autorità competente per la decisione. Essa deve inoltre tenere informata l'autorità mittente circa tutte le difficoltà relative all'esame della domanda e deve poi comunicare la decisione presa dall' autorità competente.

Articolo 4

Tutti i documenti trasmessi in applicazione del presente accordo sono esenti da legalizzazioni o da analoghe formalità.

Articolo 5

Per i servizi resi in applicazione del pre-

sente accordo, le parti contraenti non possono imporre alcuna spesa.

Articolo 6

1. Salvo che non esistano accordi particolari fra le autorità interessate delle parti contraenti, e salvo quanto disposto negli articoli 13 e 14:

a) le domande di assistenza giudiziaria e la documentazione ad esse allegata, così come ogni altra comunicazione, devono essere redatte nella lingua ufficiale o in una delle lingue ufficiali della autorità ricevente o devono essere accompagnate da una traduzione in tale lingua;

b) ogni parte contraente deve non di meno accettare la domanda di assistenza giudiziaria e la documentazione ad essa allegata, così come qualsiasi altra comunicazione, se esse sono redatte in lingua inglese o francese oppure se sono accompagnate da una traduzione in una di tali lingue.

2. Le comunicazioni provenienti dallo Stato della Autorità ricevente possono essere redatte nella lingua ufficiale o in una delle lingue ufficiali dello stesso Stato, oppure in inglese o francese.

Articolo 7

Allo scopo di facilitare l'applicazione del presente accordo, le autorità centrali delle parti contraenti si impegnano a scambiarsi informazioni circa lo stato della propria legislazione in materia di assistenza giudiziaria.

Articolo 8

Le autorità di cui all art.2 devono essere designate per mezzo di dichiarazionè indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa quando lo Stato interessato diviene parte nella Convenzione secondo quanto previsto negli artt. 9 e 11. Qualsiasi cambiamento relativo ai poteri delle autorità deve essere egualmente dichiarato al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 9

1. Il presente accordo è aperto alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa, i quali possono

divenire parti mediante:

a) sottoscrizione senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione;

b) sottoscrizione con riserva di ratifica, accettazione o approvazione, seguita da ratifica, accettazione o approvazione.

2. Gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione devono essere depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 10

1. Il presente accordo entra in vigore un mese dopo la data nella quale due Stati membri del Consiglio d'Europa siano divenuti parti secondo le norme dell'art.9

2. Per quanto riguarda gli Stati membri che sottoscrivono successivamente l'accordo senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione o che ratificheranno, accetteranno o approveranno l accordo, questo entrerà in vigore un mese dopo la data di sottoscrizione o dopo la data di deposito dello strumento di ratifica, accettazione o approvazione.

Articolo 11

1. Dopo l'entrata in vigore del presente accordo, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa può invitare qualsiasi Stato non membro ad aderirvi.

2. Tale adesione ha effetto con il deposito, presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa, di uno strumento di adesione che ha effetto un mese dopo la data del deposito.

Articolo 12

1. Ogni Stato, all'atto della sottoscrizione o del deposito del proprio strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, può specificare il territorio o i territori di applicazione del presente accordo.

2. Ogni Stato, all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, ovvero in un momento successivo, può, con dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del

Consiglio d'Europa, estendere il presente accordo a qualsiasi territorio specificato nella dichiarazione e dei cui rapporti internazionali esso sia responsabile o per conto del quale esso sia autorizzato ad assumere impegni. Ogni estensione entra in vigore entro un mese successivo alla ricezione della dichiarazione.

3. Tutte le dichiarazioni presentate a norma del paragrafo che precede possono, con riferimento ai territori in esse indicati, essere ritirate per mezzo di atto notificato al Segretario Generale del Consiglio d'Europa. Il ritiro ha effetto sei mesi dopo la data di ricezione della relativa dichiarazione da parte del Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 13

1. Ogni Stato, all'atto della sottoscrizione o del deposito dello strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, può dichiarare di escludere in tutto o in parte l'applicazione del paragrafo 1.b dell art.6. Nessun'altra riserva al presente accordo è consentita.

2. Ogni parte contraente può ritirare in tutto o in parte la riserva fatta mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa. La riserva cessa di avere effetto dalla data di ricezione della dichiarazione.

3. Nel caso in cui una parte contraente abbia fatto una riserva, ogni altro Stato può applicare la stessa nei confronti del primo.

Articolo 14

1. Le parti contraenti che abbiamo più di una lingua ufficiale possono, ai fini dell'applicazione del paragrafo 1.a dell'art.6, specificare mediante dichiarazione la lingua nella quale la domanda ed i documenti allegati, o le relative traduzioni, devono essere redatti affinché avvenga la loro trasmissione alle parti nel proprio territorio.

2. La dichiarazione di cui al paragrafo precedente deve essere indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa al momento della sottoscrizione dell'accordo da parte dello Stato interessato o nel

momento del deposito del proprio strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione. La dichiarazione può essere ritirata o modificata seguendo la stessa procedura.

Articolo 15

1. Ciascuna parte contraente può, per quanto la riguarda, denunciare il presente accordo per mezzo di atto notificato al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La denuncia ha effetto sei mesi dopo la data di ricezione della notificazione da parte del Segretario Generale.

Articolo 16

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa deve comunicare agli Stati membri del Consiglio e a tutti gli Stati che hanno aderito al presente accordo:

a) tutte le sottoscrizioni senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione;

b) tutte le sottoscrizioni con riserva di ratifica, accettazione o approvazione;

c) il deposito di tutti gli strumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione;

d) tutte le dichiarazioni fatte a norma dell'art.8;

e) tutte le date di entrata in vigore del presente accordo ai sensi dell'art.10;

f) tutte le dichiarazioni ricevute a norma dei paragrafi 2 e 3 dell'art.12;

g) tutte le riserve fatte a norma del paragrafo 1 dell'art. 13;

h) tutti i ritiri delle riserve effettuati a norma del paragrafo 2 dell art.13

i) tutte le dichiarazioni ricevute a norma dell art. 14;

j) tutte le notificazioni ricevute a norma dell'art. 15 e la data nella quale ogni denuncia ha effetto.

In fede, i sottoscritti, all'uopo debitamente autorizzati, hanno posto in essere il presente accordo.

Fatto a Strasburgo oggi 27 gennaio 1977, nelle lingue inglese e francese, entrambi i testi avendo eguale valore, in un unica copia che rimarrà depositata negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa trasmetterà copia autentica del presente accordo a ciascuno Stato che lo abbia sottoscritto o che vi abbia aderito.

(*Seguono le firme*).

LEGGE 12 agosto 1982, n. **706.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione doganale relativa al trasporto internazionale delle merci coperte con il libretto TIR, con allegati ed emendamenti, adottata a Ginevra il 14 novembre 1975.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione doganale relativa al trasporto internazionale delle merci coperte con libretto TIR, con allegati ed emendamenti, adottata a Ginevra il 14 novembre 1975.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 53 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 12 agosto 1982

PERTINI

SPADOLINI — COLOMBO — FORMICA —
DARIDA — BALZAMO

Visto, *il Guardasigilli:* DARIDA

CONVENTION DOUANIERE RELATIVE AU TRANSPORT INTERNATIONAL DE MARCHANDISES SOUS LE COUVERT DE CARNETS TIR (CONVENTION TIR)

LES PARTIES CONTRACTANTES,

DESIREUSES de faciliter les transports internationaux de marchandises par véhicules routiers,

CONSIDERANT que l'amélioration des conditions des transports constitue un des facteurs essentiels au développement de la coopération entre elles,

DECLARANT se prononcer en faveur d'une simplification et d'une harmonisation des formalités administratives dans le domaine des transports internationaux, en particulier aux frontières,

SONT CONVENUES de ce qui suit :

Chapitre premier
DISPOSITIONS GENERALES
a) DEFINITIONS
Article premier

Aux fins de la présente Convention, on entend

a) par "opération TIR", le transport de marchandises d'un bureau de douane de départ à un bureau de douane de destination, sous le régime, dit "régime TIR", établi par la présente Convention;

b) par "droits et taxes à l'importation ou à l'exportation", les droits de douane et tous autres droits, taxes, redevances et impositions diverses qui sont perçus à l'importation ou à l'exportation, ou à l'occasion de l'importation ou de l'exportation de marchandises, à l'exception des redevances et impositions dont le montant est limité au coût approximatif des services rendus;

c) par "véhicule routier", non seulement un véhicule routier à moteur, mais aussi toute remorque ou semi-remorque conçue pour y être attelée;

d) par "ensemble de véhicules", des véhicules couplés qui participent à la circulation routière comme une unité;

e) par "conteneur", un engin de transport (cadre, citerne amovible ou autre engin analogue) :

i) constituant un compartiment, totalement ou partiellement clos, destiné à contenir des marchandises;

ii) ayant un caractère permanent et étant, de ce fait, suffisamment résistant pour permettre son usage répété;

iii) spécialement conçu pour faciliter le transport de marchandises, sans rupture de charge, par un ou plusieurs modes de transport;

iv) conçu de manière à être aisément manipulé, notamment lors de son transbordement d'un mode de transport à un autre;

v) conçu de façon à être facile à remplir et à vider; et

vi) d'un volume intérieur d'au moins un mètre cube;

Les "carrosseries amovibles" sont assimilées aux conteneurs;

f) par "bureau de douane de départ", tout bureau de douane d'une Partie contractante où commence, pour tout ou partie du chargement, le transport international, sous le régime TIR;

g) par "bureau de douane de destination", tout bureau de douane d'une Partie contractante où prend fin, pour tout ou partie du chargement, le transport international sous le régime TIR;

h) par "bureau de douane de passage", tout bureau de douane d'une Partie contractante par lequel un véhicule routier, un ensemble de véhicules ou un conteneur est importé ou exporté au cours d'une opération TIR;

j) par "personnes", à la fois les personnes physiques et les personnes morales;

k) par "marchandises pondéreuses ou volumineuses", tout produit pondéreux ou volumineux qui, en raison de son poids, de ses dimensions ou de sa nature, n'est en général transporté ni dans un véhicule routier clos ni dans un conteneur clos;

l) par "association garante", une association agréée par les autorités douanières d'une Partie contractante pour se porter caution des personnes qui utilisent le régime TIR

b) CHAMP D'APPLICATION
Article 2

La présente Convention vise les transports de marchandises effectués sans rupture de charge, à travers une ou plusieurs frontières, d'un bureau de douane de départ d'une Partie contractante à un bureau de douane de destination d'une autre Partie contractante, ou de la même Partie contractante, dans des véhicules routiers, des ensembles de véhicules ou dans des conteneurs à condition qu'une partie du trajet entre le début de l'opération TIR et son achèvement se fasse par route.

Article 3

Pour bénéficier des dispositions de la présente Convention :

a) les transports doivent être effectués

i) par des véhicules routiers, des ensembles de véhicules ou des conteneurs préalablement agréés dans les conditions énoncées au chapitre III a); ou

ii) par d'autres véhicules routiers, d'autres ensembles de véhicules ou d'autres conteneurs s'ils se font conformément aux conditions énoncées au chapitre III c);

b) les transports doivent avoir lieu sous la garantie d'associations agréées conformément aux dispositions de l'article 6 et doivent être effectués sous le couvert d'un carnet TIR conforme au modèle reproduit à l'annexe 1 de la présente Convention.

c) PRINCIPES

Article 4

Les marchandises transportées sous le régime TIR ne seront pas assujetties au paiement ou à la consignation des droits et taxes à l'importation ou à l'exportation aux bureaux de douane de passage

Article 5

1. Les marchandises transportées sous le régime TIR dans des véhicules routiers, des ensembles de véhicules ou des conteneurs scellés ne seront pas, en règle générale, soumises à la visite par la douane aux bureaux de passage.

2. Toutefois, en vue d'éviter des abus, les autorités douanières pourront, exceptionnellement et notamment lorsqu'il y a soupçon d'irrégularité, procéder à ces bureaux à la visite des marchandises.

Chapitre II

DELIVRANCE DES CARNETS TIR

RESPONSABILITE DES ASSOCIATIONS GARANTES

Article 6

1. Sous les conditions et garanties qu'elle déterminera, chaque Partie contractante pourra habiliter des associations à délivrer les carnets TIR, soit directement, soit par l'intermédiaire d'associations correspondantes, et à se porter caution.

2. Une association ne pourra être agréée dans un pays que si sa garantie s'étend également aux responsabilités encourues dans ce pays à l'occasion d'opérations sous le couvert de carnets TIR délivrés par des associations étrangères affiliées à l'organisation internationale à laquelle elle est elle-même affiliée.

Article 7

Seront admis au bénéfice de la franchise des droits et taxes à l'importation ou à l'exportation et ne seront soumis à aucune prohibition ou restriction d'importation et d'exportation les formules de carnets TIR expédiés aux associations garantes par les associations étrangères correspondantes ou par des organisations internationales.

Article 8

1. L'association garante s'engagera à acquitter les droits et taxes à l'importation ou à l'exportation exigibles, majorés, s'il y a lieu, des intérêts de retard qui auraient dû être acquittés en vertu des lois et règlements douaniers du pays dans lequel une irrégularité relative à l'opération TIR aura été relevée. Elle sera tenue, conjointement et solidairement avec les personnes redevables des sommes visées ci-dessus, au paiement de ces sommes.

2. Lorsque les lois et règlements d'une Partie contractante ne prévoient pas le paiement des droits et taxes à l'importation ou à l'exportation dans les cas prévus au paragraphe 1 ci-dessus, l'association garante s'engagera à acquitter, dans les mêmes conditions, une somme égale au montant des droits et taxes à l'importation ou à l'exportation, majorés, s'il y a lieu, des intérêts de retard.

3. Chaque Partie contractante déterminera le montant maximum, par carnet TIR, des sommes qui peuvent être exigées de l'association garante au titre des dispositions des paragraphes 1 et 2 ci-dessus.

4. L'association garante deviendra responsable à l'égard des autorités du pays où est situé le bureau de douane de départ à partir du moment où le carnet TIR aura été pris en charge par le bureau de douane. Dans les pays suivants traversés au cours d'une opération de transport de marchandises sous le régime TIR, cette responsabilité commencera lorsque les marchandises seront importées ou, en cas de suspension de l'opération TIR conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 26, lorsque le carnet TIR sera pris en charge par le bureau de douane où l'opération TIR est reprise.

5. La responsabilité de l'association garante s'étendra non seulement aux marchandises énumérées sur le carnet TIR, mais aussi aux marchandises qui, tout en n'étant pas énumérées sur ce carnet, se trouveraient dans la partie scellée du véhicule routier ou dans le conteneur scellé; elle ne s'étendra à aucune autre marchandise.

6. Pour déterminer les droits et taxes visés aux paragraphes 1 et 2 du présent article, les indications relatives aux marchandises figurant au carnet TIR vaudront jusqu'à preuve du contraire.

7. Lorsque les sommes visées aux paragraphes 1 et 2 du présent article deviennent exigibles, les autorités compétentes doivent, dans la mesure du possible, en requérir le paiement de la (ou des) personne(s) directement redevables de ces sommes avant d'introduire une réclamation près l'association garante.

Article 9

1. L'association garante fixe la période de validité du carnet TIR en spécifiant un dernier jour de validité au-delà duquel le carnet ne peut être présenté au bureau de douane de départ pour la prise en charge.

2. Pourvu qu'il ait été pris en charge au bureau de douane de départ, le dernier jour de validité, ou avant cette date, comme il est prévu au paragraphe 1 ci-dessus, le carnet demeurera valable jusqu'à l'achèvement de l'opération TIR au bureau de douane de destination.

Article 10

1. Le carnet TIR peut être déchargé avec ou sans réserves; si des réserves sont faites, elles doivent se rapporter à des faits liés à l'opération TIR elle-même. Ces faits doivent être indiqués sur le carnet TIR.

2. Lorsque les autorités douanières d'un pays auront déchargé sans réserves un carnet TIR, elles ne pourront plus réclamer à l'association garante le paiement des sommes visées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 8, à moins que le certificat de décharge n'ait été obtenu d'une façon abusive ou frauduleuse.

Article 11

1. En cas de non-décharge d'un carnet TIR, ou lorsque la décharge d'un carnet TIR comporte des réserves, les autorités compétentes n'auront pas le droit d'exiger de l'association garante le paiement des sommes visées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 8 si, dans un délai d'un an, à compter de la date de la prise en charge du carnet TIR par ces autorités, elles n'ont pas avisé par écrit l'association de la non-décharge ou de la décharge avec réserves. Cette disposition sera également applicable en cas de décharge obtenue d'une façon abusive ou frauduleuse, mais alors le délai sera de deux ans.

2. La demande de paiement des sommes visées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 8 sera adressée à l'association garante au plus tôt trois mois, à compter de la date à laquelle cette association a été avisée que le carnet n'a pas été déchargé, qu'il a été déchargé avec réserves ou que la décharge a été obtenue d'une façon abusive ou frauduleuse, et au plus tard deux ans à compter de cette même date. Toutefois, en ce qui concerne les cas qui sont déférés à la justice dans le délai sus-indiqué de deux ans, la demande de paiement sera adressée dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle la décision judiciaire est devenue exécutoire.

3. Pour acquitter les sommes exigées, l'association garante disposera d'un délai de trois mois à compter de la date de la demande de paiement qui lui aura été adressée. L'association obtiendra le remboursement des sommes versées si, dans les deux ans suivant la date de la demande de paiement, il a été établi à la satisfaction des autorités douanières qu'aucune irrégularité n'a été commise en ce qui concerne l'opération de transport en cause.

Chapitre III

TRANSPORT DE MARCHANDISES SOUS CARNET TIR

a) AGREMENT DES VEHICULES ET DES CONTENEURS

Article 12

Pour bénéficier des dispositions des sections a) et b) du présent chapitre, chaque véhicule routier doit satisfaire, par sa construction et son équipement, aux conditions définies à l'annexe 2 de la présente Convention et doit avoir été agréé selon la procédure définie à l'annexe 3 de la présente Convention. Le certificat d'agrément doit être conforme au modèle de l'annexe 4.

Article 13

1. Pour bénéficier des dispositions des sections a) et b) du présent chapitre, les conteneurs doivent être construits conformément aux conditions définies dans la première partie de l'annexe 7 et doivent avoir été agréés selon la procédure définie dans la deuxième partie de cette annexe.

2. Les conteneurs agréés pour le transport de marchandises sous scellement douanier en application de la Convention douanière relative aux containers de 1956, des accords passés sous l'égide des Nations Unies qui en ont découlé, de la Convention douanière relative aux conteneurs de 1972, ou de tous actes internationaux qui remplaceraient ou modifieraient cette dernière Convention, sont considérés comme répondant aux dispositions du paragraphe 1 ci-dessus et doivent être acceptés pour le transport sous le régime TIR sans nouvel agrément.

Article 14

1. Chaque Partie contractante se réserve le droit de refuser de reconnaître la validité de l'agrément des véhicules routiers ou des conteneurs qui ne satisfont pas aux conditions prévues aux articles 12 et 13 ci-dessus. Toutefois, les Parties contractantes éviteront de retarder le transport lorsque les défauts constatés sont d'importance mineure et ne créent aucun risque de fraude.

2. Avant d'être réutilisé pour le transport de marchandises sous scellement douanier, le véhicule routier ou le conteneur qui ne répond plus aux conditions ayant motivé son agrément devra, soit être remis dans son état initial, soit faire l'objet d'un nouvel agrément.

b) PROCEDURE DE TRANSPORT SOUS COUVERT D'UN CARNET TIR

Article 15

1. Aucun document douanier particulier ne sera exigé pour l'importation temporaire du véhicule routier, de l'ensemble de véhicules ou du conteneur utilisés pour le transport de marchandises sous le régime TIR. Aucune garantie ne sera exigée pour le véhicule routier, l'ensemble de véhicules ou le conteneur.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne sauraient empêcher une Partie contractante d'exiger l'accomplissement, au bureau de douane de destination, des formalités prescrites dans sa réglementation nationale, afin de garantir qu'une fois achevée l'opération TIR, le véhicule routier, l'ensemble de véhicules ou le conteneur seront réexportés.

Article 16

Lorsqu'une opération TIR sera effectuée par un véhicule routier ou par un ensemble de véhicules, une plaque rectangulaire portant l'inscription "TIR" et ayant les caractéristiques mentionnées à l'annexe 5 de la présente Convention sera placée à l'avant, et une autre identique à l'arrière du véhicule routier ou de l'ensemble de véhicules. Ces plaques seront disposées de façon à être bien visibles et elles seront amovibles

Article 17

1. Un seul carnet TIR sera établi par véhicule routier, ou par conteneur. Un carnet TIR unique pourra cependant être établi pour un ensemble de véhicules ou pour plusieurs conteneurs chargés sur un seul véhicule routier ou sur un ensemble de véhicules. Dans ce cas, le manifeste des marchandises du carnet TIR devra reprendre séparément le contenu de chaque véhicule faisant partie d'un ensemble de véhicules ou de chaque conteneur.

2. Le carnet TIR sera valable pour un seul voyage. Il contiendra au moins le nombre de volets détachables de prise en charge et de décharge nécessaire pour le transport en cause.

Article 18

Une opération TIR pourra comporter plusieurs bureaux de douane de départ et de destination, mais, sauf autorisation de la Partie contractante ou des Parties contractantes intéressées,

a) les bureaux de douane de départ devront être situés dans un seul pays;

b) les bureaux de douane de destination ne pourront pas être situés dans plus de deux pays;

c) le nombre total des bureaux de douane de départ et de destination ne pourra dépasser quatre.

Article 19

Les marchandises et le véhicule routier, l'ensemble de véhicules ou le conteneur seront présentés avec le carnet TIR au bureau de douane de départ. Les autorités douanières du pays de départ prendront les mesures nécessaires pour s'assurer de l'exactitude du manifeste des marchandises et pour l'apposition des scellements douaniers, ou pour le contrôle des scellements douaniers apposés sous la responsabilité desdites autorités douanières par des personnes dûment autorisées.

Article 20

Pour le parcours sur le territoire de leur pays, les autorités douanières pourront fixer un délai et exiger que le véhicule routier, l'ensemble de véhicules ou le conteneur suivent un itinéraire déterminé.

Article 21

A chaque bureau de douane de passage, ainsi qu'aux bureaux de douane de destination, le véhicule routier, l'ensemble de véhicules ou le conteneur seront présentés aux fins de contrôle aux autorités douanières avec le chargement et le carnet TIR y afférent.

Article 22

1. En règle générale et sauf dans le cas où elles procéderaient à la visite des marchandises en application du paragraphe 2 de l'article 5, les autorités douanières des bureaux de douane de passage de chacune des Parties contractantes accepteront les scellements douaniers des autres Parties contractantes, sous réserve qu'ils soient intacts. Toutefois, lesdites autorités douanières pourront, si les nécessités du contrôle l'exigent, ajouter leurs propres scellements.

2. Les scellements douaniers ainsi acceptés par une Partie contractante bénéficieront sur son territoire de la même protection juridique que les scellements nationaux.

Article 23

Les autorités douanières ne doivent

- faire escorter, aux frais des transporteurs, les véhicules routiers, les ensembles de véhicules ou les conteneurs sur le territoire de leur pays,
- faire procéder, en cours de route, au contrôle et à la visite du chargement des véhicules routiers, des ensembles de véhicules ou des conteneurs

que dans des cas exceptionnels.

Article 24

Si, en cours de route ou à un bureau de douane de passage, des autorités douanières procèdent à la visite du chargement d'un véhicule routier, d'un ensemble de véhicules ou d'un conteneur, elles feront mention des nouveaux scellements apposés, ainsi que de la nature des contrôles effectués, sur les volets du carnet TIR utilisés dans leur pays, sur les souches correspondantes et sur les volets restant dans le carnet TIR.

Article 25

Si un scellement douanier est rompu en cours de route, dans des cas autres que ceux prévus aux articles 24 et 35, ou si des marchandises ont péri ou ont été endommagées sans qu'un tel scellement soit rompu, la procédure prévue à l'annexe 1 de la présente Convention pour l'utilisation du carnet TIR sera suivie, sans préjudice de l'application éventuelle des dispositions des législations nationales, et il sera dressé le procès-verbal de constat inséré dans le carnet TIR.

Article 26

1. Lorsque le transport effectué sous carnet TIR emprunte sur une partie du trajet le territoire d'un Etat qui n'est pas Partie contractante à la présente Convention, l'opération TIR sera suspendue durant cette traversée. Dans ce cas les autorités douanières de la Partie contractante dont le territoire est ensuite emprunté accepteront le carnet TIR pour la reprise de l'opération TIR sous réserve que les scellements douaniers et/ou marques d'identification soient demeurés intacts.

2. Il en sera de même pour la partie du trajet au cours de laquelle le carnet TIR n'est pas utilisé par le titulaire du carnet sur le territoire d'une Partie contractante en raison de l'existence de procédures plus simples de transit douanier ou lorsque l'utilisation d'un régime de transit douanier n'est pas nécessaire.

3. Dans ces cas, les bureaux de douane où l'opération TIR est interrompue ou reprise seront considérés respectivement comme bureaux de passage à la sortie ou à l'entrée.

Article 27

Sous réserve des dispositions de la présente Convention, et en particulier de l'article 18, un autre bureau de douane de destination pourra être substitué à un bureau de douane de destination initialement désigné.

Article 28

A l'arrivée du chargement au bureau de douane de destination, et à condition que les marchandises soient alors placées sous un autre régime douanier ou dédouanées pour la consommation, la décharge du carnet TIR aura lieu sans retard.

c) DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRANSPORTS DE MARCHANDISES PONDEREUSES OU VOLUMINEUSES

Article 29

1. Les dispositions de la présente section ne seront applicables qu'aux transports de marchandises pondéreuses ou volumineuses telles qu'elles sont définies à l'alinéa k) de l'article premier de la présente Convention.

2. Lorsque les dispositions de la présente section sont applicables, le transport de marchandises pondéreuses ou volumineuses peut, selon ce que les autorités du bureau de douane de départ décident, s'effectuer avec des véhicules ou des conteneurs non scellés.

3. Les dispositions de la présente section ne seront appliquées que si, de l'avis des autorités du bureau de douane de départ, il est possible d'identifier sans difficulté, grâce à la description qui en est donnée, les marchandises pondéreuses ou volumineuses transportées, ainsi que, le cas échéant, les accessoires transportés en même temps, ou de les munir de scellements douaniers et/ou de marques d'identification, de façon à empêcher toute substitution ou soustraction de ces marchandises sans qu'il en subsiste des indices manifestes.

Article 30

Toutes les dispositions de la présente Convention auxquelles il n'est pas dérogé par les dispositions particulières de la présente section sont applicables au transport des marchandises pondéreuses ou volumineuses sous le régime TIR.

Article 31

La responsabilité de l'association garante s'étendra non seulement aux marchandises énumérées sur le carnet TIR, mais aussi aux marchandises qui, tout en n'étant pas énumérées sur ce carnet, se trouveraient sur le plateau de chargement ou parmi les marchandises énumérées sur le carnet TIR.

Article 32

Le carnet TIR utilisé devra porter sur sa couverture et sur tous ses volets l'indication "marchandises pondéreuses ou volumineuses" en caractères gras, en anglais ou en français.

Article 33

Les autorités du bureau de douane de départ pourront exiger que des listes de colisage, des photos, des plans, etc. qui s'avèrent nécessaires pour l'identification des marchandises transportées soient annexés au carnet TIR. Dans ce cas, elles apposeront un visa sur ces documents, un exemplaire desdits documents sera attaché au verso de la page de couverture du carnet TIR et tous les manifestes du carnet feront mention desdits documents.

Article 34

Les autorités des bureaux de douane de passage de chacune des Parties contractantes accepteront les scellements douaniers et/ou marques d'identification apposés par les autorités compétentes des autres Parties contractantes. Elles pourront toutefois ajouter d'autres scellements et/ou marques d'identification, et feront mention sur les volets du carnet TIR utilisés dans leur pays, sur les souches correspondantes et sur les volets restant dans le carnet TIR, des nouveaux scellements et/ou marques d'identification apposés.

Article 35

Si, en cours de route ou à un bureau de douane de passage, les autorités douanières procédant à la visite du chargement sont amenées à rompre les scellements et/ou à enlever les marques d'identification, elles feront mention sur les volets du carnet TIR utilisés dans leur pays, sur les souches correspondantes et sur les volets restant dans le carnet TIR des nouveaux scellements et/ou marques d'identification apposés.

Chapitre IV

IRREGULARITEES

Article 36

Toute infraction aux dispositions de la présente Convention exposera le contrevenant, dans le pays où l'infraction a été commise, aux sanctions prévues par la législation de ce pays.

Article 37

Lorsqu'il n'est pas possible de déterminer le territoire sur lequel une irrégularité a été commise, elle est réputée avoir été commise sur le territoire de la Partie contractante où elle a été constatée.

Article 38

1. Chaque Partie contractante aura le droit d'exclure, temporairement ou à titre définitif, du bénéfice des dispositions de la présente Convention, toute personne coupable d'infraction grave aux lois ou règlements de douane applicables aux transports internationaux de marchandises.

2. Cette exclusion sera immédiatement notifiée aux autorités douanières de la Partie contractante sur le territoire de laquelle la personne en cause est établie ou domiciliée, ainsi qu'à la ou aux association(s) garante(s) du pays dans lequel l'infraction aura été commise.

Article 39

Lorsque les opérations TIR sont reconnues régulières par ailleurs :

1. Les Parties contractantes ne relèveront pas les différences mineures concernant l'exécution des obligations relatives au délai ou à l'itinéraire.

2. De même, les divergences entre les indications figurant sur le manifeste de marchandises du carnet TIR et le contenu du véhicule routier, d'un ensemble de véhicules ou du conteneur ne seront pas considérées comme des infractions à la charge du titulaire du carnet TIR, au sens de la présente Convention, lorsqu'il sera apporté la preuve, à la satisfaction des autorités compétentes, que ces divergences ne sont pas dues à des erreurs commises en connaissance de cause ou par négligence lors du chargement ou de l'expédition des marchandises ou lors de l'établissement dudit manifeste.

Article 40

Les Administrations douanières des pays de départ et de destination ne retiendront pas à la charge du titulaire du carnet TIR les divergences qui seraient éventuellement constatées dans ces pays lorsque ces divergences concerneront respectivement les régimes douaniers qui auront précédé ou qui auront suivi l'opération TIR et que le titulaire dudit carnet sera hors de cause.

Article 41

Lorsqu'il est établi à la satisfaction des autorités douanières que les marchandises reprises au manifeste d'un carnet TIR ont péri ou ont été irrémédiablement perdues par accident ou par force majeure, ou qu'elles sont manquantes pour des causes tenant à leur nature, la dispense de paiement des droits et taxes normalement exigibles sera accordée.

Article 42

Sur demande motivée d'une Partie contractante, les autorités compétentes des Parties contractantes intéressées par une opération TIR accepteront de communiquer à celle-ci toutes les informations disponibles qui seraient nécessaires pour l'application des dispositions des articles 39, 40 et 41 ci-dessus.

Chapitre V

NOTES EXPLICATIVES

Article 43

Les notes explicatives figurant aux annexes 6 et 7 (troisième partie) donnent l'interprétation de certaines dispositions de la présente Convention et de ses annexes. Elles reprennent également certaines pratiques recommandées.

Chapitre VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 44

Chaque Partie contractante octroiera des facilités aux associations garantes intéressées en ce qui concerne :

a) le transfert des devises nécessaires au règlement des sommes réclamées par les autorités des Parties contractantes en vertu des dispositions reprises à l'article 8 de la présente Convention; et

b) le transfert des devises nécessaires au paiement des formules de carnet TIR envoyées aux associations garantes par les associations étrangères correspondantes ou par les organisations internationales.

Article 45

Chaque Partie contractante fera publier la liste des bureaux de douane de départ, de passage et de destination qu'elle aura désignés pour l'accomplissement des opérations TIR. Les Parties contractantes dont les territoires sont limitrophes se consulteront pour désigner d'un commun accord les bureaux frontière correspondants et les heures d'ouverture de ceux-ci.

Article 46

1. Pour les opérations douanières mentionnées dans la présente Convention. l'intervention du personnel des douanes ne donnera pas lieu à redevance, exception faite des cas où cette intervention aurait lieu en dehors des jours, heures et emplacements normalement prévus pour de telles opérations.
2. Dans la mesure du possible, les Parties contractantes faciliteront dans les bureaux de douane les opérations douanières relatives aux marchandises périssables.

Article 47

1. Les dispositions de la présente Convention ne font obstacle ni à l'application des restrictions et contrôles dérivant des réglementations nationales et basés sur des considérations de moralité publique, de sécurité publique, d'hygiène ou de santé publique ou sur des considérations d'ordre vétérinaire ou phytopathologique, ni à la perception des sommes exigibles du fait de ces réglementations.
2. Les dispositions de la présente Convention ne font pas obstacle à l'application d'autres dispositions nationales ou internationales réglementant les transports.

Article 48

Aucune disposition de la présente Convention n'exclut le droit pour les Parties contractantes qui forment une union douanière ou économique d'adopter des règles particulières concernant les opérations de transport au départ ou à destination de leurs territoires ou en transit par ceux-ci pour autant que ces règles ne diminuent pas les facilités prévues par la présente Convention.

Article 49

La présente Convention né fait pas obstacle à l'application des facilités plus grandes que les Parties contractantes accordent ou voudraient accorder, soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux, sous réserve que les facilités ainsi accordées n'entravent pas l'application des dispositions de la présente Convention, et en particulier le fonctionnement des opérations TIR.

Article 50

Les Parties contractantes se communiqueront mutuellement, sur demande, les informations nécessaires à l'application des dispositions de la présente Convention, notamment celles relatives à l'agrément des véhicules routiers ou des conteneurs, ainsi qu'aux caractéristiques techniques de leur construction.

Article 51

Les annexes à la présente Convention font partie intégrante de la Convention.

Chapitre VII
DISPOSITIONS FINALES

Article 52
Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion

1. Tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres de l'une de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Parties au statut de la Cour internationale de Justice, et tout autre Etat invité par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, peuvent devenir Parties contractantes à la présente Convention :

   a) en la signant, sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

   b) en déposant un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation après l'avoir signée sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou

   c) en déposant un instrument d'adhésion.
2. La présente Convention sera ouverte du 1er janvier 1976 jusqu'au 31 décembre 1976 inclus, à l'Office des Nations Unies à Genève, à la signature des Etats visés au paragraphe 1 du présent article. Après cette date, elle sera ouverte à leur adhésion.
3. Les unions douanières ou économiques peuvent également, conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, devenir Parties contractantes à la présente Convention en même temps que tous leurs Etats membres ou à n'importe quel moment après que tous leurs Etats membres sont devenus Parties contractantes à ladite Convention. Toutefois, ces unions n'auront pas le droit de vote.
4. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 53
Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date à laquelle cinq des Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'article 52 l'auront signée sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou auront déposé leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Après que cinq des Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'article 52 l'auront signée sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou auront déposé leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur, pour toutes les nouvelles Parties contractantes, six mois après la date du dépôt de leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

3. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après l'entrée en vigueur d'un amendement à la présente Convention sera considéré comme s'appliquant au texte modifié de la présente Convention.

4. Tout instrument de cette nature déposé après l'acceptation d'un amendement mais avant son entrée en vigueur sera considéré comme s'appliquant au texte modifié de la présente Convention à la date de l'entrée en vigueur de l'amendement.

Article 54

Dénonciation

1. Toute Partie contractante pourra dénoncer la présente Convention par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet quinze mois après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

3. La validité des carnets TIR pris en charge par le bureau de douane de départ avant la date à laquelle la dénonciation prendra effet ne sera pas affectée par cette dénonciation et la garantie des associations garantes restera effective selon les conditions de la présente Convention.

Article 55

Extinction

Si, après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le nombre des Etats qui sont Parties contractantes se trouve ramené à moins de cinq pendant une période quelconque de douze mois consécutifs, la présente Convention cessera de produire ses effets à partir de la fin de ladite période de douze mois.

Article 56

Abrogation de la Convention TIR (1959)

1. A son entrée en vigueur, la présente Convention abrogera et remplacera, dans les relations entre les Parties contractantes à la présente Convention, la Convention TIR (1959).

2. Les certificats d'agrément délivrés pour les véhicules routiers et les conteneurs selon les conditions de la Convention TIR (1959) seront acceptés, dans la limite de leur délai de validité, ou sous réserve de renouvellement, pour le transport de marchandises sous scellement douanier par les Parties contractantes à la présente Convention, pourvu que ces véhicules et ces conteneurs continuent de remplir les conditions selon lesquelles ils avaient été agréés à l'origine.

Article 57

Règlements des différends

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention sera, autant que possible, réglé par voie de négociation entre les Parties en litige ou d'une autre manière.

2. Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui ne peut être réglé de la manière prévue au paragraphe 1 du présent article sera soumis, à la requête de l'une d'entre elles, à un tribunal arbitral composé de la façon suivante : chacune des parties au différend nommera un arbitre et ces arbitres désigneront un autre arbitre qui sera président. Si, trois mois après avoir reçu une requête, l'une des parties n'a pas désigné d'arbitre, ou si les arbitres n'ont pu choisir un président, l'une quelconque de ces parties pourra demander au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de procéder à la nomination de l'arbitre ou du président du tribunal arbitral.

3. La décision du tribunal arbitral constitué conformément aux dispositions du paragraphe 2 aura force obligatoire pour les parties au différend.

4. Le tribunal arbitral arrêtera son propre règlement intérieur.

5. Les décisions du tribunal arbitral seront prises à la majorité.

6. Toute controverse qui pourrait surgir entre les parties au différend au sujet de l'interprétation et de l'exécution de la sentence arbitrale pourra être portée par l'une des parties devant le tribunal arbitral qui a rendu la sentence pour être jugée par lui.

Article 58

Réserves

1. Tout Etat pourra, au moment où il signera ou ratifiera la présente Convention ou y adhérera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les paragraphes 2 à 6 de l'article 57 de la présente Convention. Les autres Parties contractantes ne seront pas liées par ces paragraphes envers toute Partie contractante qui aura formulé une telle réserve.

2. Toute Partie contractante qui aura formulé une réserve conformément au paragraphe 1 du présent article pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. A l'exception des réserves prévues au paragraphe 1 du présent article, aucune réserve à la présente Convention ne sera admise.

Article 59

Procédure d'amendement de la présente Convention

1. La présente Convention y compris ses annexes pourra être modifiée sur proposition d'une Partie contractante suivant la procédure prévue dans le présent article.

2. Tout amendement proposé à la présente Convention sera examiné par un Comité de gestion composé de toutes les Parties contractantes conformément au Règlement intérieur faisant l'objet de l'annexe 8. Tout amendement de cette nature examiné ou élaboré au cours de la réunion du Comité de gestion et adopté par le Comité à la majorité des deux tiers de ses membres présents et votants sera communiqué par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies aux Parties contractantes pour acceptation.

3. Sous réserve des dispositions de l'article 60, tout amendement proposé communiqué en application des dispositions du paragraphe précédent entrera en vigueur pour toutes les Parties contractantes trois mois après l'expiration d'une période de douze mois suivant la date à laquelle la communication a été faite, si pendant cette période aucune objection à l'amendement proposé n'a été notifiée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par un Etat qui est Partie contractante.

4. Si une objection à l'amendement proposé a été notifiée conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent article, l'amendement sera réputé ne pas avoir été accepté et n'aura aucun effet.

Article 60

Procédure spéciale d'amendement des annexes 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7

1. Tout amendement proposé aux annexes 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7, examiné conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 59, entrera en vigueur à une date qui sera fixée par le Comité de gestion au moment de son adoption, à moins qu'à une date antérieure, que fixera le Comité de gestion au même moment, un cinquième des Etats qui sont Parties contractantes ou cinq Etats qui sont Parties contractantes, si ce chiffre est inférieur, aient notifié au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'ils élèvent des objections contre l'amendement. Les dates visées au présent paragraphe seront fixées par le Comité de gestion à la majorité des deux tiers de ses membres présents et votants.

2. A son entrée en vigueur, un amendement adopté conformément à la procédure prévue au paragraphe 1 ci-dessus remplacera, pour toutes les Parties contractantes, toute disposition précédente à laquelle il se rapporte.

Article 61

Demandes, communications et objections

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera toutes les Parties contractantes et tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'article 52 de la présente Convention, de toute demande, communication ou objection faite en vertu des articles 59 et 60 ci-dessus et de la date d'entrée en vigueur d'un amendement.

Article 62

Conférence de révision

1. Un Etat qui est Partie contractante pourra, par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, demander la convocation d'une conférence à l'effet de réviser la présente Convention.

2. Une conférence de révision, à laquelle seront invités toutes les Parties contractantes et tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'article 52, sera convoquée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies si, dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies aura communiqué la notification, un quart au moins des Etats qui sont Parties contractantes lui signifient leur assentiment à la demande.

3. Une conférence de révision à laquelle seront invités toutes les Parties contractantes et tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'article 52 sera convoquée également par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dès notification d'une requête à cet effet du Comité de gestion. Le Comité de gestion décidera s'il y a lieu de formuler une telle requête à la majorité de ses membres présents et votants.

4. Si une conférence est convoquée en application des dispositions des paragraphes 1 ou 3 du présent article, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en avisera toutes les Parties contractantes et les invitera à soumettre, dans un délai de trois mois, les propositions qu'elles voudraient voir examiner par la conférence. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies fera tenir à toutes les Parties contractantes l'ordre du jour provisoire de la conférence et les textes de ces propositions trois mois au moins avant la date d'ouverture de la conférence.

Article 63
Notifications

Outre les notifications et communications prévues aux articles 61 et 62, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera à tous les Etats visés à l'article 52 :

a) les signatures, ratifications, acceptations, approbations et adhésions au titre de l'article 52;

b) les dates d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 53;

c) les dénonciations au titre de l'article 54;

d) l'extinction de la présente Convention au titre de l'article 55;

e) les réserves formulées au titre de l'article 58.

Article 64
Texte authentique

Après le 31 décembre 1976, l'original de la présente Convention sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en transmettra des copies certifiées conformes à chacune des Parties contractantes et à chacun des Etats visés au paragraphe 1 de l'article 52, qui ne sont pas Parties contractantes.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT A Genève, le quatorze novembre mil neuf cent soixante-quinze en un seul exemplaire, en langues anglaise, française et russe, les trois textes faisant également foi.

Annexe 1
MODELE DU CARNET TIR

Le carnet TIR est imprimé en français, à l'exception de la page 1 de la couverture dont les rubriques sont également imprimées en anglais; les "Règles relatives à l'utilisation du carnet TIR" sont reproduites en version anglaise à la page 3 de ladite couverture.

Page 1 de la couverture

(Nom de l'Organisation internationale)

CARNET TIR*

1. Valable pour prise en charge par le bureau de douane de départ jusqu'au .... inclus
Valid for the acceptance of goods by the Customs office of departure up to and including

2. Délivré par ....
Issued by
....
(nom de l'association émettrice / name of issuing association)

3. Titulaire ....
Holder
....
(nom, adresse, pays / name, address, country)

4. Signature du délégué de l'association émettrice et cachet de cette association :
Signature of authorized official of the issuing association and stamp of that association :
....

5. Signature du secrétaire de l'organisation internationale :
Signature of the secretary of the international organization :
....

(A remplir avant l'utilisation par le titulaire du carnet / To be completed before use by the holder of the carnet)

6. Pays de départ ....
Country of departure

7. Pays de destination ....
Country/Countries of destination (¹)
....

8. No(s) d'immatriculation du (des) véhicule(s) routier(s) (¹)
Registration No(s). of road vehicle(s) (¹)
....

9. Certificat(s) d'agrément du (des) véhicule(s) routier(s) (No et date) (¹)
Certificate(s) of approval of road vehicle(s) (No. and date) (¹)
....

10. No(s) d'identification du (des) conteneur(s) (¹)
Identification No(s). of container(s) (¹)
....

11. Observations diverses ....
Remarks
....

12. Signature du titulaire du carnet :
Signature of the carnet holder :
....

(¹) Biffer la mention inutile.
Strike out whichever does not apply

* Voir annexe 1 de la Convention TIR, 1975, élaborée sous les auspices de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe.

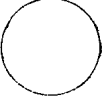
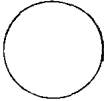
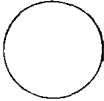
* See annex 1 of the TIR Convention, 1975, prepared under the auspices of the United Nations Economic Commission for Europe.

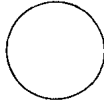
Page 2 de la couverture

RÈGLES RELATIVES A L'UTILISATION DU CARNET TIR

A. Généralités

1. **Emission :** Le carnet TIR sera émis dans le pays de départ ou dans le pays où le titulaire est établi ou domicilié.
2. **Langue :** Le carnet TIR est imprimé en français, à l'exception de la page 1 de la couverture dont les rubriques sont également imprimées en anglais ; les « Règles relatives à l'utilisation du carnet TIR » sont reproduites en version anglaise à la page 3 de ladite couverture. Par ailleurs, des feuillets supplémentaires donnant une traduction en d'autres langues du texte imprimé peuvent être ajoutés.
3. **Validité :** le carnet TIR demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération TIR au bureau de douane de destination, *pour autant qu'il ait été pris en charge au bureau de douane de départ* dans le délai fixé par l'association émettrice (rubrique 1 de la page 1 de la couverture et rubrique 4 des volets).
4. **Nombre de carnets:** Il pourra être établi un seul carnet TIR pour un ensemble de véhicules (véhicules couplés) ou pour plusieurs conteneurs chargés soit sur un seul véhicule soit sur un ensemble de véhicules (voir également la règle 10 d) ci-dessous).
5. **Nombre de bureaux de douane de départ et de destination :** Les transports effectués sous le couvert d'un carnet TIR peuvent comporter plusieurs bureaux de douane de départ et de destination, *mais sauf autorisation :*
   a) les bureaux de douane de départ devront être situés dans le même pays ;
   b) les bureaux de douane de destination ne pourront pas être situés dans plus de deux pays ;
   c) le nombre total des bureaux de douane de départ et de destination ne pourra dépasser 4 (voir également la règle 10 e ci-dessous).
6. ***Nombre de feuillets :*** *Si le transport comporte un seul* bureau de douane de départ et un seul bureau de douane de destination, le carnet TIR devra comporter au moins 2 feuillets pour le pays de départ, 3 feuillets pour le pays de destination, puis 2 feuillets pour chaque autre pays dont le territoire est emprunté. Pour chaque bureau de douane de départ ou de destination supplémentaire, 2 autres feuillets, respectivement 3 autres feuillets, seront nécessaires ; en outre, il faudra ajouter 2 feuillets si les bureaux de douane de destination sont situés dans deux pays différents.
7. **Présentation aux bureaux de douane :** Le carnet TIR sera présenté avec le véhicule routier, l'ensemble de véhicules, le ou les conteneurs à chacun des bureaux de douane de départ, de passage et de destination. Au dernier bureau de douane de départ, la signature de l'agent et le timbre à date du bureau de douane doivent être apposés au bas du manifeste de tous les volets à utiliser pour la suite du transport (rubrique 19).

B. Manière de remplir le carnet TIR

8. **Grattage, surcharge :** Le carnet TIR ne comportera ni *grattage ni surcharge. Toute rectification devra être effectuée* en biffant les indications erronées et en ajoutant, le cas échéant, les indications voulues. Toute modification devra être approuvée par son auteur et visée par les autorités douanières.
9. **Indication relative à l'immatriculation :** Lorsque les dispositions nationales ne prévoient pas l'immatriculation des remorques et semi-remorques, on indiquera, en lieu et place du No d'immatriculation, le No d'identification ou de fabrication.
10. **Manifeste :**
   a) Le manifeste sera rempli dans la langue du pays de départ, à moins que les autorités douanières n'autorisent l'usage d'une autre langue. Les autorités douanières des autres pays empruntés se réservent le droit d'en exiger une traduction dans leur langue. En vue d'éviter des retards qui pourraient résulter de cette exigence, il est conseillé au transporteur de se munir des traductions nécessaires.
   b) **Les indications portées sur le manifeste devraient être dactylographiées ou polycopiées de manière qu'elles soient nettement lisibles sur tous les feuillets. Les feuillets illisibles seront refusés par les autorités douanières.**
   c) Lorsqu'il n'y a pas assez d'espace pour inscrire sur le manifeste toutes les marchandises transportées, des feuilles-annexes, du même modèle que le manifeste ou des documents commerciaux comportant toutes les indications du manifeste, peuvent être attachées aux volets. Dans ce cas, tous les volets devront porter les indications suivantes :
      i) nombre des feuilles-annexes (case 10),
      ii) nombre et nature des colis ou des objets ainsi que le poids brut total des marchandises énumérées sur ces feuilles-annexes (cases 11 à 13).
   d) Lorsque le carnet TIR couvre un ensemble de véhicules ou plusieurs conteneurs, le contenu de chaque véhicule ou de chaque conteneur sera indiqué séparément sur le manifeste. Cette indication devra être précédée du No d'immatriculation du véhicule ou du No d'identification du conteneur (rubrique 11 du manifeste).
   e) De même, s'il y a plusieurs bureaux de douane de départ ou de destination, les inscriptions relatives aux marchandises prises en charge ou destinées à chaque bureau de douane seront nettement séparées les unes des autres sur le manifeste.
11. **Listes de colisage, photos, plans, etc. :** Lorsque, pour l'identification des marchandises pondéreuses ou volumineuses, les autorités douanières exigeront que de tels documents soient annexés au carnet TIR, ces derniers seront visés par les autorités douanières et attachés à la page 2 de la couverture du carnet. Au surplus, une mention de ces documents sera faite dans la case 10 de tous les volets.
12. **Signature :** Tous les volets (rubriques 16 et 17) seront datés et signés par le titulaire du carnet TIR ou par son représentant.

C. Incidents ou accidents

13. S'il arrive en cours de route, pour une cause fortuite, qu'un scellement douanier soit rompu ou que des marchandises périssent ou soient endommagées, le transporteur s'adressera immédiatement aux autorités douanières s'il s'en trouve *à proximité ou, à défaut, à d'autres autorités compétentes du pays où il se trouve.* Ces dernières établiront dans le plus bref délai le procès-verbal de constat figurant dans le carnet TIR.
14. En cas d'accident nécessitant le transbordement sur un autre véhicule ou dans un autre conteneur, ce transbordement ne peut s'effectuer qu'en présence de l'une des autorités désignées à la règle 13 ci-dessus. Ladite autorité établira le procès-verbal de constat. A moins que le carnet ne porte la mention « marchandises pondéreuses ou volumineuses », le véhicule ou conteneur de substitution devra être agréé pour le transport de marchandises sous scellements douaniers. *En plus, il sera scellé et le scellement* apposé sera indiqué dans le procès-verbal de constat. Toutefois, si aucun véhicule ou conteneur agréé n'est disponible, le transbordement pourra être effectué sur un véhicule ou dans un conteneur non agréé, pour autant qu'il offre des garanties suffisantes. Dans ce dernier cas, les autorités douanières des pays suivants apprécieront si elles peuvent, elles aussi, laisser continuer dans ce véhicule ou conteneur le transport sous le couvert du carnet TIR.
15. En cas de péril imminent nécessitant le déchargement immédiat, partiel ou total, le transporteur peut prendre des mesures de son propre chef sans demander ou sans attendre l'intervention des autorités visées à la règle 13 ci-dessus. Il aura alors à prouver qu'il a dû agir ainsi dans l'intérêt du véhicule ou conteneur ou de son chargement et, aussitôt après avoir pris les mesures préventives de première urgence, avertira une des autorités visées à la règle 13 ci-dessus pour faire constater les faits, vérifier le chargement, sceller le véhicule ou conteneur et établir le procès-verbal de constat.
16. Le procès-verbal de constat restera joint au carnet TIR jusqu'au bureau de douane de destination.
17. Il est recommandé aux associations de fournir aux transporteurs, outre le modèle inséré dans le carnet TIR lui-même, un certain nombre de formules de P.V. de constat rédigées dans la ou les langues des pays à traverser.

SOUCHE N° 1 (pages impaires, blanc) **du CARNET TIR**

1. Pris en charge par le bureau de douane de ....
2. Sous le No ....
3. Scellements ou marques d'identification apposés ....
4. ☐ Scellements ou marques d'identification reconnus intacts
5. Divers (itinéraire fixé, bureau où le transport doit être présenté, etc.)
....
....

6. Signature de l'agent et timbre à date du bureau de douane
....

VOLET N° 1 — 1. **CARNET TIR**

2. Bureau(x) de douane de départ
1. .... 2. ....
3. ....

3. Délivré par (nom de l'association émettrice)

4. Valable pour prise en charge par le bureau de douane de départ jusqu'au inclus

Pour usage officiel

5. Titulaire du carnet (nom, adresse, pays)

6. Pays de départ

7. Pays de destination

8. No(s) d'immatriculation du (des) véhicule(s) routier(s)

9. Certificat(s) d'agrément (No et date)

10. Documents joints au manifeste

MANIFESTE DE MARCHANDISES

11. a) Compartiment(s) de chargement ou conteneur(s) b) Marques et Nos des colis ou objets	12. Nombre et nature des colis ou objets ; désignation des marchandises	13. Poids brut en kg	14. Scellements ou marques d'identification apposés, (nombre, identification)

14. Total des colis figurant sur le manifeste Destination :	Nombre
1. Bureau de douane	
2. Bureau de douane	
3. Bureau de douane	

15. Je certifie que les indications sous rubriques 1 à 14 ci-dessus sont exactes et complètes
16. Lieu et date
17. Signature du titulaire ou de son représentant
....
....

19. Bureau de douane de départ Signature de l'agent et timbre à date du bureau de douane
....

20. Certificat de prise en charge (bureau de douane de départ ou de passage d'entrée)

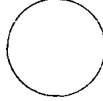
☐ 21. Scellements ou marques d'identification reconnus intacts

22. Délai de transit

23. Enregistré par le bureau de douane de | sous le No

24. Divers (itinéraire fixé, bureau où le transport doit être présenté, etc.)

25. Signature de l'agent et timbre à date du bureau de douane
....

SOUCHE N° 2 (pages paires, vert) du CARNET TIR No.

1. Arrivée constatée par le bureau de douane de ....
2. ☐ Scellements ou marques d'identification reconnus intacts
3. Déchargé .... colis ou objets (comme stipulé sur le manifeste)
4. Nouveaux scellements apposés ....
5. Réserves ....

6. Signature de l'agent et timbre à date du bureau de douane

....

VOLET N° 2

1. CARNET TIR No

2. Bureau(x) de douane de départ

1. .... 2. ....

3. ....

3. Délivré par (nom de l'association émettrice)

4. Valable pour prise en charge par le bureau de douane de départ jusqu'au inclus

Pour usage officiel

5. Titulaire du carnet (nom, adresse, pays)

6. Pays de départ

7. Pays de destination

8. No(s) d'immatriculation du (des) véhicule(s) routier(s)

9. *Certificat(s) d'agrément (No et date)*

10. Documents joints au manifeste

MANIFESTE DE MARCHANDISES

11. a) Compartiment(s) de chargement ou conteneur(s) b) Marques et Nos des colis ou objets	12. Nombre et nature des colis ou objets désignation des marchandises	13. Poids brut en kg	18. Scellements ou marques d'identification apposés, (nombre, identification)

14. Total des colis figurant sur le manifeste Destination :	Nombre
1. Bureau de douane	
2. Bureau de douane	
3. Bureau de douane	

15. Je certifie que les indications sous rubriques 1 à 14 ci-dessus sont exactes et complètes

16. Lieu et date

17. Signature du titulaire ou de son représentant

....

....

19. Bureau de douane de départ
Signature de l'agent et timbre à date du bureau de douane

....

20. *Certificat de prise en charge (bureau de douane de départ ou de passage d'entrée)*

☐ 21. Scellements ou marques d'identification reconnus intacts

22. Délai de transit

23. Enregistré par le bureau de douane de | sous le No

24. Divers (itinéraire fixé, bureau où le transport doit être présenté, etc.)

25. Signature de l'agent et timbre à date du bureau de douane

....

26. *Certificat de décharge* (bureau de douane de passage de sortie ou de destination)

☐ 27. Scellements ou marques d'identification reconnus intacts

28. Nombre de colis déchargés

29. Réserves

30. Signature de l'agent et timbre à date du bureau de douane

....

CARNET TIR

VOLET DESTINÉ EXCLUSIVEMENT,
en tant que de besoin, au bureau
de douane de destination

VOLET N° 2 (rose)

1. CARNET TIR No

2. Bureau(x) de douane de départ
1. 2.
3

3. Délivré par (nom de l'association émettrice)

4. Valable pour prise en charge par le bureau de douane de départ jusqu'au inclus

Pour usage officiel

5. Titulaire du carnet (nom, adresse, pays)

6. Pays de départ

7. Pays de destination

8. No(s) d'immatriculation du (des) véhicule(s) routier(s)

9. Certificat(s) d'agrément (No et date)

10. Documents joints au manifeste

MANIFESTE DE MARCHANDISES

11 a) Compartiment(s) de chargement ou conteneur(s) b) Marques et Nos des colis ou objets	12. Nombre et nature des colis ou objets ; désignation des marchandises	13. Poids brut en kg	18. Scellements ou marques d'identification apposés, (nombre, identification)

14 Total des colis figurant sur le manifeste Destination :	Nombre
1. Bureau de douane	
2. Bureau de douane	
3. Bureau de douane	

15. Je certifie que les indications sous rubriques 1 à 14 ci-dessus sont exactes et complètes
16. Lieu et date
17. Signature du titulaire ou de son représentant

19. Bureau de douane de départ
Signature de l'agent et timbre à date du bureau de douane

20. Certificat de prise en charge (bureau de douane de départ ou de passage d'entrée)

☐ 21. Scellements ou marques d'identification reconnus intacts

22. Délai de transit

23. Enregistré par le bureau de douane de — sous le No

24. Divers (itinéraire fixé, bureau où le transport doit être présenté, etc.)

25. Signature de l'agent et timbre à date du bureau de douane

26. Certificat de décharge (bureau de douane de passage de sortie ou de destination)

☐ 27. Scellements ou marques d'identification reconnus intacts *

28. Nombre de colis déchargés

29. Réserves

30. Signature de l'agent et timbre à date du bureau de douane

Procès-verbal de constat (jaune)

établi en application de l'article 25 de la Convention TIR
(voir également les règles 13 à 17 relatives à l'utilisation du carnet TIR)

2. Bureau(x) de douane de départ

2. **CARNET TIR**

3. Délivré par

4. No(s) d'immatriculation du/des véhicule(s) routier(s)
No(s) d'identification du/des conteneur(s)

5. Titulaire du carnet

6. Le(s) scellement(s) douanier(s) est/sont — intact(s) ☐ non intact(s) ☐

7. Le(s) compartiment(s) de chargement ou conteneur(s) est/sont — intact(s) ☐ non intact(s) ☐

8. Observations

9. ☐ Aucune marchandise ne semble manquer ☐ Les marchandises désignées dans les rubriques 10 à 13 manquent (M) ou sont détruites (D) comme indiqué dans la rubrique 12

10. a) Compartiment(s) de chargement ou conteneur(s) b) Marques et Nos des colis ou objets	11. Nombre et nature des colis ou objets ; désignation des marchandises	12. M ou D	13. Observations (indiquer notamment les quantités manquantes ou détruites)

14. Date, lieu et circonstances de l'accident

15. Mesures prises pour que l'opération TIR puisse se poursuivre
☐ apposition de nouveaux scellements : nombre .... caractéristiques ....
☐ transbordement des marchandises (voir rubrique 16 ci-après)
☐ autres

16. Si les marchandises ont été transbordées : caractéristiques du/des véhicule(s) routier(s) ou du/des conteneur(s) de substitution

	No d'immatriculation	Agréé oui	Agréé non	No du certificat d'agrément	Nombre et caractéristiques des scellements apposés
a) véhicule	....	☐	☐	....	.... / ....
	....	☐	☐	....	.... / ....
	No d'identification				
b) conteneur	....	☐	☐		.... / ....
	....	☐	☐		.... / ....

17. Autorité ayant établi le présent procès-verbal

.... Lieu / date / timbre .... signature

18. Visa du prochain bureau de douane touché par le transport TIR

.... signature

☐ Marquer d'une croix les cases qui conviennent

Page 3 de la couverture

RULES REGARDING THE USE OF THE TIR CARNET

A. General

1. **Issue:** The TIR carnet may be issued either in the country of departure or in the country in which the holder is established or resident.
2. **Language:** The TIR carnet is printed in French except for page 1 of the cover where the items are also printed in English; this page is a translation of the « Rules regarding the use of the TIR carnet » given in French on page 2 of the cover. Additional sheets giving a translation of the printed text may also be inserted.
3. **Validity:** The TIR carnet remains valid until the completion of the TIR operation at the Customs office of destination, provided that it has been taken under Customs control at the Customs office of departure within the time-limit set by the issuing association (item 1 of page 1 of the cover and item 4 of the vouchers).
4. **Number of carnets:** Only one TIR carnet need be required for a combination of vehicles (coupled vehicles) or for several containers loaded either on a single vehicle or on a combination of vehicles (see also rule 10 (d) below).
5. **Number of Customs offices of departure and Customs offices of destination:** Transport under cover of a TIR carnet may involve several Customs offices of departure and destination, but, unless otherwise authorized:
   (a) the Customs offices of departure must be situated in the same country;
   (b) the Customs offices of destination may not be situated in more than two countries;
   (c) the total number of Customs offices of departure and destination may not exceed four (see also rule 10 (e) below).
6. **Number of forms:** Where there is only one Customs office of departure, and one Customs office of destination, the TIR carnet must contain at least 2 sheets for the country of departure, 3 sheets for the country of destination and 2 sheets for each country traversed. For each additional Customs office of departure 2 extra sheets and for each additional Customs office of destination 3 extra sheets shall be required; in addition, there must be 2 more sheets if the Customs offices of destination are situated in two different countries.
7. **Presentation at Customs offices:** The TIR carnet shall be presented with the road vehicle, combination of vehicles, or container(s) at each Customs office of departure, Customs office *en route* and Customs office of destination. At the last Customs office of departure, the Customs Officer shall sign and date stamp item 19 below the manifest on all vouchers to be used on the remainder of the journey

B. How to fill in the TIR carnet

8. **Erasures, over-writing:** No erasures or over-writing shall be made on the TIR carnet. Any corrections shall be made by crossing out the incorrect particulars and adding, if necessary, the required particulars. Any change shall be initialled by the person making it and endorsed by the Customs authorities.
9. **Information concerning registration:** When national legislation does not provide for registration of trailers and semi-trailers, the identification or manufacturer's no. shall be shown instead of the registration no.
10. **The manifest:**
    (a) The manifest must be completed in the language of the country of departure, unless the Customs authorities allow another language to be used. The Customs authorities of the other countries traversed reserve the right to require its translation into their own language. In order to avoid delays which might ensue from this requirement, carriers are advised to supply the driver of the vehicle with the requisite translations.
    (b) The information on the manifest should be typed or multicopied in such a way as to be clearly legible on all the sheets. Illegible sheets will not be accepted by the Customs authorities.
    (c) When there is not enough space in the manifest to enter all the goods carried, separate sheets of the same model as the manifest or commercial documents providing all the information required by the manifest may be attached to the vouchers. In such cases, all the vouchers must contain the following particulars:
    (i) the number of sheets attached (box 10)
    (ii) the number and type of packages or articles and the total gross weight of the goods listed on the attached sheets (boxes 11 to 13).
    (d) When the TIR carnet covers a combination of vehicles or several containers, the contents of each vehicle or each container shall be indicated separately on the manifest. This information shall be preceded by the registration no. of the vehicle or the identification no. of the container (item 11 of the manifest).
    (e) Likewise, if there are several Customs offices of departure or of destination, the entries concerning the goods taken under Customs control at, or intended for, each Customs office shall be clearly separated from each other on the manifest.
11. **Packing lists, photographs, plans, etc.:** When such documents are required by the Customs authorities for the identification of heavy or bulky goods, they shall be endorsed by the Customs authorities and attached to page 2 of the cover of the carnet. In addition, a reference shall be made to these documents in box 10 of all vouchers.
12. **Signature:** All vouchers (items 16 and 17) must be dated and signed by the holder of the TIR carnet or his agent.

C. Incidents or accidents

13. In the event of Customs seals being broken or goods being destroyed or damaged by accident *en route* the carrier shall immediately contact the Customs authorities, if there are any near at hand, or, if not any other competent authorities of the country he is in. The authorities concerned shall draw up with the minimum delay the certified report which is contained in the TIR carnet.
14. In the event of an accident necessitating transfer of the load to another vehicle or another container, this transfer may be carried out only in the presence of one of the authorities mentioned in rule 13 above. The said authority shall draw up the certified report. Unless the carnet carries the words « Heavy or bulky goods », the vehicle or container substituted must be one approved for the transport of goods under Customs seals. Furthermore, it shall be sealed and details of the seal affixed shall be indicated in the certified report. However, if no approved vehicle or container is available, the goods may be transferred to an unapproved vehicle or container; provided it affords adequate safeguards. In the latter event, the Customs authorities of succeeding countries shall judge whether they, too, can allow the transport under cover of the TIR carnet to continue in that vehicle or container.
15. In the event of imminent danger necessitating immediate unloading of the whole or of part of the load, the carrier may take action on his own initiative without requesting, or waiting for action by the authorities mentioned in rule 13 above. It shall then be for him to furnish proof that he was compelled to take such action in the interests of the vehicle or container or of the load and, as soon as he has taken such preventive measures as the emergency may require, he shall notify one of the authorities mentioned in rule 13 above in order that the facts may be verified, the load checked, the vehicle or container sealed and the certified report drawn up.
16. The certified report shall remain attached to the TIR carnet until the Customs office of destination is reached.
17. In addition to the model form inserted in the TIR carnet itself, associations are recommended to furnish carriers with a supply of certified report forms in the language or languages of the countries of transit.

Annexe 2

REGLEMENT SUR LES CONDITIONS TECHNIQUES APPLICABLES AUX VEHICULES ROUTIERS POUVANT ETRE ADMIS AU TRANSPORT INTERNATIONAL SOUS SCELLEMENT DOUANIER

Article premier

Principes fondamentaux

Seuls pourront être agréés pour le transport international de marchandises, sous scellement douanier, les véhicules dont le compartiment réservé au chargement est construit et aménagé de telle façon :

a) qu'aucune marchandise ne puisse être extraite de la partie scellée du véhicule ou y être introduite sans laisser de traces visibles d'effraction ou sans rupture du scellement douanier;

b) qu'un scellement douanier puisse y être apposé de manière simple et efficace;

c) qu'ils ne comportent aucun espace caché permettant de dissimuler des marchandises;

d) que tous les espaces susceptibles de contenir des marchandises soient facilement accessibles pour les visites douanières.

Article 2

Structure du compartiment réservé au chargement

1. Pour répondre aux prescriptions de l'article premier du présent Règlement :

a) les éléments constitutifs du compartiment réservé au chargement (parois, planchers, portes, toit, montants, cadres, traverses, etc.) seront assemblés soit au moyen de dispositifs ne pouvant être enlevés et remis en place de l'extérieur sans laisser de traces visibles, soit selon des méthodes ayant pour effet de constituer un ensemble ne pouvant être modifié sans laisser de traces visibles. Si les parois, le plancher, les portes et le toit sont constitués d'éléments divers, ces éléments devront répondre aux mêmes prescriptions et être suffisamment résistants;

b) les portes et tous autres systèmes de fermeture (y compris les robinets, trous d'homme, flasques, etc.) comporteront un dispositif permettant l'apposition d'un scellement douanier. Ce dispositif ne devra pas pouvoir être enlevé et remis en place de l'extérieur sans laisser de traces visibles ni la porte ou la fermeture être ouverte, sans rompre le scellement douanier. Ce dernier sera protégé de manière adéquate Les toits ouvrants seront admis;

c) les ouvertures de ventilation et d'écoulement seront munies d'un dispositif empêchant d'avoir accès à l'intérieur du compartiment réservé au chargement. Ce dispositif ne devra pas pouvoir être enlevé et remis en place de l'extérieur sans laisser de traces visibles.

2. Nonobstant les dispositions de l'article premier, alinéa c) du présent Règlement, les éléments constitutifs du compartiment réservé au chargement qui, pour des raisons pratiques, doivent comporter des espaces vides (par exemple, entre les cloisons d'une paroi double), seront admis. Afin que ces espaces ne puissent être utilisés pour y dissimuler des marchandises :

i) si le revêtement intérieur du compartiment recouvre la paroi sur toute sa hauteur du plancher au toit ou, dans d'autres cas, si l'espace existant entre ce revêtement et la paroi extérieure est entièrement clos, ledit revêtement devra être posé de telle sorte qu'il ne puisse pas être démonté et remis en place sans laisser de traces visibles; et

ii) si le revêtement ne recouvre pas la paroi sur toute sa hauteur et si les espaces qui le séparent de la paroi extérieure ne sont pas entièrement clos, et dans tous les autres cas où la construction engendre les espaces, le nombre desdits espaces devra être réduit au minimum et ces espaces devront être aisément accessibles pour les visites douanières.

3. Les lucarnes seront autorisées à condition qu'elles soient faites de matériaux suffisamment résistants et qu'elles ne puissent être enlevées et remises en place de l'extérieur sans laisser de traces visibles. Toutefois, le verre sera admis, mais dans ce cas la lucarne sera pourvue d'un grillage métallique fixe ne pouvant être enlevé de l'extérieur; la dimension des mailles du grillage ne dépassera pas 10 mm.

4. Les ouvertures aménagées dans le plancher à des fins techniques, telles que graissage, entretien, remplissage du sablier, ne seront admises qu'à condition d'être munies d'un couvercle qui doit pouvoir être fixé de telle manière qu'un accès de l'extérieur au compartiment réservé au chargement ne soit pas possible.

Article 3

Véhicules bâchés

1. Les véhicules bâchés satisferont aux conditions des articles premier et 2 du présent Règlement dans la mesure où elles sont susceptibles de leur être appliquées. Ils seront en outre conformes aux dispositions du présent article.

2. La bâche sera soit en forte toile, soit en tissu recouvert de matière plastique ou caoutchouté, non extensible et suffisamment résistant Elle sera en bon état et confectionnée de manière qu'une fois placé le dispositif de fermeture, on ne puisse avoir accès au compartiment réservé au chargement sans laisser de traces visibles

3. Si la bâche est faite de plusieurs pièces, les bords de ces pièces seront repliés l'un dans l'autre et assemblés au moyen de deux coutures éloignées d'au moins 15 mm Ces coutures seront faites conformément au croquis n° 1 joint au présent Règlement; toutefois, lorsque, pour certaines parties de la bâche (telles que rabats et angles renforcés), il n'est pas possible d'assembler les pièces de cette façon, il suffira de replier le bord de la partie supérieure et de faire les coutures conformément aux croquis n° 2 ou n° 2 a) joints au présent Règlement L'une des coutures ne sera visible que de l'intérieur et la couleur du fil utilisé pour cette couture devra être de couleur nettement différente de la couleur de la bâche ainsi que de la couleur du fil utilisé pour l'autre couture. Toutes les coutures seront faites à la machine

4. Si la bâche est en tissu recouvert de matière plastique et faite de plusieurs pièces, ces pièces pourront également être assemblées par soudure conformément au croquis n° 3 joint au présent Règlement Le bord d'une pièce recouvrira le bord de l'autre sur une largeur d'au moins 15 mm. La fusion des pièces sera assurée sur toute cette largeur Le bord extérieur d'assemblage sera recouvert d'un ruban de matière plastique, d'une largeur d'au moins 7 mm,qui sera fixé par le même procédé de soudure. Il sera imprimé sur ce ruban, ainsi que sur une largeur d'au moins 3 mm de chaque côté de celui-ci, un relief uniforme et bien marqué. La soudure sera faite de telle manière que les pièces ne puissent être séparées, puis réassemblées, sans laisser de traces visibles.

5. Les raccommodages s'effectueront selon la méthode illustrée au croquis n° 4 joint au présent Règlement, les bords seront repliés l'un dans l'autre et assemblés au moyen de deux coutures visibles et distantes d'au moins 15 mm; la couleur du fil visible de l'intérieur sera différente de celle du fil visible de l'extérieur et de celle de la bâche; toutes les coutures seront faites à la machine. Lorsque le raccommodage d'une bâche endommagée près des bords doit être opéré en remplaçant la partie abîmée par une pièce, la couture pourra aussi s'effectuer conformément aux prescriptions du paragraphe 3 du présent article et du croquis n° 1 joint au présent Règlement. Les raccommodages des bâches en tissu recouvert de matière plastique pourront également être effectués suivant la méthode décrite au paragraphe 4 du présent article mais, dans ce cas, le ruban devra être apposé sur les deux faces de la bâche, la pièce étant posée sur la face interne.

6 a) La bâche sera fixée au véhicule de façon à répondre strictement aux conditions de l'article premier, alinéas a) et b), du présent Règlement. La fermeture en sera assurée par :

i) des anneaux métalliques apposés au véhicule;

ii) des oeillets pratiqués dans le bord de la bâche;

iii) un lien de fermeture passant dans les anneaux par-dessus la bâche et restant visible à l'extérieur sur toute sa longueur.

La bâche recouvrira des éléments solides du véhicule sur une distance d'au moins 250 mm mesurés à partir du centre des anneaux de fixation, sauf dans les cas où le système de construction du véhicule empêcherait par lui-même tout accès au compartiment réservé au chargement.

b) Lorsque le bord d'une bâche doit être attaché de manière permanente au véhicule l'assemblage sera continu et réalisé au moyen de dispositifs solides.

7. La bâche sera supportée par une superstructure adéquate (montants, parois, arceaux, lattes, etc.).

8. L'intervalle entre les anneaux et entre les oeillets ne dépassera pas 200 mm. Les oeillets seront renforcés.

9. Seront utilisés comme liens de fermeture :

a) des câbles d'acier d'un diamètre d'au moins 3 mm; ou

b) des cordes de chanvre ou de sisal d'un diamètre d'au moins 8 mm entourées d'une gaine en matière plastique transparente non extensible.

Les câbles pourront être entourés d'une gaine en matière plastique transparente non extensible.

10. Chaque câble ou corde devra être d'une seule pièce et muni d'un embout de métal dur à chaque extrémité. Le dispositif d'attache de chaque embout métallique devra comporter un rivet creux traversant le câble ou la corde et permettant le passage du lien du scellement douanier. Le câble ou la corde devra rester visible de part et d'autre du rivet creux, de façon qu'il soit possible de s'assurer que ce câble ou cette corde est bien d'une seule pièce (voir le croquis n° 5 joint au présent Règlement).

11. Aux ouvertures servant au chargement et au déchargement pratiquées dans la bâche, les deux bords de la bâche se chevaucheront de façon suffisante. En outre, leur fermeture sera assurée par :

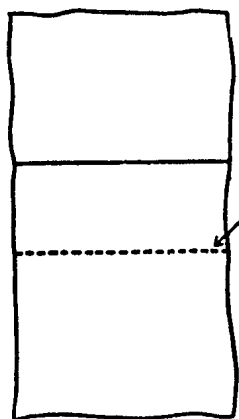
a) un rabat cousu ou soudé conformément aux paragraphes 3 et 4 du présent article;

b) des anneaux et des oeillets satisfaisant aux conditions du paragraphe 8 du présent article; et

c) une lanière faite d'une matière appropriée, d'une seule pièce et non extensible, d'au moins 20 mm de largeur et 3 mm d'épaisseur, passant dans les anneaux et retenant ensemble les deux bords de la bâche ainsi que le rabat; cette lanière sera fixée à l'intérieur de la bâche et pourvue d'un oeillet pour recevoir le câble ou la corde visé au paragraphe 9 du présent article.

Lorsqu'il existe un dispositif spécial (chicane, etc.) empêchant d'avoir accès au compartiment réservé au chargement sans laisser de traces visibles, un rabat ne sera pas exigé.

Croquis n° 1

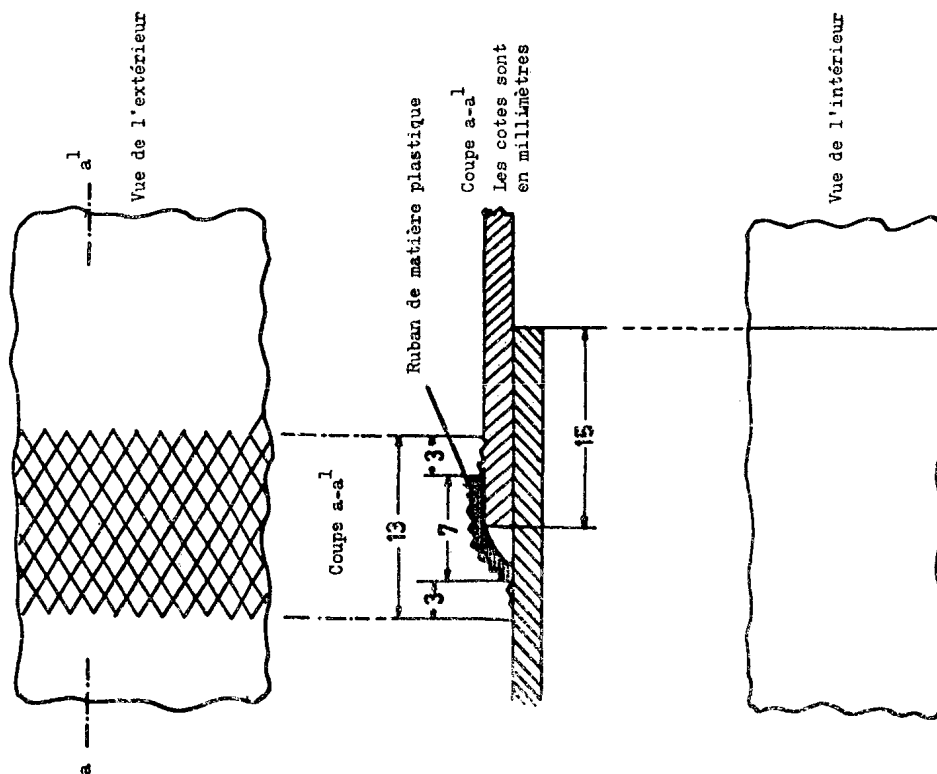
BACHE FAITE DE PLUSIEURS PIECES ASSEMBLEES PAR COUTURE

Croquis n° 2
BACHE FAITE DE PLUSIEURS PIECES ASSEMBLEES PAR COUTURE
Couture d'angle
Couture
a
a1
Vue de l'extérieur
Vue de l'intérieur
Couture
Couture (fil de couleur différente de celle de la bâche et de celle de l'autre couture)
Coupe a-a1
a
a1
Fil visible de l'intérieur seulement et de couleur différente de celle de la bâche et de celle de l'autre couture
40 mm environ
Croquis n° 2 a)
BACHE FAITE DE PLUSIEURS PIECES ASSEMBLEES PAR COUTURE
Couture d'angle
a
a'
Couture
Vue de l'extérieur
Couture
Couture (fil de couleur différente de celle de la bâche et de celle de l'autre couture)
Vue de l'intérieur
a
Coupe a-a'
40 mm environ
Fil visible de l'intérieur seulement et de couleur différente de celle de la bâche et de celle de l'autre couture
a1

*/ Les fils visibles de l'intérieur devront être de couleur différente de celle des fils visibles de l'extérieur, et de celle de la bâche.

Croquis n° 5

SPECIMEN D'EMBOUT

1. Vue latérale : Recto

2. Vue latérale : Verso

Annexe 3

PROCEDURE D'AGREMENT DES VEHICULES ROUTIERS REPONDANT AUX CONDITIONS TECHNIQUES PREVUES DANS LE REGLEMENT DE L'ANNEXE 2

GENERALITES

1. Les véhicules routiers peuvent être agréés selon l'une des procédures suivantes :

a) soit individuellement,

b) soit par type de construction (série de véhicules routiers).

2. L'agrément donnera lieu à la délivrance d'un certificat d'agrément conforme au modèle de l'annexe 4. Ce certificat sera imprimé dans la langue du pays de délivrance et en français ou en anglais. Il sera accompagné, lorsque l'autorité qui a délivré l'agrément l'aura estimé utile, de photographies ou de dessins authentifiés par cette autorité. Le nombre de ces documents sera alors porté par cette autorité dans la rubrique No 6 du certificat.

3. Le certificat devra se trouver à bord du véhicule routier.

4. Les véhicules routiers seront présentés tous les deux ans, aux fins de vérification et de reconduction éventuelle de l'agrément, aux autorités compétentes du pays d'immatriculation du véhicule, ou, en cas de véhicules non immatriculés, du pays dans lequel le propriétaire ou l'usager est domicilié.

5. Si un véhicule routier ne satisfait plus aux conditions techniques prescrites pour son agrément, il devra, avant de pouvoir être utilisé à nouveau pour le transport de marchandises sous le couvert de carnets TIR, être remis dans l'état qui lui avait valu l'agrément, de manière à satisfaire à nouveau à ces conditions techniques.

6. Lorsque les caractéristiques essentielles d'un véhicule routier sont modifiées, ce véhicule ne sera plus couvert par l'agrément accordé et devra recevoir un nouvel agrément de l'autorité compétente avant de pouvoir être utilisé pour le transport de marchandises sous le couvert de carnets TIR.

7. Les autorités compétentes du pays d'immatriculation du véhicule, ou dans le cas de véhicules ne nécessitant pas d'immatriculation, les autorités compétentes du pays où le propriétaire ou l'utilisateur du véhicule est établi, peuvent, le cas échéant, retirer ou renouveler le certificat d'agrément ou délivrer un nouveau certificat d'agrément dans les circonstances énumérées à l'article 14 de la présente Convention et aux paragraphes 4, 5 et 6 de la présente annexe.

PROCEDURE D'AGREMENT INDIVIDUEL

8. L'agrément individuel est demandé à l'autorité compétente par le propriétaire, l'exploitant ou le représentant de l'un ou de l'autre L'autorité compétente procède au contrôle du véhicule routier présenté en application des règles générales prévues aux paragraphes 1 à 7 ci-dessus, s'assure qu'il satisfait aux conditions techniques prescrites à l'annexe 2 et délivre, après agrément, un certificat conforme au modèle de l'annexe 4.

PROCEDURE D'AGREMENT PAR TYPE DE CONSTRUCTION (SERIES DE VEHICULES ROUTIERS)

9. Lorsque les véhicules routiers sont fabriqués en série selon un même type de construction, le constructeur pourra demander l'agrément par type de construction à l'autorité compétente du pays de fabrication.

10. Le constructeur devra indiquer, dans sa demande, les numéros ou les lettres d'identification qu'il attribue au type de véhicule routier dont il demande l'agrément.

11. Cette demande devra être accompagnée de plans et d'une spécification détaillée de la construction du type de véhicule routier à agréer.

12. Le constructeur devra s'engager par écrit :

a) à présenter à l'autorité compétente ceux des véhicules du type en cause qu'elle désire examiner;

b) à permettre à l'autorité compétente d'examiner d'autres unités à tout moment au cours de la production de la série du type considéré;

c) à informer l'autorité compétente de toute modification des plans ou des spécifications, quelle qu'en soit l'importance, avant d'y procéder;

d) à porter sur les véhicules routiers, en un endroit visible, les numéros ou lettres d'identification du type de construction, ainsi que le numéro d'ordre de chaque véhicule dans la série du type considéré (numéro de fabrication);

e) à tenir un état des véhicules fabriqués selon le type agréé.

13. L'autorité compétente indiquera, le cas échéant, les modifications à apporter au type de construction prévu pour pouvoir accorder l'agrément.

14. Aucun agrément par type de construction ne sera accordé sans que l'autorité compétente ait constaté, par l'examen d'un ou plusieurs véhicules fabriqués selon ce type de construction, que les véhicules de ce type satisfont aux conditions techniques prescrites à l'annexe 2.

15. L'autorité compétente notifiera par écrit au constructeur sa décision d'agrément du type Cette décision sera datée, numérotée, et désignera avec précision l'autorité qui l'a prise.

16. L'autorité compétente prendra les mesures nécessaires pour délivrer, pour chaque véhicule construit en conformité avec le type de construction agréé, un certificat d'agrément dûment visé par ses soins.

17. Le titulaire du certificat d'agrément devra, avant toute utilisation du véhicule, pour le transport de marchandises sous le couvert de carnets TIR, compléter, en tant que de besoin, le certificat d'agrément par :

- l'indication du numéro d'immatriculation attribué au véhicule (rubrique No 1), ou
- lorsqu'il s'agit d'un véhicule non soumis à l'immatriculation, l'indication de son nom et du siège de son établissement (rubrique No 8).

18. Lorsqu'un véhicule ayant fait l'objet d'un agrément par type de construction est exporté vers un autre pays, Partie contractante à la présente Convention, aucune nouvelle procédure d'agrément ne sera exigée dans ce pays du fait de l'importation

PROCEDURE D'ANNOTATION DU CERTIFICAT D'AGREMENT

19. Lorsqu'un véhicule agréé, transportant des marchandises sous le couvert d'un carnet TIR, présente des défauts d'importance majeure, les autorités compétentes des Parties contractantes pourront, soit refuser au véhicule l'autorisation de poursuivre son voyage sous le couvert d'un carnet TIR, soit permettre au véhicule de continuer son voyage sous le couvert d'un carnet TIR sur leur propre territoire en prenant les mesures de contrôle appropriées. Le véhicule agréé devra être remis en état dans les moindres délais et, au plus tard, avant toute nouvelle utilisation pour le transport sous le couvert d'un carnet TIR.

20. Dans chacun de ces deux cas, les autorités douanières porteront une mention appropriée à la rubrique No 10 du certificat d'agrément du véhicule. Lorsque le véhicule aura été remis dans un état qui justifie l'agrément, il sera présenté aux autorités compétentes d'une Partie contractante qui valideront à nouveau le certificat en ajoutant à la rubrique No 11 une mention annulant les annotations précédentes. Aucun véhicule dont le certificat porte une mention à la rubrique No 10 en vertu des dispositions précitées ne pourra être utilisé à nouveau pour le transport de marchandises sous le couvert d'un carnet TIR tant qu'il n'aura pas été remis en état et que les annotations à la rubrique No 10 n'auront pas été annulées comme il est dit ci-dessus

21. Toute mention portée sur le certificat sera datée et authentifiée par les autorités compétentes

22 Lorsque les autorités douanières jugent qu'un véhicule présente des défauts d'importance mineure qui ne créent aucun risque de fraude, la poursuite de l'utilisation de ce véhicule pour le transport de marchandises sous le couvert de carnets TIR pourra être autorisée Le porteur du certificat d'agrément sera avisé de cette défectuosité et devra faire remettre son véhicule en état dans des délais raisonnables

Annexe 4

MODELE DU CERTIFICAT D'AGREMENT D'UN VEHICULE ROUTIER

(Dernière page)

AVIS IMPORTANT

1. Le certificat d'agrément sera accompagné, lorsque l'autorité qui a délivré l'agrément l'aura estimé utile, de photographies ou de dessins authentifiés par cette autorité. Le nombre de ces documents sera alors porté par cette autorité dans la rubrique No 6 du certificat.

2. Le certificat devra se trouver à bord du véhicule routier.

3. Les véhicules routiers seront présentés tous les deux ans, aux fins de vérification et de reconduction éventuelle de l'agrément, aux autorités compétentes du pays d'immatriculation du véhicule, ou, en cas de véhicules non immatriculés, du pays dans lequel le propriétaire ou l'usager est domicilié.

4. Si un véhicule routier ne satisfait plus aux conditions techniques prescrites pour son agrément, il devra, avant de pouvoir être utilisé à nouveau pour le transport de marchandises sous le couvert de carnets TIR, être remis dans l'état qui lui avait valu l'agrément, de manière à satisfaire à nouveau à ces conditions techniques.

5. Lorsque les caractéristiques essentielles d'un véhicule routier sont modifiées, ce véhicule ne sera plus couvert par l'agrément accordé et devra recevoir un nouvel agrément de l'autorité compétente avant de pouvoir être utilisé pour le transport de marchandises sous le couvert de carnets TIR.

(pliage)

(Page de couverture)

C E R T I F I C A T D'A G R E M E N T

d'un véhicule routier pour les transports des marchandises sous scellement douanier

Certificat No

Convention TIR du 14 novembre 1975

Délivré par (autorité compétente)

CERTIFICAT D'AGREMENT
No

IDENTIFICATION

1. Numéro d'immatriculation
2. Type du véhicule
3. Numéro de châssis
4. Marque (ou nom du constructeur)
5. Autres caractéristiques
6. Nombre d'annexes

7. AGREMENT

Valable jusqu'au

☐ agrément individuel

☐ agrément par type de construction
(marquer d'une croix la case appropriée)

Lieu

Date

Signature

Cachet

8. TITULAIRE (propriétaire ou utilisateur) [seulement pour véhicules non immatriculés]

Nom et adresse

9. RENOUVELLEMENTS

Valable jusqu'au			
Lieu			
Date			
Signature			
Cachet			

(pliage)

OBSERVATIONS
(réservé aux autorités compétentes)

10. Défauts constatés		11. Remise en état	
Autorité	Cachet	Autorité	Cachet
Signature		Signature	
10. Défauts constatés		11. Remise en état	
Autorité	Cachet	Autorité	Cachet
Signature		Signature	
10. Défauts constatés		11. Remise en état	
Autorité	Cachet	Autorité	Cachet
Signature		Signature	

12. Autres remarques

AVIS IMPORTANT AU VERSO

Annexe 5

PLAQUES TIR

1. Les plaques auront pour dimensions : 250 mm sur 400 mm.
2. Les lettres TIR, en caractères latins majuscules, auront une hauteur de 200 mm et leur trait une épaisseur d'au moins 20 mm. Elles seront de couleur blanche sur fond bleu.

Annexe 6

NOTES EXPLICATIVES

INTRODUCTION

i) Conformément aux dispositions de l'article 43 de la présente Convention, les notes explicatives donnent l'interprétation de certaines dispositions de la présente Convention et de ses annexes. Elles reprennent également certaines pratiques recommandées.

ii) Les notes explicatives ne modifient pas les dispositions de la présente Convention ou de ses annexes; elles en précisent simplement le contenu, la signification et la portée.

iii) En particulier, eu égard aux dispositions de l'article 12 et de l'annexe 2 de la présente Convention, relatives aux conditions techniques d'agrément des véhicules routiers pour le transport sous scellement douanier, les notes explicatives précisent, s'il y a lieu, les techniques de construction qui doivent être acceptées par les Parties contractantes comme répondant à ces dispositions. Elles précisent aussi, le cas échéant, les techniques de construction qui ne satisfont pas à ces dispositions.

iv) Les notes explicatives permettent d'appliquer les dispositions de la présente Convention et de ses annexes en tenant compte de l'évolution technique et des exigences d'ordre économique.

0 TEXTE PRINCIPAL DE LA CONVENTION

0.1 Article premier

0.1 b) Les exceptions (tedevances et impositions) visées à l'alinéa b) de l'article premier s'entendent de toutes les sommes autres que les droits et taxes perçus à l'importation ou à l'exportation par les Parties contractantes ou à l'occasion de l'importation ou de l'exportation. Les montants de ces sommes seront limités au coût approximatif des services rendus et ne constitueront pas un moyen indirect de protection des produits nationaux ou une taxe à caractère fiscal perçue sur les importations ou les exportations. Ces redevances et impositions comprennent, entre autres, les versements afférents

- aux certificats d'origine s'ils sont nécessaires pour le transit,
- aux analyses effectuées par les laboratoires des douanes à des fins de contrôle,

- aux inspections douanières et aux autres opérations de dédouanement effectuées en dehors des heures ouvrables normales et des locaux officiels du bureau des douanes,
- aux inspections effectuées pour des raisons d'ordre sanitaire, vétérinaire ou phytopathologique.

0.1 e) On entend par "carrosserie amovible" un compartiment de chargement qui n'est doté d'aucun moyen de locomotion et qui est conçu pour être transporté sur véhicule routier, le châssis de ce véhicule et le cadre inférieur de la carrosserie étant spécialement adaptés à cette fin.

0.1 e) i) Le terme "partiellement clos" tel qu'il s'applique à l'équipement visé à l'alinéa e) i) de l'article premier s'entend des engins généralement constitués par un plancher et une superstructure délimitant un espace de chargement équivalant à celui d'un conteneur clos. La superstructure est généralement faite d'éléments métalliques constituant la carcasse d'un conteneur. Ces types de conteneurs peuvent comporter également une ou plusieurs parois latérales ou frontales. Certains de ces conteneurs comportent simplement un toit relié au plancher par des montants verticaux. Les conteneurs de ce type sont utilisés, notamment, pour le transport des marchandises volumineuses (voitures automobiles, par exemple)

0.2 Article 2

0.2-1 L'article 2 prévoit qu'un transport sous carnet TIR peut commencer et se terminer dans un même pays à condition qu'il emprunte au cours du trajet un territoire étranger. Rien ne s'oppose en pareil cas à ce que les autorités douanières du pays de départ exigent, en plus du carnet TIR, un document national destiné à assurer la libre réimportation des marchandises. Il est cependant recommandé que les autorités douanières évitent d'exiger un tel document et acceptent de le remplacer par une annotation spéciale sur le carnet TIR.

0.2-2 Les dispositions de cet article permettent le transport de marchandises sous le couvert d'un carnet TIR lorsqu'une partie seulement du trajet est effectuée par route. Elles ne précisent pas quelle partie du trajet doit être effectuée par route et il suffit que cette partie se situe entre le début de l'opération TIR et son achèvement. Cependant, en dépit des intentions de l'expéditeur au départ, il peut se produire pour des raisons imprévues, de caractère commercial ou accidentel, qu'aucune partie du trajet ne peut être effectuée par route. Dans ces cas exceptionnels, les Parties contractantes accepteront le carnet TIR et la responsabilité des associations garantes demeurera engagée

0 5 Article 5

Cet article n'exclut pas le droit d'effectuer des contrôles des marchandises par sondage, mais il fait ressortir que ces contrôles doivent demeurer très limités en nombre. En effet, le système international du carnet TIR donne des garanties supplémentaires à celles présentées par les procédures nationales; d'une part, les indications du carnet TIR relatives aux marchandises doivent correspondre aux mentions portées sur les documents de douane éventuellement établis dans le pays de départ; d'autre part, les pays de passage et de destination trouvent déjà des garanties dans les contrôles qui sont effectués au départ et qui sont attestés par le visa du bureau de douane de départ. (Voir aussi plus loin la note à l'article 19)

0.6.2 Article 6, paragraphe 2

D'apres les dispositions de ce paragraphe les autorités douanières d un pays peuvent agréer plusieurs associations, chacune d elles assumant la responsabilité découlant d'opérations effectuées sous le convert des carnets qu elle a émis ou qu ont émis les associations dont elle est la correspondante

0.8.3 Article 8, paragraphe 3

Il est recommandé aux autorités douanières de limiter à une somme équivalente à 50 000 dollars des Etats-Unis par carnet TIR le montant maximum éventuellement exigible de l'association garante

0.8.6 Article 8, paragraphe 6

1. A défaut de l'existence, dans le carnet TIR, d'indications suffisamment précises pour permettre de taxer les marchandises, les intéressés peuvent apporter la preuve de leur nature exacte.

2. Si aucune preuve n'est apportée, les droits et taxes seront appliqués, non pas à un taux forfaitaire sans relation avec la nature des marchandises, mais au taux le plus élevé applicable au genre de marchandises couvertes par les indications du carnet TIR

0.10 **Article 10**

Le certificat de décharge du carnet TIR est considéré comme avoir été obtenu abusivement ou frauduleusement lorsque l'opération TIR a été effectuée au moyen de compartiments de chargement ou de conteneurs modifiés frauduleusement ou lorsque ont été constatées des manoeuvres telles que l'emploi de documents faux ou inexacts, la substitution de marchandises, la manipulation de scellements douaniers, ou lorsque ce certificat a été obtenu par d'autres moyens illicites.

0.11 **Article 11**

0.11-1 Lorsqu'elles doivent prendre la décision de libérer ou non les marchandises ou les véhicules, les autorités douanières ne devraient pas se laisser influencer par le fait que l'association garante est responsable du paiement des droits, taxes ou intérêts de retard dus par le titulaire du carnet, si leur législation leur donne d'autres moyens d'assurer la protection des intérêts dont elles ont la charge.

0.11-2 Si l'association garante est priée, conformément à la procédure prévue à l'article 11, de verser les sommes visées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 8 et ne le fait pas dans le délai de trois mois prescrit par la Convention, les autorités compétentes pourront exiger le paiement des sommes en question sur la base de leur réglementation nationale, car il s'agit alors d'une non-exécution d'un contrat de garantie souscrit par l'association garante en vertu de la législation nationale.

0 15 **Article 15**

La dispense de document douanier d'importation temporaire peut créer certaines difficultés lorsqu'il s'agit de véhicules non soumis à l'immatriculation tels que dans certains pays les remorques ou semi-remorques. Dans ce cas, les dispositions de l'article 15 peuvent être respectées, tout en garantissant aux autorités douanières une sécurité suffisante, en faisant mention sur les volets n° 1 et n° 2 du carnet TIR utilisés par le pays en question et sur les souches correspondantes des caractéristiques (marques et numéros) de ces véhicules.

0.17 **Article 17**

0.17-1 La disposition prévoyant que le manifeste des marchandises couvertes par le carnet TIR doit indiquer séparément le contenu de chaque véhicule d'un ensemble de véhicules, ou de chaque conteneur, a uniquement pour objet de faciliter le contrôle douanier du contenu d'un seul véhicule ou d'un seul conteneur. Cette disposition ne doit donc pas être interprétée avec une rigueur telle que toute différence entre le contenu effectif d'un véhicule ou d'un conteneur et le contenu de ce véhicule ou de ce conteneur, tel qu'il est indiqué dans le manifeste, soit considérée comme une violation des dispositions de la Convention. Si le transporteur peut prouver à la satisfaction des autorités compétentes qu'en dépit de cette différence, toutes les marchandises indiquées dans le manifeste correspondent au total des marchandises chargées dans l'ensemble des véhicules ou dans les conteneurs couverts par le carnet TIR, on ne devra pas, en principe, considérer qu'il y a violation des dispositions douanières.

0.17-2 Dans le cas de déménagements, on pourra faire application de la procédure prévue au paragraphe 10 c) des règles relatives à l'utilisation du carnet TIR et on simplifiera raisonnablement l'énumération des objets transportés.

0.18 **Article 18**

0.18-1 Le bon fonctionnement du régime TIR implique que les autorités douanières d'un pays refusent qu'un bureau de sortie de ce pays soit désigné comme bureau de destination pour un transport qui continue vers le pays voisin, également Partie contractante à la présente Convention, à moins que des raisons particulières ne justifient la demande.

0.18-2 1. Les marchandises doivent être chargées de telle façon que le lot de marchandises destiné à être déchargé au premier lieu de déchargement puisse être retiré du véhicule ou du conteneur sans qu'il soit nécessaire de décharger l'autre lot ou les autres lots de marchandises destinés à être déchargés aux autres lieux de déchargement.

2. Dans le cas d'un transport comportant déchargement dans plusieurs bureaux, il est nécessaire, dès qu'un déchargement partiel a eu lieu, d'en faire mention sur tous les manifestes restants du carnet TIR dans la case 12 et d'y préciser en même temps sur les volets restants et sur les souches correspondantes que de nouveaux scellements ont été apposés.

0.19 **Article 19**

L'obligation, pour le bureau de douane de départ, de s'assurer de l'exactitude du manifeste de marchandises implique la nécessité de vérifier au moins que les indications du manifeste relatives aux marchandises correspondent à celles des documents d'exportation et des documents de transport ou autres documents commerciaux relatifs à ces marchandises; le bureau de douane de départ peut aussi examiner les marchandises en tant que de besoin. Le bureau de douane de départ doit aussi, avant d'apposer les scellements, vérifier l'état du véhicule routier ou du conteneur et, dans le cas de véhicules ou de conteneurs bâchés, l'état des bâches et des liens de fermeture des bâches, ces accessoires n'étant pas compris dans le certificat d'agrément.

0.20 **Article 20**

Lorsqu'elles fixent des délais pour le transport de marchandises sur leur territoire, les autorités douanières doivent également tenir compte, entre autres, des règlements particuliers auxquels les transporteurs doivent se conformer, et notamment des règlements relatifs aux heures de travail et aux périodes de repos obligatoire des conducteurs de véhicules routiers. Il est recommandé que ces autorités douanières ne fassent usage de leur droit de fixer l'itinéraire que lorsqu'elles le jugent indispensable.

0.21 **Article 21**

0.21-1 **Les dispositions de cet article ne limitent en rien le pouvoir des autorités douanières d'inspecter et de contrôler tous les éléments du véhicule autres que les compartiments de chargement scellés.**

0.21-2 **Le bureau de douane d'entrée peut renvoyer le transporteur au bureau de douane de sortie du pays voisin lorsqu'il constate que le visa de sortie a été omis ou n'a pas été correctement apposé dans ledit pays. En pareil cas, le bureau de douane d'entrée insère dans le carnet TIR une note à l'intention du bureau de douane de sortie correspondant.**

0.21-3 **Si, lors des opérations de contrôle, les autorités douanières prélèvent des échantillons de marchandises, elles doivent porter sur le manifeste des marchandises du carnet TIR une annotation contenant toutes précisions utiles sur les marchandises prélevées.**

0.28 Article 28

1. L'article 28 prévoit que la décharge du carnet TIR au bureau de destination doit avoir lieu sans retard, sous réserve que les marchandises soient placées sous un autre régime douanier ou dédouanées pour la consommation

2. L'usage du carnet TIR doit être limité aux fonctions qui lui sont propres, c'est-à-dire le transit. Le carnet TIR ne doit pas servir, par exemple, à couvrir le stationnement des marchandises sous douane à destination. Si aucune irrégularité n'a été commise, le bureau de destination doit décharger le carnet TIR dès que les marchandises reprises sur le carnet ont été placées sous un autre régime douanier ou ont été dédouanées pour la consommation. Dans la pratique, cette décharge doit être effectuée après la réexportation immédiate des marchandises (cas, par exemple, de leur embarquement direct dans un port maritime), ou dès qu'elles ont fait l'objet à destination d'une déclaration de douane ou encore dès qu'elles ont été placées sous un régime douanier d'attente (par exemple, magasinage sous douane) selon les règles en vigueur dans le pays de destination.

0.29 Article 29

Il n'est pas requis de certificat d'agrément pour les véhicules routiers ou les conteneurs transportant des marchandises pondéreuses ou volumineuses. Il incombe néanmoins au bureau de douane de départ de vérifier que les autres conditions fixées dans cet article sont remplies pour ce genre de transport. Les bureaux de douane des autres Parties contractantes accepteront la décision prise par le bureau de douane de départ à moins qu'elle ne leur paraisse en contradiction évidente avec les dispositions de cet article 29.

0.38 1 Article 38, paragraphe 1

Une entreprise ne devrait pas être exclue du bénéfice du régime TIR du fait d'infractions commises à l'insu de ses responsables par l'un de ses conducteurs.

0 38.2 Article 38, paragraphe 2

Lorsqu'une Partie contractante a été informée qu'une personne établie ou domiciliée sur son territoire s'est rendue coupable d'une infraction sur le territoire d'un pays étranger, elle n'est pas tenue de s'opposer à la délivrance de carnets TIR à la personne en cause

0.39 Article 39

L'expression "erreurs commises par négligence" vise des actes qui ne sont pas commis délibérément et en pleine connaissance de cause mais qui résultent du fait que des mesures raisonnables et nécessaires n'ont pas été prises pour assurer l'exactitude des informations dans un cas particulier.

0.45 Article 45

Il est recommandé aux Parties contractantes d'ouvrir le plus grand nombre possible de bureaux de douane aux opérations TIR, qu'il s'agisse de bureaux intérieurs ou de bureaux frontière.

2 ANNEXE 2

2.2 Article 2

2.2.1 a) Alinéa 1 a) - Assemblage des éléments constitutifs

a) Lorsque des dispositifs d'assemblage (rivets, vis, boulons et écrous, etc.) sont utilisés, un nombre suffisant de ces dispositifs seront placés de l'extérieur, traverseront les éléments assemblés et dépasseront à l'intérieur où ils seront fixés de manière sûre (par exemple, rivés, soudés, bagués, boulonnés et rivés ou soudés sur l'écrou). Toutefois, les rivets classiques (c'est-à-dire ceux dont la pose exige une intervention de part et d'autre des éléments assemblés) pourront aussi être placés de l'intérieur. Nonobstant ce qui précède, le plancher des compartiments réservés au chargement peut être fixé au moyen de vis autotaraudeuses, de rivets insérés au moyen d'une charge explosive ou de rivets autoperceurs, placés de l'intérieur et traversant à angle droit le plancher et les traverses métalliques inférieures, à condition que, sauf dans le cas des vis autotaraudeuses, certaines des extrémités soient noyées dans la partie extérieure de la traverse ou soudées sur elle.

b) L'autorité compétente détermine le nombre et la nature des dispositifs d'assemblage qui doivent satisfaire aux conditions de l'alinéa a) de la présente note, en s'assurant qu'il n'est pas possible de déplacer et remettre en place les éléments constitutifs ainsi assemblés sans laisser de traces visibles. Le choix et la pose des autres dispositifs d'assemblage ne sont soumis à aucune restriction

c) Les dispositifs d'assemblage qui peuvent être enlevés et remplacés sans laisser de traces visibles par action sur un seul côté, c'est-à-dire sans qu'il soit nécessaire d'intervenir de part et d'autre des éléments à assembler, ne seront pas admis au sens de l'alinéa a) de la présente note. Il s'agit, en particulier, des rivets à expansion, des rivets "aveugles" et similaires

d) Les modes d'assemblage décrits ci-dessus s'appliquent aux véhicules spéciaux, par exemple aux véhicules isothermes, aux véhicules frigorifiques, et aux véhicules-citernes, dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec les prescriptions techniques auxquelles ces véhicules doivent satisfaire eu égard à leur utilisation. Lorsqu'il n'est pas possible, pour des raisons techniques, de fixer les éléments de la façon décrite à l'alinéa a) de la présente note les éléments constitutifs pourront être assemblés au moyen des dispositifs visés à l'alinéa c) de la présente note à condition que les dispositifs utilisés sur la face intérieure de la paroi ne soient pas accessibles de l'extérieur.

2 2.1 b) Alinéa 1 b) - Portes et autres systèmes de fermeture

a) Le dispositif permettant l'apposition du scellement douanier doit

i) être fixé par soudure ou à l'aide d'au moins deux dispositifs d'assemblage conformes à l'alinéa a) de la note explicative 2.2.1 a); ou

ii) être conçu de telle manière qu'il ne puisse, une fois le compartiment réservé au chargement fermé et scellé, être enlevé sans laisser de traces visibles.

Il doit aussi :

iii) comporter des trous d'au moins 11 mm de diamètre ou des fentes d'au moins 11 mm de long sur 3 mm de large, et

iv) présenter une sûreté égale quel que soit le type de scellement utilisé.

b) Les charnières, pentures, gonds et autres dispositifs d'attache des portes, etc. devront être fixés conformément aux prescriptions de l'alinéa a) i) et ii) de la présente note. De plus, les différentes parties constitutives du dispositif d'attache (axes ou tiges des charnières ou des gonds, par exemple) seront agencées de manière à ne

pas pouvoir être enlevées ou démontées sans laisser de traces visibles lorsque le compartiment réservé au chargement est fermé et scellé Toutefois, lorsque le dispositif d'attache n'est pas accessible de l'extérieur, il suffira que la porte, etc., une fois fermée et scellée, ne puisse être retirée de ce dispositif sans laisser de traces visibles Lorsque la porte ou le système de fermeture comporte plus de deux gonds, seuls les deux gonds qui sont les plus proches des extrémités de la porte doivent être fixés conformément aux prescriptions de l'alinéa a) i) et ii) ci-dessus.

c) Exceptionnellement, dans le cas des véhicules munis de compartiments calorifugés réservés au chargement, le dispositif de scellement douanier, les charnières et les autres pièces dont l'enlèvement permettrait d'accéder à l'intérieur du compartiment réservé au chargement ou à des espaces dans lesquels des marchandises pourraient être cachées, peuvent être fixées aux portes de ce compartiment réservé au chargement par des boulons ou des vis qui sont introduits depuis l'extérieur, mais qui ne satisfont pas par ailleurs aux exigences de l'alinéa a) de la note explicative 2 2.1 a) ci-dessus, sous réserve :

   i) que les pointes des boulons ou des vis soient ancrées dans une plaque taraudée ou dans un dispositif semblable monté derrière le panneau extérieur de la porte, et

   ii) que les têtes d'un nombre approprié de ces boulons ou de ces vis soient soudées au dispositif de scellement douanier, aux charnières, etc , de telle manière qu'elles soient complètement déformées et que l'on ne puisse enlever ces boulons ou ces vis sans laisser de traces visibles1/.

   Le terme "compartiment calorifugé réservé au chargement" doit être interprété comme s'appliquant aux compartiments frigorifiques et isothermes réservés aux chargements.

1/ Voir croquis n° 1 joint à cette annexe.

d) Les véhicules comportant un nombre important de fermetures telles que vannes, robinets, trous d'homme, flasques, etc., seront aménagés de manière à limiter, autant que possible, le nombre des scellements douaniers A cet effet, les fermetures voisines les unes des autres seront reliées par un dispositif commun exigeant un seul scellement ou pourvues d'un couvercle répondant au même but

e) Les véhicules à toit ouvrant seront construits de manière à limiter autant que possible le nombre de scellements douaniers

2 2.1 c)-1 Alinéa 1 c) - Ouvertures de ventilation

a) Leur dimension maximale ne devra, en principe, pas dépasser 400 mm.

b) Les ouvertures qui pourraient permettre l'accès direct au compartiment réservé au chargement seront obstruées par une toile métallique ou une plaque métallique perforée (dimension maximale des trous : 3 mm dans les deux cas) et seront protégées par un grillage métallique soudé (dimension maximale des mailles : 10 mm).

c) Les ouvertures ne permettant pas l'accès direct au compartiment réservé au chargement (grâce à des systèmes à coudes ou à chicanes, par exemple) seront pourvues des mêmes dispositifs, les dimensions des trous et mailles pouvant toutefois aller jusqu'à 10 et 20 mm respectivement

d) Lorsque des ouvertures seront pratiquées dans des bâches, les dispositifs mentionnés à l'alinéa b) de la présente note seront en principe exigés Cependant, les systèmes d'obturation constitués par une plaque métallique perforée placée à l'extérieur et une toile métallique ou en autre matière, fixée à l'intérieur, seront admis

e) Des dispositifs identiques non métalliques pourront être admis à condition que les dimensions des trous et des mailles soient respectées et que le matériau utilisé soit suffisamment résistant pour que ces trous ou ces mailles ne puissent pas être agrandis sensiblement sans détérioration visible. En outre le dispositif d'aération ne doit pas pouvoir être remplacé en agissant d'un seul côté de la bâche.

2.2 1 c)-2 Alinéa 1 c) - Ouvertures d'écoulement

a) Leur dimension maximale ne devra pas, en principe, dépasser 35 mm

b) Les ouvertures permettant l'accès direct au compartiment réservé au chargement seront pourvues des dispositifs indiqués à l'alinéa b) de la note explicative 2.2.1 c)-1 pour les ouvertures de ventilation

c) Lorsque les ouvertures d'écoulement ne permettront pas l'accès direct au compartiment réservé au chargement, les dispositifs visés à l'alinéa b) de la présente note ne seront pas exigés, à condition que les ouvertures soient pourvues d'un système sûr de chicanes, facilement accessible de l'intérieur du compartiment réservé au chargement

2 3 Article 3

2.3.3 Paragraphe 3 - Bâches faites de plusieurs pièces

a) Les diverses pièces d'une même bâche peuvent être faites de matériaux différents, satisfaisant aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 3 de l'annexe 2.

b) Dans la confection de la bâche, toute disposition des pièces donnant des garanties de sécurité suffisantes sera admise, à condition que l'assemblage soit réalisé conformément aux prescriptions de l'article 3 de l'annexe 2.

2 3 6 a) Alinéa 6 a) - Véhicules à anneaux coulissants

Des anneaux de fixation en métal coulissant sur les barres métalliques fixées aux véhicules sont acceptables aux fins du présent paragraphe (voir croquis n° 2 joint à la présente annexe) à condition

a) que les barres soient fixées au véhicule à des intervalles maximaux de 60 cm, de telle manière qu'on ne puisse les enlever et les remettre en place sans laisser de traces visibles;

b) que les anneaux soient faits d'une double boucle ou pourvus d'une barre centrale et qu'ils soient fabriqués d'une seule pièce sans soudure;

c) que la bâche soit fixée au véhicule d'une façon qui satisfasse strictement à la condition énoncée à l'alinéa a) de l'article premier de l'annexe 2 à la présente Convention

2.3.6 b) Alinéa 6 b) - Bâches attachées de manière permanente

Lorsqu'un ou plusieurs bords de la bâche sont fixés de manière permanente à la carrosserie du véhicule, la bâche sera maintenue par une bande ou des bandes de métal ou de tout autre matériau approprié, ancrée à la carrosserie du véhicule par des dispositifs d'assemblage satisfaisant aux exigences de l'alinéa a) de la note 2 2 1 a) de la présente annexe.

2.3.9 Paragraphe 9 - Câbles de fermeture en acier avec âme en textile

Sont admissibles, au titre de ce paragraphe, les câbles constitués par une âme en matière textile entourée de six torons constitués uniquement de fils d'acier et recouvrant entièrement l'âme, à condition que le diamètre de ces câbles soit d'au moins 3 mm (sans tenir compte, éventuellement, d'une gaine en matière plastique transparente).

2 3 11 a) Alinéa 11 a) - Rabat de tension des bâches

Sur de nombreux véhicules, la bâche est munie à l'extérieur d'un rabat horizontal percé d'oeillets s'étendant le long de la paroi latérale du véhicule. Ces rabats, appelés rabats de tension, sont destinés à permettre de tendre la bâche à l'aide de cordes ou de dispositifs semblables Ces rabats ont été utilisés pour cacher des entailles horizontales pratiquées dans les bâches, qui permettaient d'accéder de manière illicite aux marchandises transportées dans le véhicule. C'est pourquoi il est recommandé de ne pas autoriser l'utilisation de rabats de ce type. Ils peuvent être remplacés par les dispositifs suivants :

a) rabats de tension d'un type semblable, fixés à l'intérieur de la bâche;

ou

b) petits rabats individuels percés chacun d'un oeillet, fixés sur la face extérieure de la bâche et répartis à des intervalles tels qu'ils permettent de tendre la bâche de manière satisfaisante.

Une autre solution, possible dans certains cas, consiste à éviter l'utilisation des rabats de tension sur les bâches.

2.3 11 c) <u>Alinéa 11 c) - Lanière des bâches</u>

2.3.11 c)-1 Les matières suivantes sont considérées comme convenant pour la confection des lanières :

a) cuir;

b) matières textiles non extensibles, y compris le tissu plastifié ou caoutchouté, à condition qu'elles ne puissent être soudées ou reconstituées après rupture sans laisser de traces visibles. En outre la matière plastique de recouvrement des lanières sera transparente et sa surface sera lisse.

2.3.11 c)-2 Le dispositif faisant l'objet du croquis n° 3 joint à la présente annexe répond aux prescriptions de la dernière partie du paragraphe 11 de l'article 3 de l'annexe 2. Il répond aussi aux prescriptions du paragraphe 6 de l'article 3 de l'annexe 2.

3 ANNEXE 3

3.0.17 <u>Procédure d'agrément</u>

1. L'annexe 3 dispose que les autorités compétentes d'une Partie contractante peuvent délivrer un certificat d'agrément pour un véhicule fabriqué sur le territoire de ladite Partie et que ce véhicule ne sera soumis à aucune procédure d'agrément supplémentaire dans le pays où il est immatriculé, ou dans le pays où son propriétaire est domicilié, selon le cas.

2. Ces dispositions ne visent pas à limiter le droit que les autorités compétentes de la Partie contractante où le véhicule est immatriculé, ou sur le territoire de laquelle son propriétaire est domicilié, ont d'exiger la présentation d'un certificat d'agrément, soit à l'importation, soit ultérieurement à des fins liées à l'immatriculation ou au contrôle du véhicule ou à des formalités analogues.

3.0.20 <u>Procédure d'annotation du certificat d'agrément</u>

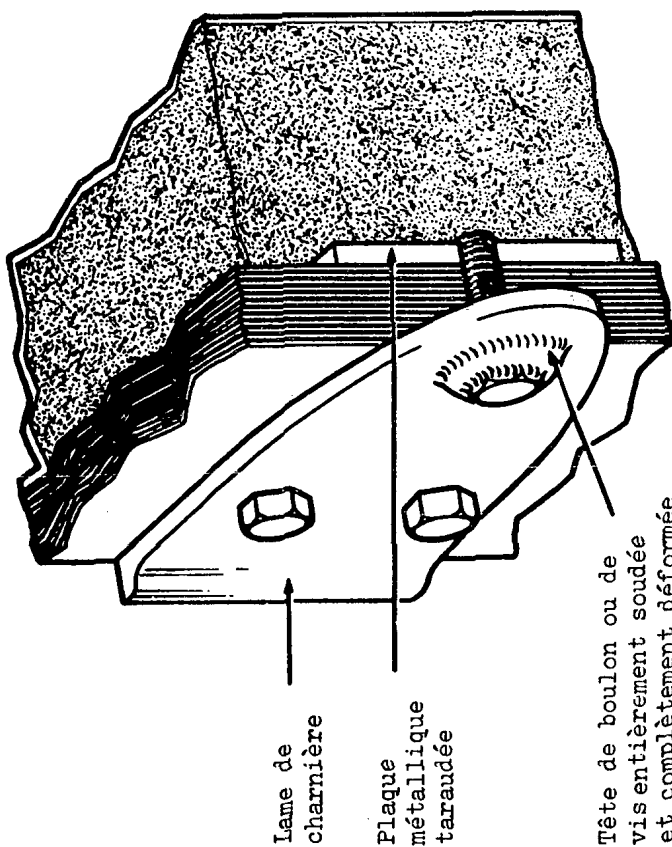
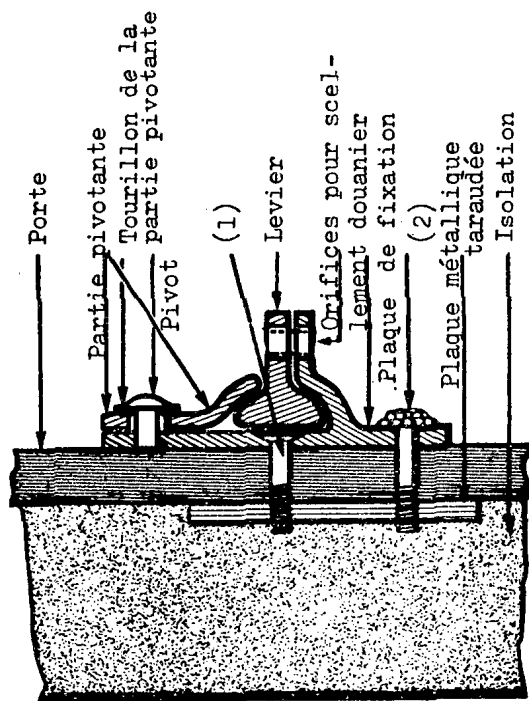
Pour annuler une mention relative à des défectuosités lorsque le véhicule aura été remis dans un état satisfaisant, il suffira d'apposer, dans la rubrique n° 11 prévue à cet effet, la mention "Défectuosités réparées", le nom, la signature et le cachet de l'autorité compétente intéressée

Croquis No 1

EXEMPLE DE CHARNIERE ET DE DISPOSITIF DE SCELLEMENT DOUANIER POUR LES PORTES DE VEHICULES MUNIS DE COMPARTIMENTS DE CHARGEMENT CALORIFUGES

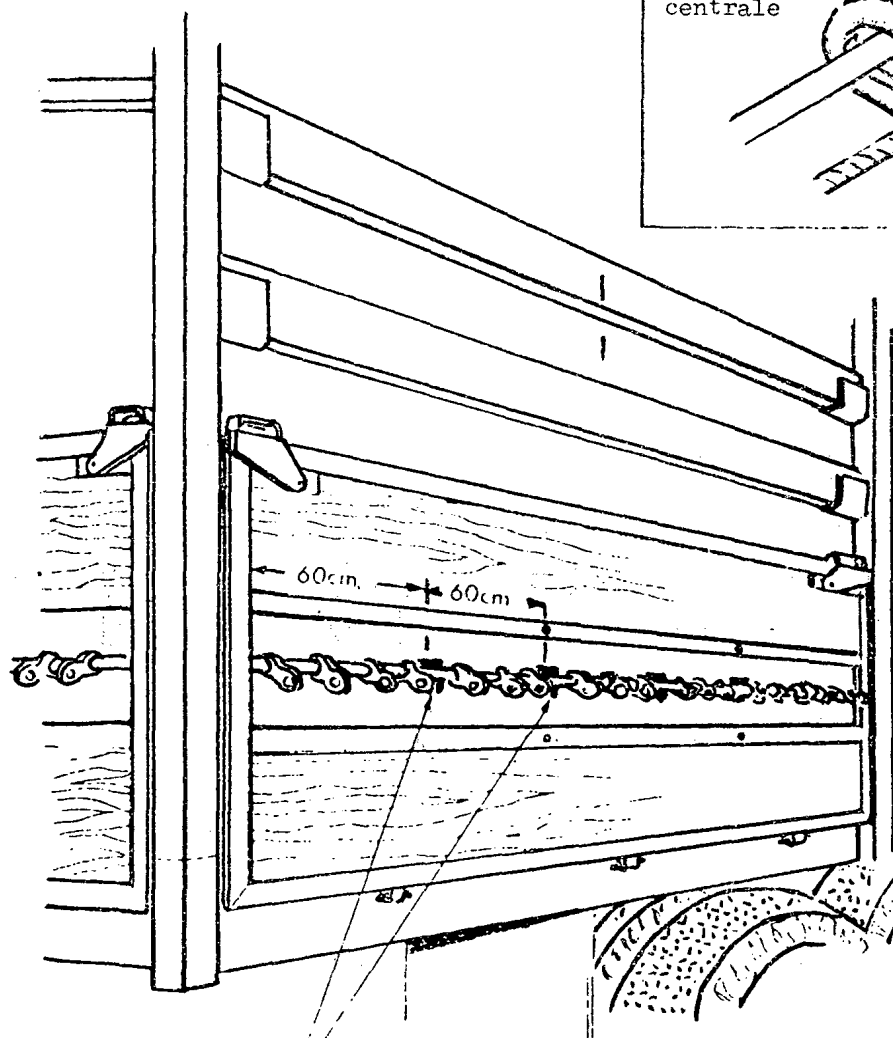
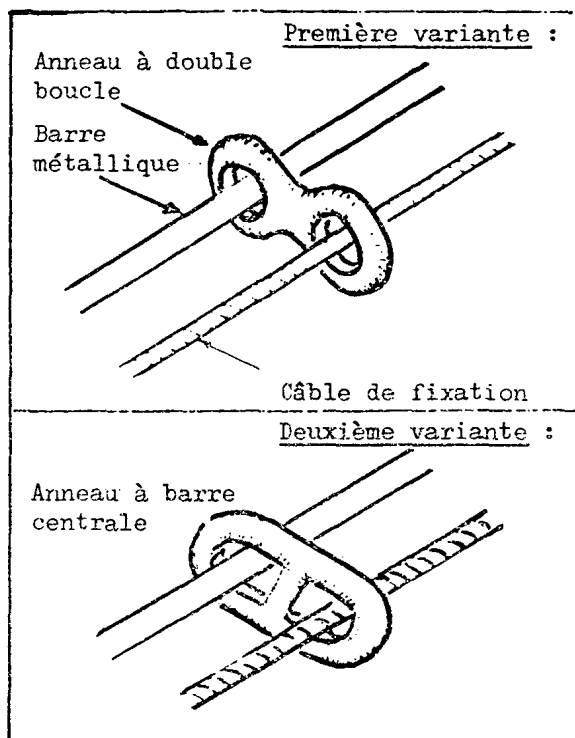
Lame de charnière

Plaque métallique taraudée

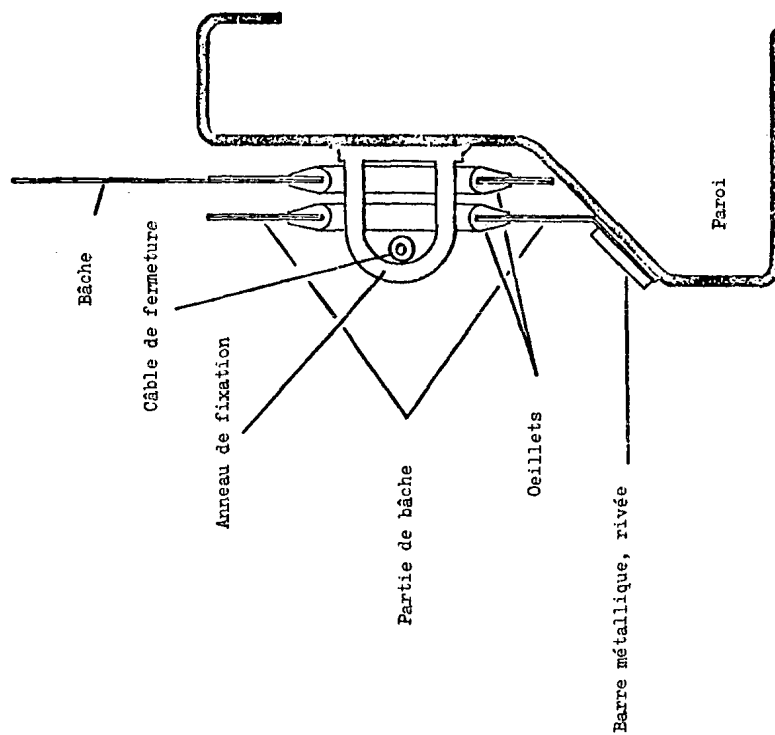
Tête de boulon ou de vis entièrement soudée et complètement déformée

Charnière

(1) Tête de vis de fixation complètement déformée par soudage, inaccessible quand la porte est scellée.

(2) Tête de boulon ou de vis de fixation complètement déformée par soudage.

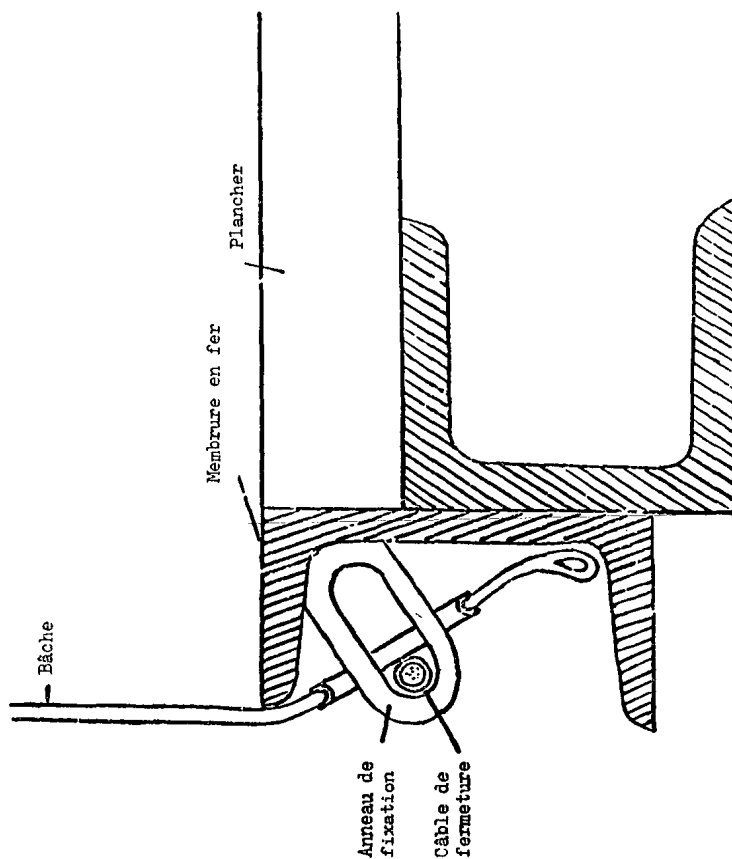
Dispositif de scellement douanier

Croquis No 2
VEHICULES BACHES A ANNEAUX COULISSANTS
Première variante :
Anneau à double boucle
Barre métallique
Câble de fixation
Deuxième variante :
Anneau à barre centrale
60cm
60cm
Points de fixation de la barre

Croquis No 3

EXEMPLE DE DISPOSITIF DE FERMETURE D'UNE BACHE DE VEHICULE

Le dispositif reproduit ci-dessous répond aux prescriptions du dernier alinéa du paragraphe 11 de l'article 3 de l'annexe 2. Il répond aussi aux prescriptions du paragraphe 6 de l'article 3 de l'annexe 2.

Croquis No 4

DISPOSITIF DE FERMETURE D'UNE BACHE

Le dispositif reproduit ci-dessous répond aux prescriptions de l'alinéa a) du paragraphe 6 de l'article 3 de l'annexe 2.

Annexe 7

ANNEXE RELATIVE A L'AGREMENT DES CONTENEURS

Première partie

REGLEMENT SUR LES CONDITIONS TECHNIQUES APPLICABLES AUX CONTENEURS POUVANT ETRE ADMIS AU TRANSPORT INTERNATIONAL SOUS SCELLEMENT DOUANIER

Article premier

Principes fondamentaux

Seuls pourront être agréés pour le transport international de marchandises sous scellement douanier les conteneurs construits et aménagés de telle façon :

a) qu'aucune marchandise ne puisse être extraite de la partie scellée du conteneur ou y être introduite sans laisser de traces visibles d'effraction ou sans rupture du scellement douanier;

b) qu'un scellement douanier puisse y être apposé de manière simple et efficace;

c) qu'ils ne comportent aucun espace caché permettant de dissimuler des marchandises;

d) que tous les espaces susceptibles de contenir des marchandises soient facilement accessibles pour les visites douanières.

Article 2

Structure des conteneurs

1. Pour répondre aux prescriptions de l'article premier du présent Règlement :

a) les éléments constitutifs du conteneur (parois, plancher, portes, toit, montants, cadres, traverses, etc.) seront assemblés soit au moyen de dispositifs ne pouvant être enlevés et remis en place de l'extérieur sans laisser de traces visibles, soit selon des méthodes ayant pour effet de constituer un ensemble ne pouvant être modifié sans laisser de traces visibles. Si les parois, le plancher, les portes et le toit sont constitués d'éléments divers, ces éléments devront répondre aux mêmes prescriptions et être suffisamment résistants;

b) les portes et tous autres systèmes de fermeture (y compris les robinets, trous d'homme, flasques, etc.) comporteront un dispositif permettant l'apposition d'un scellement douanier. Ce dispositif ne devra pas pouvoir être enlevé et remis en place de l'extérieur sans laisser de traces visibles ni la porte ou la fermeture être ouverte, sans rompre le scellement douanier. Ce dernier sera protégé de manière adéquate Les toits ouvrants seront admis;

c) les ouvertures de ventilation et d'écoulement seront munies d'un *dispositif* empêchant d'avoir accès à l'intérieur du conteneur Ce dispositif ne devra pas pouvoir être enlevé et remis en place de l'extérieur sans laisser de traces visibles

2 Nonobstant les dispositions de l'alinéa c) de l'article premier du présent Règlement, les éléments constitutifs du conteneur qui, pour des raisons pratiques, doivent comporter des espaces vides (par exemple, entre les cloisons d'une paroi double), seront admis Afin que ces espaces ne puissent être utilisés pour y dissimuler des marchandises :

i) le revêtement intérieur du conteneur ne devra pas pouvoir être démonté et remis en place sans laisser de traces visibles; ou

ii) le nombre desdits espaces devra être réduit au minimum et ces espaces devront être aisément accessibles pour les visites douanières.

Article 3

Conteneurs repliables ou démontables

Les conteneurs repliables ou démontables seront soumis aux dispositions de l'article premier et de l'article 2 du présent Règlement; au surplus, ils devront comporter un système de verrouillage bloquant les diverses parties une fois le conteneur monté. Ce système de verrouillage devra pouvoir être scellé par la douane lorsqu'il se trouvera à l'extérieur du conteneur une fois ce dernier monté.

Article 4

Conteneurs bâchés

1. Les conteneurs bâchés satisferont aux conditions de l'article premier et des articles 2 et 3 du présent Règlement dans la mesure où elles sont susceptibles de leur être appliquées. Ils seront en outre conformes aux dispositions du présent article.

2. La bâche sera soit en forte toile, soit en tissu recouvert de matière plastique ou caoutchouté, non extensible et suffisamment résistant. Elle sera en bon état et confectionnée de manière qu'une fois placé le dispositif de fermeture, on ne puisse avoir accès au chargement sans laisser de traces visibles.

3. Si la bâche est faite de plusieurs pièces, les bords de ces pièces seront repliés l'un dans l'autre et assemblés au moyen de deux coutures éloignées d'au moins 15 mm Ces coutures seront faites conformément au croquis No 1 joint au présent Règlement; toutefois, lorsque, pour certaines parties de la bâche (telles que rabats à l'arrière et angles renforcés), il n'est pas possible d'assembler les pièces de cette façon, il suffira de

replier le bord de la partie supérieure et de faire les coutures conformément au croquis No 2 joint au présent Règlement. L'une des coutures ne sera visible que de l'intérieur et la couleur du fil utilisé pour cette couture devra être de couleur nettement différente de la couleur de la bâche ainsi que de la couleur du fil utilisé pour l'autre couture. Toutes les coutures seront faites à la machine.

4. Si la bâche est en tissu recouvert de matière plastique et faite de plusieurs pièces, ces pièces pourront également être assemblées par soudure conformément au croquis No 3 joint au présent Règlement. Le bord d'une pièce recouvrira le bord de l'autre sur une largeur d'au moins 15 mm. La fusion des pièces sera assurée sur toute cette largeur. Le bord extérieur d'assemblage sera recouvert d'un ruban de matière plastique, d'une largeur d'au moins 7 mm, qui sera fixé par le même procédé de soudure. Il sera imprimé sur ce ruban, ainsi que sur une largeur d'au moins 3 mm de chaque côté de celui-ci, un relief uniforme et bien marqué. La soudure sera faite de telle manière que les pièces ne puissent être séparées, puis réassemblées, sans laisser de traces visibles.

5. Les raccommodages s'effectueront selon la méthode illustrée au croquis No 4 joint au présent Règlement, les bords seront repliés l'un dans l'autre et assemblés au moyen de deux coutures visibles et distantes d'au moins 15 mm; la couleur du fil visible de l'intérieur sera différente de celle du fil visible de l'extérieur et de celle de la bâche; toutes les coutures seront faites à la machine. Lorsque le raccommodage d'une bâche endommagée près des bords doit être opéré en remplaçant la partie abîmée par une pièce, la couture pourra aussi s'effectuer conformément aux prescriptions du paragraphe 3 du présent article et du croquis No 1 joint au présent Règlement. Les raccommodages des bâches en tissu recouvert de matière plastique pourront également être effectués suivant la méthode décrite au paragraphe 4 du présent article mais, dans ce cas, la soudure devra être effectuée sur les deux faces de la bâche, la pièce étant posée sur la face interne.

6. a) La bâche sera fixée au conteneur de façon à répondre strictement aux conditions des alinéas a) et b) de l'article premier du présent Règlement. La fermeture en sera assurée par :

i) des anneaux métalliques apposés au conteneur;

ii) des oeillets ménagés dans le bord de la bâche;

iii) un lien de fermeture passant dans les anneaux par-dessus la bâche et restant visible de l'extérieur sur toute sa longueur.

La bâche recouvrira des éléments solides du conteneur sur une distance d'au moins 250 mm mesurée à partir du centre des anneaux de fixation, sauf dans les cas où le système de construction du conteneur empêcherait par lui-même tout accès aux marchandises.

b) Lorsque le bord d'une bâche doit être attaché de manière permanente au conteneur, l'assemblage sera continu et réalisé au moyen de dispositifs solides.

7. L'intervalle entre les anneaux et entre les oeillets ne dépassera pas 200 mm Les oeillets seront renforcés.

8. Seront utilisés comme liens de fermeture :

a) des câbles d'acier d'un diamètre d'au moins 3 mm; ou

b) des cordes de chanvre ou de sisal d'un diamètre d'au moins 8 mm, entourées d'une gaine en matière plastique transparente non extensible. Les câbles pourront être entourés d'une gaine en matière plastique transparente non extensible

9. Chaque câble ou corde devra être d'une seule pièce et muni d'un embout de métal dur à chaque extrémité. Le dispositif d'attache de chaque embout métallique devra comporter un rivet creux traversant le câble ou la corde et permettant le passage du fil ou de la bande du scellement douanier. Le câble ou la corde devra rester visible de part et d'autre du rivet creux, de façon qu'il soit possible de s'assurer que ce câble ou cette corde est bien d'une seule pièce (voir le croquis No 5 joint au présent Règlement)

10. Aux ouvertures servant au chargement et au déchargement pratiquées dans la bâche, les deux bords de la bâche chevaucheront l'un sur l'autre de façon suffisante En outre, leur fermeture sera assurée par :

a) un rabat cousu ou soudé conformément aux paragraphes 3 et 4 du présent article;

b) des anneaux et des oeillets satisfaisant aux conditions du paragraphe 7 du présent article; et

c) une lanière faite d'une matière appropriée, d'une seule pièce et non extensible, d'au moins 20 mm de largeur et 3 mm d'épaisseur, passant dans les anneaux et retenant ensemble les deux bords de la bâche ainsi que le rabat; cette lanière sera fixée à l'intérieur de la bâche et pourvue d'un oeillet pour recevoir le câble ou la corde visé au paragraphe 8 du présent article.

Lorsqu'il existe un dispositif spécial (chicane, etc.) empêchant d'avoir accès au chargement sans laisser de traces visibles, un rabat ne sera pas exigé.

11. Les marques d'identification devant *figurer* sur le conteneur, ainsi que la plaque d'agrément prévue à la deuxième partie de la présente annexe, ne devront en aucun cas être recouvertes par la bâche.

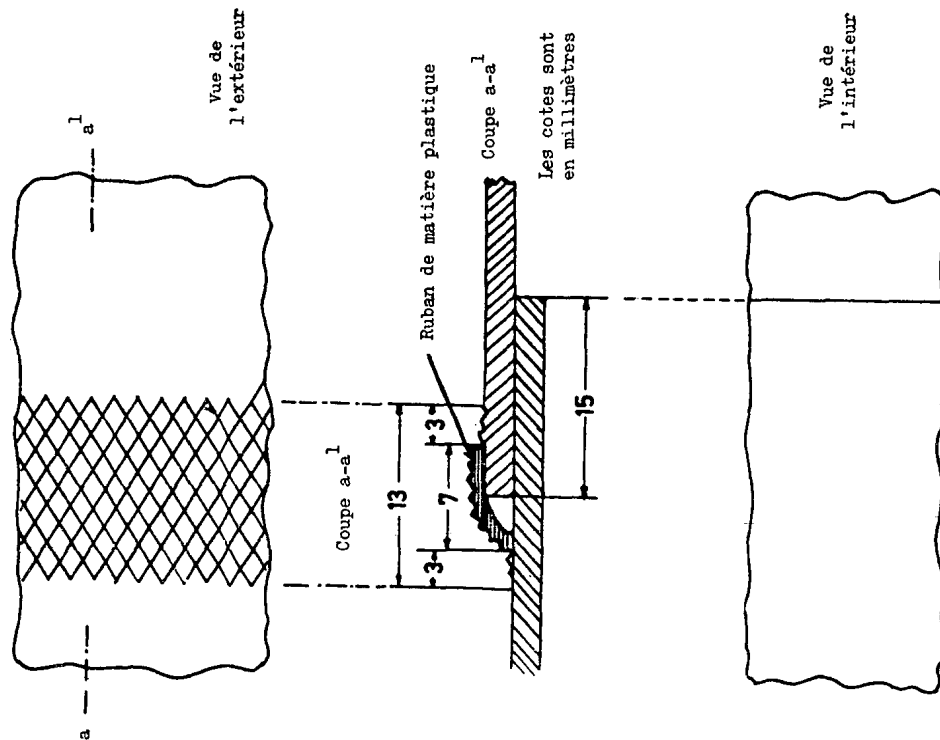
Article 5

Dispositions transitoires

Seront autorisés jusqu'au 1er janvier 1977 les embouts qui sont conformes au croquis No 5 joint au présent Règlement, même si leur rivet creux, d'un modèle agréé antérieurement, a une ouverture dont les dimensions sont inférieures à celles qui sont indiquées sur ledit croquis.

Première partie - Croquis No 1

BACHE FAITE DE PLUSIEURS PIECES

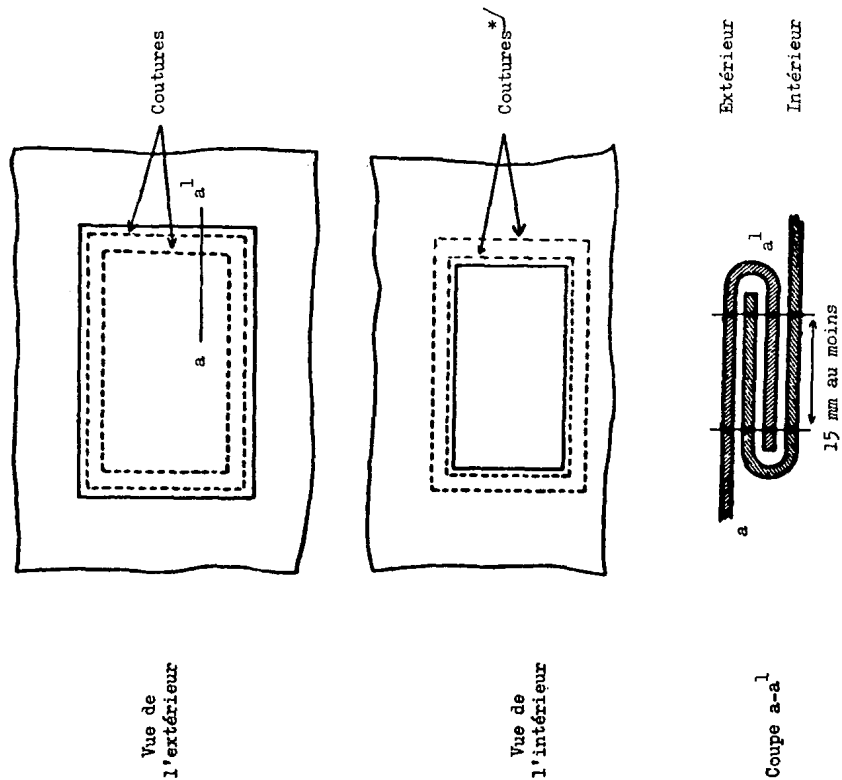
Assemblage par couture

Note. Les coutures d'angle effectuées selon la méthode illustrée par le croquis No 2a de l'annexe 2 à la présente Convention sont également admises.

Première partie - Croquis No 4

RACCOMODAGE DE LA BACHE

Première partie - Croquis No 5

SPECIMEN D'EMBOUT

*/ Les fils visibles de l'intérieur devront être de couleur différente de celle des fils visibles de l'extérieur et de celle de la bâche.

Deuxième partie

PROCEDURES RELATIVES A L'AGREMENT DES CONTENEURS SATISFAISANT AUX CONDITIONS TECHNIQUES PREVUES A LA PREMIERE PARTIE

Généralités

1. Les conteneurs peuvent être agréés pour le transport de marchandises sous scellement douanier :

a) soit au stade de la fabrication, par type de construction (procédure d'agrément au stade de la fabrication);

b) soit à un stade postérieur à la fabrication, individuellement ou pour un nombre déterminé de conteneurs d'un même type (procédure d'agrément à un stade postérieur à la fabrication).

Dispositions communes aux deux procédures d'agrément

2. L'autorité compétente qui procède à l'agrément délivrera au demandeur, après agrément, un certificat d'agrément valable, selon le cas, pour une série illimitée de conteneurs du type agréé ou pour un nombre déterminé de conteneurs.

3. Le bénéficiaire de l'agrément devra apposer, avant utilisation pour le transport de marchandises sous scellement douanier, une plaque d'agrément sur le ou les conteneurs agréés.

4. La plaque d'agrément devra être fixée à demeure, à un endroit où elle soit nettement visible et à côté de toute autre plaque délivrée à des fins officielles.

5. La plaque d'agrément, conforme au modèle No I reproduit à l'appendice 1 de la présente partie, sera constituée par une plaque de métal mesurant au moins 20 cm sur 10 cm. Elle portera sur sa surface gravées en creux ou en relief, ou autrement inscrites de manière à être lisibles en permanence, les indications ci-après exprimées au moins en français ou en anglais :

a) la mention "Agréé pour le transport sous scellement douanier";

b) le nom du pays où le conteneur a été agréé, soit en toutes lettres, soit au moyen du signe distinctif utilisé pour indiquer le pays d'immatriculation des véhicules automobiles en circulation routière internationale et le numéro du certificat d'agrément (chiffres, lettres, etc.), ainsi que l'année de l'agrément (par exemple "NL/26/73" signifie : Pays-Bas, certificat d'agrément No 26, délivré en 1973);

c) le numéro d'ordre du conteneur, attribué par le constructeur (numéro de fabrication);

d) si le conteneur a été agréé par type de construction, les numéros ou lettres d'identification du type du conteneur.

6. Si un conteneur ne satisfait plus aux conditions techniques prescrites pour son agrément, il devra, avant de pouvoir être utilisé pour le transport de marchandises sous scellement douanier, être remis dans l'état qui lui avait valu l'agrément, de manière à satisfaire à nouveau à ces conditions techniques.

7. Lorsque les caractéristiques essentielles d'un conteneur sont modifiées, ce conteneur ne sera plus couvert par l'agrément accordé et devra être agréé de nouveau par l'autorité compétente avant de pouvoir être utilisé pour le transport de marchandises sous scellement douanier.

Dispositions particulières à l'agrément par type de construction au stade de la fabrication

8. Lorsque les conteneurs sont fabriqués en série selon un même type de construction, le constructeur pourra demander l'agrément par type de construction à l'autorité compétente du pays de fabrication.

9. Le constructeur devra indiquer, dans sa demande, les numéros ou les lettres d'identification qu'il attribue au type de conteneur dont il demande l'agrément.

10. Cette demande devra être accompagnée de plans et d'une spécification détaillée de la construction du type de conteneur à agréer.

11. Le constructeur devra s'engager par écrit :

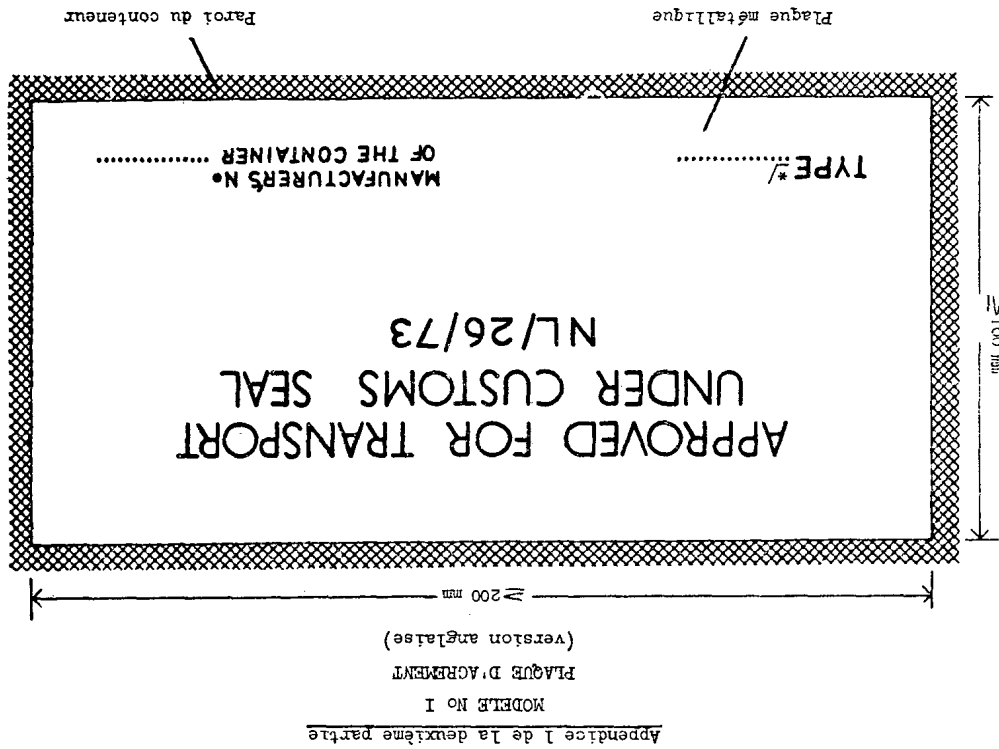
a) à présenter à l'autorité compétente ceux des conteneurs du type en cause qu'elle désire examiner;

b) à permettre à l'autorité compétente d'examiner d'autres unités à tout moment au cours de la production de la série du type considéré;

c) à informer l'autorité compétente de toute modification des plans ou des spécifications, quelle qu'en soit l'importance, avant d'y donner suite;

d)* à porter sur les conteneurs en un endroit visible, en plus des marques prévues sur la plaque d'agrément, les numéros ou lettres d'identification du type de construction, ainsi que le numéro d'ordre de chaque conteneur dans la série du type considéré (numéro de fabrication);

e) à tenir un état des conteneurs fabriqués selon le type agréé.

12. L'autorité compétente indiquera, le cas échéant, les modifications à apporter au type de construction prévu pour pouvoir accorder l'agrément.

13. Aucun agrément par type de construction ne sera accordé sans que l'autorité compétente ait constaté, par l'examen d'un conteneur ou de plusieurs conteneurs fabriqués selon ce type de construction, que les conteneurs de ce type satisfont aux conditions techniques prescrites à la première partie.

14. Lorsqu'un type de conteneur est agréé, il sera délivré au demandeur un seul certificat d'agrément conforme au modèle No II reproduit à l'appendice 2 de la présente partie et valable pour tous les conteneurs qui seront construits conformément aux spécifications du type agréé. Ce certificat autorise le constructeur à apposer, sur chaque conteneur de la série du type, la plaque d'agrément du modèle décrit au paragraphe 5 de la présente partie.

Dispositions particulières à l'agrément à un stade postérieur à la fabrication

15. Lorsque l'agrément n'a pas été demandé au stade de la fabrication, le propriétaire, l'exploitant ou le représentant de l'un ou de l'autre pourront demander l'agrément à l'autorité compétente à laquelle il leur est possible de présenter le conteneur ou les conteneurs qu'ils désirent faire agréer.

16. Toute demande d'agrément soumise dans le cas prévu au paragraphe 15 de la présente partie devra indiquer le *numéro* d'ordre (numéro de fabrication) porté sur chaque conteneur par le constructeur.

17. L'autorité compétente procédera à l'inspection d'autant de conteneurs qu'elle le jugera nécessaire et délivrera, après avoir constaté que ce conteneur ou ces conteneurs satisfont aux conditions techniques indiquées à la première partie, un certificat d'agrément conforme au modèle No III reproduit à l'appendice 3 de la présente partie et valable uniquement pour le nombre de conteneurs agréés. Ce certificat, qui portera le numéro ou les numéros d'ordre du constructeur du conteneur ou des conteneurs auxquels il se rapporte, autorisera le demandeur à apposer sur chaque conteneur agréé la plaque d'agrément prévue au paragraphe 5 de la *présente* partie.

Appendice 1 de la deuxième partie

MODELE No I

PLAQUE D'AGREMENT

(version anglaise)

*/ Seulement en cas d'agrément par type de construction.

Appendice 1 de la deuxième partie

MODELE No I

PLAQUE D'AGREMENT

(version française)

ACREE POUR LE TRANSPORT
SOUS SCELLEMENT DOUANIER
NL/26/73

TYPE */ ....

No DE FABRICATION DU CONTENEUR ....

Plaque métallique

Paroi du conteneur

≥200 mm

≥100 mm

*/ Seulement en cas d'agrément par type de construction.

Appendice 2 de la deuxième partie

MODELE No II

CONVENTION DOUANIERE RELATIVE AU TRANSPORT INTERNATIONAL DE MARCHANDISES SOUS LE COUVERT DE CARNETS TIR (1975)

Certificat d'agrément par type de construction

1. Numéro du certificat */ ....

2. Il est certifié que le type de conteneur décrit ci-après a été agréé et que les conteneurs construits d'après ce type peuvent être admis pour le transport des marchandises sous scellement douanier.

3. Genre du conteneur ....

4. Numéro ou lettres d'identification du type de construction ....

5. Numéro d'identification des plans de construction ....

6. Numéro d'identification des spécifications de construction ....

7. Tare ....

8. Dimensions extérieures, en cm ....

9. Caractéristiques essentielles de construction (nature des matériaux, genre de construction, etc.) ....

10. Le présent certificat est valable pour tous les conteneurs construits conformément aux plans et spécifications visés ci-dessus.

11. Délivré à .... (nom et adresse du constructeur)
qui est autorisé à apposer une plaque d'agrément sur chaque conteneur du type agréé construit par ses soins.

A .... (lieu) ..., le .... (date) 19..

Par .... (signature et cachet de l'organisation ou du service émetteur)

(Voir avis au verso)

*/ Indiquer les lettres et les chiffres qui seront apposés sur la plaque d'agrément (voir alinéa b) du paragraphe 5 de la deuxième-partie de l'annexe 7 à la Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets TIR, 1975).

AVIS IMPORTANT

(Paragraphes 6 et 7 de la deuxième partie de l'annexe 7 de la Convention douanière relative au transport international de marchandises sous carnets TIR, 1975)

6. Si un conteneur ne satisfait plus aux conditions techniques prescrites pour son agrément, il devra, avant de pouvoir être utilisé pour le transport de marchandises sous scellement douanier, être remis dans l'état qui lui avait valu l'agrément, de manière à satisfaire à nouveau à ces conditions techniques.

7. Lorsque les caractéristiques essentielles d'un conteneur sont modifiées, ce conteneur ne sera plus couvert par l'agrément accordé et devra être agréé de nouveau par l'autorité compétente avant de pouvoir être utilisé pour le transport de marchandises sous scellement douanier.

Appendice 3 de la deuxième partie

MODELE No III

CONVENTION DOUANIERE RELATIVE AU TRANSPORT INTERNATIONAL DE MARCHANDISES SOUS LE COUVERT DE CARNETS TIR (1975)

Certificat d'agrément
accordé à un stade postérieur à la fabrication

1. Numéro du certificat */ ....

2. Il est certifié que le(s) conteneur(s) ci-après a (ont) été agréé(s) pour le transport de marchandises sous scellement douanier.

3. Genre du (des) conteneur(s) ....

4. Numéro d'ordre attribué au(x) conteneur(s) par le constructeur ....

5. Tare ....

6. Dimensions extérieures, en cm ....

7. Caractéristiques essentielles de construction (nature des matériaux, genre de construction, etc.) ....
....
....

8. Délivré à ....
(nom et adresse du demandeur)
qui est autorisé à apposer une plaque d'agrément sur le(s) conteneur(s) indiqué(s) ci-dessus.

A ...., le .... 19..
(lieu) (date)

Par ....
(signature et cachet de l'organisation ou du service émetteur)

(Voir avis au verso)

*/ Indiquer les lettres et les chiffres qui seront apposés sur la plaque d'agrément (voir alinéa b) du paragraphe 5 de la deuxième partie de l'annexe 7 à la Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets TIR, 1975).

AVIS IMPORTANT

(Paragraphes 6 et 7 de la deuxième partie de l'annexe 7 de la Convention douanière relative au transport international de marchandises sous carnets TIR, 1975)

6. Si un conteneur ne satisfait plus aux conditions techniques prescrites pour son agrément, il devra, avant de pouvoir être utilisé pour le transport de marchandises sous scellement douanier, être remis dans l'état qui lui avait valu l'agrément, de manière à satisfaire à nouveau à ces conditions techniques.

7. Lorsque les caractéristiques essentielles d'un conteneur sont modifiées, ce conteneur ne sera plus couvert par l'agrément accordé et devra être agréé de nouveau par l'autorité compétente avant de pouvoir être utilisé pour le transport de marchandises sous scellement douanier.

Troisième partie

NOTES EXPLICATIVES

1. Les notes explicatives relatives à l'annexe 2 figurant à l'annexe 6 de la présente Convention s'appliquent mutatis mutandis aux conteneurs agréés pour le transport sous scellement douanier en application des dispositions de la présente Convention

2. Première partie - Article 4, paragraphe 6, alinéa a)

Le croquis joint à la présente troisième partie donne un exemple de système de fixation des bâches autour des ferrures de coin des conteneurs, acceptable par la douane.

3. Deuxième partie - Paragraphe 5

Si deux conteneurs bâchés, agréés pour le transport sous scellement douanier, ont été combinés de telle sorte qu'ils constituent un seul conteneur recouvert d'une seule bâche et satisfaisant aux conditions de transport sous scellement douanier, il ne sera pas exigé de certificat d'agrément distinct ou de plaque d'agrément distincte pour cet ensemble.

Troisième partie

DISPOSITIF DE FIXATION D'UNE BACHE AUTOUR DES FERRURES DE COIN

Le dispositif reproduit ci-dessous répond aux prescriptions de l'alinéa a) du paragraphe 6 de l'article 4 de la première partie.

Fixation aux montants d'angle

Vue en coupe

Annexe 8

COMPOSITION ET REGLEMENT INTERIEUR DU COMITE DE GESTION

Article premier

i) Les Parties contractantes sont membres du Comité de gestion.

ii) Le Comité peut décider que les administrations compétentes des Etats visés au paragraphe 1 de l'article 52 de la présente Convention qui ne sont pas Parties contractantes ou des représentants d'organisations internationales peuvent, pour les questions qui les intéressent, assister à ses sessions en qualité d'observateurs.

Article 2

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies fournit au Comité des services de secrétariat.

Article 3

Le Comité procède, à sa première session de chaque année, à l'élection de son Président et de son Vice-Président.

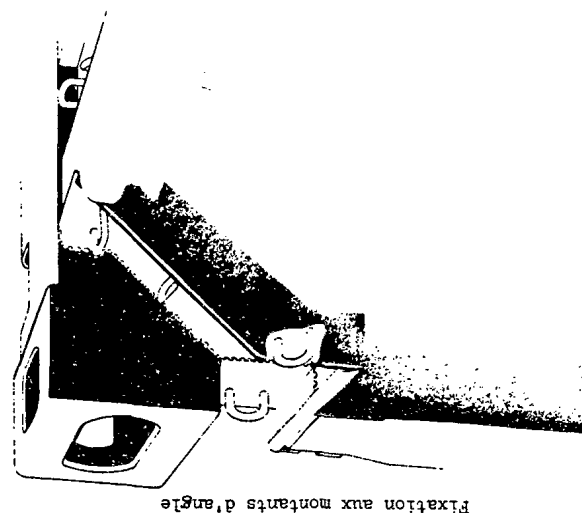
Article 4

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoque le Comité, sous les auspices de la Commission économique pour l'Europe tous les ans, ainsi que sur la demande des administrations compétentes d'au moins cinq Etats qui sont Parties contractantes.

Article 5

Les propositions sont mises aux voix. Chaque Etat qui est Partie contractante représenté à la session dispose d'une voix. Les propositions autres que les amendements à la présente Convention sont adoptées par le Comité à la majorité des suffrages exprimés par les membres présents et votants. Les amendements à la présente Convention, ainsi que les décisions visées aux articles 59 et 60 de la présente Convention, sont adoptés à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les membres présents et votants.

Article 6

Un quorum d'au moins la moitié des Etats qui sont Parties contractantes est nécessaire pour prendre les décisions.

Article 7

Le Comité adopte son rapport avant la clôture de sa session.

Article 8

En l'absence de dispositions pertinentes dans la présente annexe, le Règlement intérieur de la Commission économique pour l'Europe est applicable sauf si le Comité en décide autrement.

AMENDEMENT 1

(Amendements adoptés en vertu de l'article 60 de la Convention et entrés en vigueur le 1er août 1979)

***Annexe 2: paragraphe** 8 de l'article 3*

Remplacer le texte actuel par le texte suivant

«**L'intervalle entre** les anneaux et entre les œillets ne dépassera pas 200 mm Toutefois, il **pourra être supérieur à** cette valeur, sans cependant dépasser 300 mm entre les anneaux et entre **les œillets** situés de part et d'autre d'un montant, si le mode de construction du véhicule et de la **bâche est tel** qu'il interdise tout accès au compartiment de charge. Les œillets devront être **renforcés**».

Annexe 6

Ajouter, après la note 2 3 6 *b*), une autre note explicative ainsi conçue

2 3 8 *Paragraphe 8 - Intervalle entre les anneaux et entre les œillets*

«Un intervalle supérieur à 200 mm, mais ne dépassant pas 300 mm, peut être accepté de part et d'autre d'un montant si les anneaux sont montés en retrait dans les panneaux latéraux et si les œillets sont de forme ovale et de taille juste suffisante pour pouvoir être enfilés sur les anneaux».

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione

CONVENZIONE DOGANALE
CONCERNENTE IL TRASPORTO INTERNAZIONALE DI MERCI ACCOMPAGNATE DA CARNET TIR
(Convenzione TIR)

Le parti contraenti,

Desiderose di facilitare i trasporti internazionali di merci con veicoli stradali,

Considerando che il miglioramento delle condizioni di trasporto costituisce un fattore essenziale per lo sviluppo della reciproca collaborazione,

Dichiarandosi favorevoli ad una semplificazione ed armonizzazione delle formalità amministrative nell'ambito dei trasporti internazionali, in particolare alle frontiere,

Hanno convenuto quanto segue

CAPITOLO PRIMO

DISPOSIZIONI GENERALI

a) *Definizioni*

Articolo 1

Secondo la presente Convenzione, sono considerati

a) «operazione TIR», il trasporto di merci da un ufficio doganale di partenza ad un ufficio doganale di destinazione, effettuato nel cosiddetto «regime TIR», disciplinato nella presente Convenzione;

b) «dazi e tasse all'importazione o all'esportazione», i dazi doganali e tutti gli altri diritti, tasse, tributi e aggravi diversi riscossi all'importazione o all'esportazione,
oppure in correlazione con l'importazione o l'esportazione di merci, esclusi i tributi e gli aggravi il cui importo è limitato al costo approssimativo dei servizi resi;

c) «veicolo stradale», non solo un autoveicolo stradale, ma anche qualsiasi rimorchio o semirimorchio concepito per potergli essere agganciato;

d) «autotreno», i veicoli agganciati l'uno all'altro, inseriti nel traffico stradale come un'unità;

e) «contenitore», un dispositivo per il trasporto (cassa mobile, cisterna amovibile o altro dispositivo analogo):

i) rappresentante un corpo cavo, interamente o parzialmente chiuso, destinato a contenere merci;

ii) di natura durevole e quindi abbastanza resistente da poter essere adoperato più volte;

iii) specialmente concepito per agevolare il trasporto di merci, senza rottura di carico, da parte di uno o più mezzi di trasporto;

iv) concepito in modo da essere facilmente manipolato, segnatamente all'atto del trasbordo da un mezzo di trasporto ad un altro;

v) concepito in modo da poter essere facilmente riempito e vuotato; e

vi) d'un volume interno di almeno un metro cubo;

Le «carrozzerie amovibili» sono assimilate ai contenitori;

f) «ufficio doganale di partenza», ogni ufficio doganale di una Parte contraente dove inizia, per l'intero carico o per una parte di esso, il trasporto internazionale nel regime TIR;

g) «ufficio doganale di destinazione», ogni ufficio doganale di una Parte contraente dove termina, per l'intero carico o una parte di esso, il trasporto internazionale nel regime TIR;

h) «ufficio doganale di passaggio», ogni ufficio doganale di una Parte contraente attraverso il quale un veicolo stradale, un autotreno o un contenitore è importato o esportato durante un'operazione TIR;

i) «persone», tanto le persone fisiche, quanto le persone giuridiche;

k) «merci ponderose o voluminose», tutte le merci ponderose o voluminose che a cagione del loro peso, delle loro dimensioni o della loro natura non sono di solito trasportate né in un veicolo stradale chiuso, né in un contenitore chiuso;

l) «associazione garante», un'associazione riconosciuta dalle autorità doganali di una Parte contraente come garante delle persone che usufruiscono del regime TIR.

b) *Campo d'applicazione*

Articolo 2

La presente Convenzione concerne i trasporti di merci, senza rottura di carico attraverso una o più frontiere, eseguiti da un ufficio doganale di partenza d'una Paerte contraente ad un ufficio doganale di destinazione di un'altra Parte contraente, o della medesima Parte contraente, in veicoli stradali, autotreni o contenitori, a condizione che una parte del tragitto tra l'inizio e la fine dell'operazione TIR sia effettuato su strada

Articolo 3

Per beneficiare delle disposizioni della presente Convenzione

a) i trasporti devono essere effettuati;

i) con veicoli stradali, autotreni o contenitori precedentemente ammessi secondo le condizioni menzionate nel Capitolo III *a)*; o

ii) con altri veicoli stradali, autotreni o contenitori, sempreché siano adempiute le condizioni menzionate nel Capitolo III *c)*;

b) i trasporti devono essere garantiti da associazioni abilitate conformemente all'articolo 6 ed essere accompagnati da un *carnet* TIR conforme al modello riprodotto nell'Allegato 1 della presente Convenzione

c) *Principi*

Articolo 4

Presso gli uffici doganali di passaggio, le merci trasportate nel regime TIR non soggiacciono all'obbligo di pagare o di depositare i dazi e le tasse all'importazione o all'esportazione

Articolo 5

1. Le merci trasportate nel regime TIR in veicoli stradali, autotreni o contenitori piombati non sono, in linea di massima, sottoposte alla visita presso gli uffici doganali di passaggio

2 Per impedire abusi le autorità doganali possono tuttavia, in casi straordinari ed in particolare allorché c'è sospetto di irregolarità, procedere alla visita delle merci presso detti uffici.

CAPITOLO II

RILASCIO DEI *CARNET* TIR

Responsabilità delle associazioni garanti

Articolo 6

1. Ogni Parte contraente può abilitare, secondo le condizioni e garanzie che essa fisserà, delle associazioni a rilasciare *carnet* TIR, sia direttamente, sia per il tramite di associazioni corrispondenti nonché ad assumerne la garanzia.

2 Un'associazione può essere abilitata in un Paese soltanto se la garanzia da essa prestata copre anche gli obblighi risultanti in tale Paese, in occasione di trasporti accompagnati da *carnet* TIR rilasciati da associazioni estere affiliate alla medesima organizzazione internazionale cui è affiliata l'associazione garante

Articolo 7

I moduli dei *carnet* TIR, inviati alle associazioni garanti da associazioni corrispondenti o da organizzazioni internazionali, saranno ammessi in esenzione da dazi e tasse all'importazione o all'esportazione e non saranno assoggettati ne a divieti, né a restrizioni d'importazione e d'esportazione

Articolo 8

1 L'associazione garante s'impegna a pagare i dazi e le tasse all'importazione o all'esportazione esigibili, più eventuali interessi di mora, dovuti in virtù di leggi e regolamenti doganali del Paese in cui è stata accertata un'irregolarità in correlazione con un'operazione TIR. L'associazione garante risponde solidalmente, insieme con le persone debitrici dei succitati importi, del pagamento di dette somme.

2. Allorché le leggi e i regolamenti di una Parte contraente non prevedono il pagamento di dazi e tasse all'importazione o all'esportazione nei casi previsti al paragrafo 1 che precede, l'associazione garante deve impegnarsi a pagare, nelle medesime condizioni, una somma pari all'importo dei tributi d'entrata o d'uscita, più gli eventuali interessi di mora

3. Ogni Parte contraente fissa l'importo massimo, per ogni *carnet* TIR, delle somme che possono essere richieste dall'associazione garante in virtu delle disposizioni dei succitati paragrafi 1 e 2

4. La responsabilità solidale dell'associazione garante verso le autorità del Paese nel quale è sito l'ufficio doganale di partenza sorge all'atto in cui il *carnet* TIR è accettato dall'ufficio doganale. Rispetto agli altri Paesi, attraverso i quali le merci sono successivamente trasportate nel regime TIR, la responsabilità sorge quando le merci sono importate, oppure, in caso di sospensione dell'operazione TIR conformemente all'articolo 26 paragrafi 1 e 2, quando il *carnet* TIR è accettato dall'ufficio doganale presso il quale è nuovamente iniziata l'operazione TIR

5 L'associazione garante risponde non solo delle merci menzionate nel *carnet* TIR, ma anche delle merci che, pur non essendo menzionate nel *carnet* TIR, si trovassero nella parte piombata di un veicolo stradale o di un contenitore piombato; essa non è invece tenuta a rispondere di altre merci.

6 Per la determinazione dei dazi e delle tasse di cui ai paragrafi 1 e 2 del presente articolo fanno stato, fino a prova contraria, le indicazioni contenute nel *carnet* TIR.

7 Allorché le somme di cui ai paragrafi 1 e 2 del presente articolo sono esigibili, prima di reclamarle all'associazione garante le autorità competenti devono, nella misura del possibile, chiederne il pagamento alla(e) persona(e) direttamente tenuta(e) a pagarle.

Articolo 9

1. L'associazione garante fissa la durata di validità del *carnet* TIR, specificando l'ultimo giorno di validità dopo il quale il *carnet* non può più essere presentato, per l'accettazione, all'ufficio doganale di partenza.

2. Se il *carnet* è stato accettato dall'ufficio doganale di partenza al più tardi l'ultimo giorno della sua validità, conformemente al paragrafo 1 che precede, esso rimarrà valevole sino al termine dell'operazione TIR presso l'ufficio doganale di destinazione

Articolo 10

1 Il *carnet* TIR può essere scaricato con o senza riserve; se sono fatte delle riserve, esse devono concernere dei fatti in correlazione con la rispettiva operazione TIR. Tali fatti devono essere menzionati nel *carnet* TIR.

2. Se le autorità doganali di un Paese hanno scaricato un *carnet* TIR senza riserve, esse non possono più esigere dall'associazione garante il pagamento delle somme di cui all'articolo 8, paragrafi 1 e 2, tranne nel caso in cui l'attestazione di scarico fosse stata ottenuta abusivamente o fraudolentemente.

Articolo 11

1. Se un *carnet* TIR non è stato scaricato o è stato scaricato con riserve, le autorità competenti possono esigere dall'associazione garante il pagamento delle somme di cui all'arti-

colo 8, paragrafi 1 e 2, soltanto se entro un termine di un anno, a decorrere dall'accettazione del *carnet* TIR da parte delle autorità doganali, esse hanno notificato per iscritto all'associazione garante che il *carnet* non è stato scaricato o che è stato scaricato con riserve. Detta disposizione è applicabile anche allorche lo scarico è stato ottenuto abusivamente o fraudolentemente, ma in tal caso il termine per la notificazione è di due anni.

2. La richiesta di pagare le somme di cui all'articolo 8, paragrafi 1 e 2, dev'essere inviata all'associazione garante al più presto tre mesi e al più tardi due anni dopo, a contare dal giorno in cui l'associazione è stata informata che il *carnet* non è stato scaricato o che è stato scaricato con riserve, oppure che l'attestazione di scarico è stata ottenuta abusivamente o fraudolentemente. Tuttavia, trattandosi di casi deferiti ad un tribunale durante il succitato termine di due anni, la richiesta di pagamento dovrà essere notificata entro il termine di un anno, a decorrere dal giorno in cui la sentenza è passata in giudicato.

3. L'associazione garante deve pagare gli importi richiesti entro un termine di tre mesi, a contare dalla data della richiesta di pagamento. Gli importi pagati saranno restituiti all'associazione garante allorché entro un termine di due anni, a decorrere dalla data di richiesta di pagamento, si comprovi a soddisfazione delle autorità doganali che durante la rispettiva operazione di trasporto non è stata commessa nessuna irregolarità.

Capitolo III

TRASPORTO DI MERCI ACCOMPAGNATE DA UN CARNET TIR

a) *Ammissione di veicoli e di contenitori*

Articolo 12

Per beneficiare delle disposizioni delle sezioni *a)* e *b)* del presente capitolo, ogni veicolo stradale deve soddisfare, per quanto riguarda la sua costruzione ed il suo equipaggiamento, le condizioni fissate nell'allegato 2 della presente Convenzione e deve essere stato ammesso secondo la procedura stabilita nell'allegato 3 della presente Convenzione Il certificato d'ammissione deve essere conforme al modello riprodotto nell'Allegato 4.

Articolo 13

1 Per beneficiare delle disposizioni delle sezioni *a)* e *b)* del presente capitolo i contenitori devono essere costruiti conformemente alle condizioni fissate nell'Allegato 7, Parte I e devono essere stati ammessi secondo la *procedura stabilita* nell'Allegato VII, Parte II.

2 Sono reputati conformi alle disposizioni del paragrafo 1 che precede i contenitori ammessi al trasporto di merci sotto chiusura doganale in applicazione della Convenzione doganale concernente le casse mobili, del 1956, dei successivi accordi stipulati in tale ambito sotto l'egida delle Nazioni Unite, della Convenzione doganale concernente i contenitori, del 1972, o di qualsiasi altro trattato internazionale che sostituisse o modificasse detta Convenzione; i succitati contenitori devono essere ammessi al trasporto nel regime TIR senza nuova ammissione.

Articolo 14

1 Ciascuna Parte contraente si riserva il diritto di rifiutare il riconoscimento della validità dell'ammissione dei veicoli stradali o dei contenitori che non soddisfano alle condizioni previste negli articoli 12 e 13 che precedono. La Parti contraenti eviteranno tuttavia un ritardo del trasporto quando i difetti accertati sono di poco conto e non creano rischi di frode.

2. Prima di essere riutilizzato per il trasporto di merci sotto chiusura doganale il veicolo stradale o il contenitore che non soddisfa più le condizioni che avevano giustificato la sua ammissione dovrà essere rimesso nel suo stato iniziale, oppure essere nuovamente ammesso dall'autorità competente.

b) *Procedura di trasporto accompagnato da un libretto TIR*

Articolo 15

1. Per l'importazione temporanea di veicoli stradali, autotreni o contenitori utilizzati per il trasporto di merci nel regime TIR non è richiesto un documento doganale particolare. Per i veicoli stradali, gli autotreni o i contenitori non è richiesta una garanzia

2. Le disposizioni del paragrafo 1 di questo articolo non impediscono ad una Parte contraente di esigere che presso l'ufficio doganale di destinazione siano effettuate le formalità prescritte dai suoi regolamenti nazionali, al fine di assicurarsi che il veicolo stradale, l'autotreno o il contenitore sia riesportato al termine dell'operazione TIR.

Articolo 16

I *veicoli stradali o gli autotreni impiegati per effettuare* operazioni TIR devono essere provvisti sulla parte anteriore di una targa rettangolare recante l'iscrizione «TIR» ed avente le caratteristiche menzionate nell'Allegato 5 della presente Convenzione, ed una targa identica sarà posta sulla parte posteriore del veicolo stradale o dell'autotreno. Tali targhe devono essere apposte in modo che siano ben visibili ed esse devono essere amovibili.

Articolo 17

1. Dev'essere approntato un *carnet* TIR separatamente per ogni veicolo stradale e ogni contenitore. È tuttavia possibile rilasciare un solo *carnet* TIR per un autotreno, o per parecchi *contenitori caricati* su un solo veicolo stradale o su un autotreno. In tal caso il manifesto delle merci del *carnet* TIR deve menzionare separatamente il contenuto di ogni veicolo facente parte di un autotreno o di ogni contenitore.

2 Il *carnet* TIR è valevole soltanto per un viaggio Esso deve contenere almeno i tagliandi staccabili d'accettazione e di scarico necessari per l'esecuzione del rispettivo trasporto

Articolo 18

Un'operazione TIR può comprendere diversi uffici doganali di partenza e di destinazione, ma, tranne allorche è concessa un'autorizzazione della Parte contraente o delle Parti contraenti interessate:

a) gli uffici doganali di partenza devono essere situati in un solo Paese;

b) gli uffici doganali di destinazione devono essere situati in non più di due Paesi;

c) il numero totale degli uffici doganali di partenza e di destinazione non dev'essere superiore a quattro.

Articolo 19

Le merci e il veicolo stradale, l'autotreno o il contenitore vanno presentati all'ufficio doganale di partenza insieme con il *carnet* TIR Le autorità doganali del Paese di partenza devono prendere i necessari provvedimenti per verificare l'esattezza del manifesto delle merci e per l'apposizione delle chiusure doganali, oppure per controllare le chiusure doganali apposte, sotto la responsabilità delle citate autorità doganali, dalle persone debitamente autorizzate.

Articolo 20

Le autorità doganali possono fissare un termine per il trasporto attraverso il loro Paese ed esigere che il veicolo stradale, l'autotreno o il contenitore segua un itinerario prestabilito.

Articolo 21

Il veicolo stradale, l'autotreno o il contenitore devono essere presentati con il carico e il rispettivo *carnet* TIR, per il controllo, ad ogni ufficio doganale di passaggio e agli uffici doganali di destinazione

Articolo 22

1 Sempreché siano intatte, le autorità doganali degli uffici doganali di passaggio di ogni Parte contraente accetteranno, di regola, le chiusure doganali delle altre Parti contraenti, a meno che esse procedano ad una visita delle merci in applicazione dell'articolo 5, paragrafo 2. Se necessario agli effetti del controllo, dette autorità doganali possono tuttavia aggiungere le proprie chiusure doganali.

2. Le chiusure doganali così accettate da una Parte contraente beneficiano, sul suo territorio, della medesima protezione giuridica prevista per le chiusure doganali nazionali

Articolo 23

Solo in casi straordinari le autorità doganali possono:

— far scortare sul loro territorio, a spese dei trasportatori, i veicoli stradali, gli autotreni o i contenitori.

— procedere, in corso di viaggio, al controllo e alla visita del carico dei veicoli stradali, degli autotreni o dei contenitori

Articolo 24

Se le autorità doganali procedono, in corso di viaggio o presso un ufficio doganale di passaggio, alla visita del carico di un veicolo stradale, di un autotreno o di un contenitore, esse devono menzionare le nuove chiusure apposte, nonché il genere dei controlli eseguiti, nei tagliandi del *carnet* TIR impiegati nel loro Paese, nelle rispettive matrici e nei rimanenti tagliandi del *carnet* TIR.

Articolo 25

Se, in casi diversi da quelli menzionati agli articoli 24 e 35, una chiusura doganale è deteriorata in corso di viaggio o se delle merci sono state distrutte o danneggiate senza lesione delle chiusure doganali, il *carnet* TIR dovrà essere utilizzato conformemente alla procedura prevista nell'Allegato 1 della presente Convenzione, salva restando l'eventuale applicazione delle disposizioni legislative nazionali; si dovrà inoltre stendere il processo verbale di accertamento inserito nel *carnet* TIR.

Articolo 26

1. Se un trasporto accompagnato da un *carnet* TIR attraversa, su una parte del percorso, il territorio di uno Stato che non è Parte contraente della presente Convenzione, l'operazione TIR è sospesa durante detto tragitto. In tal caso le autorità doganali della Parte contraente sul cui territorio il trasporto è quindi proseguito accetteranno il *carnet* TIR, per la ripresa dell'operazione TIR, sempreché le chiusure doganali con i segni di riconoscimento siano rimasti intatti.

2. Ciò vale anche per la parte del tragitto durante la quale il *carnet* TIR non è utilizzato dal titolare del *carnet*, sul territorio di una Parte contraente, perché può usufruire di procedure doganali di transito più semplici o quando per il transito non è richiesta una procedura doganale.

3. In tali casi gli uffici doganali presso i quali la procedura TIR è sospesa o ripresa saranno reputati uffici di passaggio in uscita e rispettivamente in entrata

Articolo 27

Con riserva delle disposizioni della presente Convenzione, in particolare l'articolo 18, l'ufficio doganale di destinazione inizialmente designato può essere sostituito con un altro ufficio doganale di destinazione

Articolo 28

Il *carnet* TIR dev'essere subito scaricato all'arrivo del carico all'ufficio doganale di destinazione, sempreché le merci siano assoggettate ad un altro regime doganale o sdoganate per l'immissione al consumo

c) Disposizioni concernenti i trasporti di merci ponderose o voluminose

Articolo 29

1. Le disposizioni della presente sezione sono applicabili unicamente ai trasporti di merci ponderose o voluminose quali sono definite all'articolo 1, lettera *k)* della presente Convenzione

2. Allorché le disposizioni della presente sezione sono applicabili, spetta alle autorità dell'ufficio doganale di partenza decidere se il trasporto di merci ponderose o voluminose può essere effettuato con veicoli o contenitori non piombati

3. Le disposizioni della presente sezione saranno applicate soltanto se le autorità dell'ufficio doganale di partenza reputano che sulla scorta della descrizione presentata è senz'altro possibile identificare le merci ponderose o voluminose, nonché, se necessario, gli accessori trasportati contemporaneamente, o se le merci possono essere provviste di chiusure doganali e/o segni di riconoscimento, in modo da impedire che siano sostituite o sottratte senza lasciare tracce visibili

Articolo 30

Sempreché le prescrizioni particolari della presente sezione non prevedano delle deroghe, tutte le disposizioni della presente Convenzione sono applicabili al trasporto di merci ponderose o voluminose nel regime TIR.

Articolo 31

L'associazione garante risponde non solo delle merci menzionate nel *carnet* TIR, ma anche delle merci che, pur non essendo annotate nel *carnet*, si trovassero sulla superficie di carico o tra le merci menzionate nel *carnet* TIR.

Articolo 32

Il *carnet* TIR utilizzato deve recare sulla copertina e su tutti i tagliandi l'indicazione «merci ponderose o voluminose», scritta in grassetto in lingua inglese o francese

Articolo 33

Le autorità dell'ufficio doganale di partenza possono esigere che al *carnet* TIR siano allegati liste dei colli, fotografie, piani, ecc., occorrenti per identificare le merci trasportate. In tal caso esso deve apporre un visto su tali documenti, indi appuntare un esemplare di ognuno di essi sul verso della copertina del *carnet* TIR; tutti i manifesti delle merci dovranno parimenti menzionare detti documenti.

Articolo 34

Le autorità degli uffici doganali di passaggio di ciascuna Parte contraente accetteranno le chiusure doganali e/o i segni di riconoscimento apposti dalle autorità competenti delle altre Parti contraenti. Essi possono tuttavia aggiungere altre chiusure doganali e/o altri segni di riconoscimento e annoteranno nei tagliandi del *carnet* TIR utilizzati nel loro Paese, nelle rispettive matrici e nei rimanenti tagliandi del *carnet* TIR, le chiusure doganali e/o i segni di riconoscimento apposti.

Articolo 35

Se a cagione di una visita del carico, eseguita in corso di viaggio o presso un ufficio doganale di passaggio, le autorità doganali sono costrette a rompere le chiusure doganali e/o i segni di riconoscimento, esse dovranno annotare nei tagliandi del *carnet* TIR realizzati nel loro Paese, nelle rispettive matrici e nei rimanenti tagliandi del *carnet* TIR, le nuove chiusure doganali e/o i nuovi segni di riconoscimento apposti.

Capitolo IV
IRREGOLARITÀ

Articolo 36

Qualsiasi infrazione alle disposizioni della presente Convenzione esporrà il contravventore, nel Paese in cui l'infrazione e stata commessa, alle sanzioni previste della legislazione di detto Paese.

Articolo 37

Allorché non è possibile stabilire dove un'irregolarità è stata commessa, la stessa sarà reputata commessa nel territorio della Parte contraente in cui è stata accertata

Articolo 38

1. Ciascuna Parte contraente ha il diritto di escludere, temporaneamente o definitivamente, dalle agevolazioni della presente Convenzione chiunque avesse commesso una grave infrazione alle leggi o ai regolamenti doganali applicabili ai trasporti internazionali di merci.

2. Detta esclusione sarà immediatamente notificata alle autorità doganali della Parte contraente sul cui territorio il contravventore risiede o è domiciliato, nonché alla(e) associazione(i) garante(i) del Paese nel quale l'infrazione è stata commessa.

Articolo 39

Se nel rimanente le operazioni TIR sono reputate regolari

1. Le Parti contraenti trascureranno le divergenze di poco conto inerenti all'adempimento degli obblighi relativi al termine o all'itinerario

2 Parimenti, le divergenze tra le indicazioni nel manifesto delle merci del *carnet* TIR e il carico di un veicolo stradale, di un autotreno o di un contenitore non saranno considerate infrazioni a carico del titolare del *carnet* TIR, a tenore della presente Convenzione, allorché sarà addotta la prova, a soddisfazione delle autorità competenti, che le sconcordanze non sono dovute a errori commessi con cognizione di causa o per negligenza all'atto del caricamento o della spedizione delle merci o della stesura del suddetto manifesto.

Articolo 40

Le amministrazioni doganali dei Paesi di partenza e di destinazione non imputeranno al titolare del *carnet* TIR le divergenze eventualmente accertate nei loro Paesi, allorché le stesse concernono regimi doganali che abbiano preceduto o che seguano l'operazione TIR, cui il titolare del *carnet* TIR non ha partecipato.

Articolo 41

Allorché è accertato, a soddisfazione delle autorità doganali, che le merci menzionate nel manifesto di un *carnet* TIR sono state distrutte o sono irrimediabilmente perse a cagione di un incidente o per forza maggiore, oppure che esse mancano per cause connesse alla loro natura, sarà accordata l'esenzione dal pagamento dei dazi e delle tasse normalmente esigibili.

Articolo 42

Dietro domanda motivata di una Parte contraente, le autorità competenti delle Parti contraenti interessate ad un'operazione TIR accetteranno di comunicare alla stessa tutte le informazioni disponibili, necessarie per l'applicazione degli articoli 39, 40 e 41 che precedono.

CAPITOLO V

NOTE ESPLICATIVE

Articolo 43

Le note esplicative degli Allegati 6 e 7 (Parte III) contengono l'interpretazione di talune disposizioni della presente Convenzione e dei suoi Allegati. Esse menzionano parimenti talune pratiche raccomandate.

CAPITOLO VI

DISPOSIZIONI DIVERSE

Articolo 44

Ciascuna Parte contraente accorderà alle associazioni garanti interessate delle facilitazioni per il trasferimento delle valute necessarie al pagamento:

a) delle somme richieste dalle autorità delle Parti contraenti in base alle disposizioni dell'articolo 8 della presente Convenzione; e

b) dei moduli di *carnet* TIR inviati alle associazioni garanti dalle associazioni estere corrispondenti o dalle organizzazioni internazionali.

Articolo 45

Ciascuna Parte contraente pubblicherà una lista degli uffici doganali di partenza, di passaggio e di destinazione abilitati a compiere le operazioni TIR. Le Parti contraenti i cui territori sono limitrofi designeranno di comune accordo i rispettivi uffici doganali di confine e le ore d'apertura degli stessi.

Articolo 46

1. L'intervento del personale delle dogane per le operazioni doganali menzionate nella presente Convenzione non darà luogo al pagamento di canoni tranne nei casi in cui essi avvengano fuori dei giorni, delle ore e dei luoghi normalmente previsti per tali operazioni.

2. Per quanto possibile le Parti contraenti agevoleranno, presso gli uffici doganali, lo sdoganamento delle merci facilmente deperibili.

Articolo 47

1. Le disposizioni della presente Convenzione non impediscono né l'applicazione di restrizioni e controlli previsti da ordinamenti nazionali e fondati su considerazioni di pubblica moralità, pubblica sicurezza, igiene o salute pubblica, oppure su considerazioni d'ordine veterinario o fitopatologico, né impediscono la riscossione di somme esigibili in virtù di tali ordinamenti.

2. Le disposizioni della presente Convenzione non impediscono l'applicazione di altre prescrizioni nazionali o internazionali disciplinanti i trasporti.

Articolo 48

Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano il diritto delle Parti contraenti, che formano un'unione doganale o economica, di adottare delle norme particolari relative alle operazioni di trasporto in partenza o a destinazione dei loro territori o in transito attraverso questi ultimi, a condizione che tali norme non riducano le facilitazioni previste dalla presente Convenzione.

Articolo 49

La presente Convenzione non impedisce l'applicazione di facilitazioni più ampie di quelle che le Parti contraenti accordano o intendono accordare, sia mediante disposizioni unilaterali, sia in virtù di accordi bilaterali o multilaterali, a condizione che tali facilitazioni non intralcino l'applicazione delle disposizioni della presente Convenzione, in particolare il funzionamento delle operazioni TIR.

Articolo 50

Le Parti contraenti si comunicheranno vicendevolmente, dietro domanda, le informazioni necessarie all'applicazione delle disposizioni della presente Convenzione, in particolare quelle concernenti l'ammissione dei veicoli stradali o dei contenitori, nonché le caratteristiche tecniche della loro costruzione.

Articolo 51

Gli Allegati alla presente Convenzione costituiscono parte integrante della Convenzione

CAPITOLO VII

DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 52

Firma, ratifica, accettazione, approvazione e adesione

1. Tutti gli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o membri di una delle **sue istituzioni** specializzate o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica, parti allo **statuto della Corte internazionale** di Giustizia, e qualsiasi altro Stato invitato dall'Assemblea **generale dell'Organizzazione** delle Nazioni Unite possono diventare Parti contraenti della **presente Convenzione:**

a) **firmandola,** senza riserva di ratifica, d'accettazione o d'approvazione;
b) **depositando uno strumento di ratifica, d'accettazione o d'approvazione,** dopo averla firmata **con riserva di ratifica, d'accettazione o d'approvazione;** o
c) **depositando uno strumento d'adesione.**

2 La presente Convenzione sarà aperta dal 1° gennaio 1976 al 31 dicembre 1976, incluso, presso l'Ufficio delle Nazioni Unite a Ginevra, per la firma da parte degli Stati menzionati nel paragrafo 1 del presente articolo. Dopo detta data, essa sarà aperta alla loro adesione.

3. Anche le unioni doganali o economiche possono, conformemente alle disposizioni dei paragrafi 1 e 2 del presente articolo, diventare Parti contraenti della presente Convenzione contemporaneamente a tutti i loro Stati membri o in qualsiasi momento dopo che tutti i loro Stati membri sono diventati Parti contraenti di detta Convenzione. Tuttavia, tali unioni non avranno diritto di voto.

4. Gli strumenti di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione saranno depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite

Articolo 53

Entrata in vigore

1. La presente Convenzione entrerà in vigore nove mesi dopo la data alla quale cinque degli Stati membri menzionati al paragrafo 1 dell'articolo 52 l'avranno firmata senza riserva di ratifica, d'accettazione o d'approvazione, oppure avranno depositato il loro strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione

2. Dopo che cinque degli Stati membri menzionati al paragrafo 1 dell'articolo 52 l'avranno firmata senza riserva di ratifica, d'accettazione o d'approvazione, oppure avranno depositato il loro strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione, la presente Convenzione entrerà in vigore, per tutte le nuove Parti contraenti, sei mesi dopo la data del deposito del loro strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione

3. Ogni strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione depositato dopo l'entrata in vigore di un emendamento alla presente Convenzione sarà reputato come applicantesi al testo modificato della presente Convenzione

4 Ogni strumento di tal genere, depositato dopo l'accettazione di un emendamento, ma prima della sua entrata in vigore, sarà considerato come applicantesi al testo modificato della presente Convenzione alla data dell'entrata in vigore dell'emendamento.

Articolo 54

Denuncia

1. Ciascuna Parte contraente potrà denunciare la presente Convenzione mediante notifica indirizzata al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

2. La denuncia avrà effetto quindici mesi dopo la data in cui la notifica sarà pervenuta al Segretario generale

3. La validità dei *carnet* TIR accettati dall'ufficio doganale di partenza prima della data alla quale ha effetto la denuncia non sarà infirmata dalla denuncia e la garanzia prestata dalle associazioni garanti conserverà la sua validità secondo le condizioni della presente Convenzione.

Articolo 55

Estinzione

Se, dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il numero degli Stati che sono Parti contraenti risulta inferiore a cinque durante un qualsiasi periodo di dodici mesi consecutivi, la presente Convenzione perderà efficacia a contare dalla scadenza di detto periodo di dodici mesi.

Articolo 56

Abrogazione della Convenzione TIR (1959)

1. All'atto della sua entrata in vigore la presente Convenzione abrogherà e sostituirà, nei rapporti tra le Parti contraenti della presente Convenzione, la Convenzione TIR (1959).

2. I certificati di accettazione rilasciati per i veicoli stradali e i contenitori secondo le condizioni della Convenzione TIR (1959) saranno accettati dalle Parti contraenti alla presente Convenzione, per il trasporto di merci sotto chiusura doganale, nell'ambito del loro periodo di validità o verso riserva di rinnovo, sempreché tali veicoli e contenitori continuino a soddisfare le condizioni che avevano inizialmente giustificato la loro ammissione

Articolo 57

Risoluzione delle controversie

1. Ogni controversia tra due o più Parti contraenti concernente l'interpretazione o l applicazione della presente Convenzione sarà regolata, per quanto possibile, mediante negoziazioni tra le parti alla controversia o in altro modo

2. Ogni controversia tra due o più Parti concernente l'interpretazione o l'applicazione della presente Convenzione, che non può essere regolata nel modo previsto al paragrafo 1 del presente articolo, sarà sottoposta, a richiesta di una di esse, a un tribunale arbitrale così composto: ciascuna delle Parti contendenti nominerà un arbitro: gli arbitri designati nomineranno a loro volta un altro arbitro che fungerà da presidente. Se, tre mesi dopo aver ricevuto la richiesta, una delle Parti non ha ancora designato un arbitro o se gli arbitri non hanno potuto scegliere un presidente, ciascuna delle Parti potrà allora chiedere al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite di procedere alla nomina di un arbitro o del presidente del tribunale arbitrale.

3. La decisione del tribunale arbitrale costituito conformemente alle disposizioni del paragrafo 2 avrà forza obbligatoria per le Parti alla controversia.

4. Il tribunale arbitrale adotterà il proprio regolamento interno.

5. Le decisioni del tribunale arbitrale saranno prese alla maggioranza.

6. Qualsiasi controversia che potrebbe sorgere tra le Parti alla controversia riguardo all'interpretazione e all'esecuzione della sentenza arbitrale potrà essere portata, da una delle Parti, davanti al tribunale arbitrale che ha reso la sentenza, per il giudizio da parte di quest'ultimo.

Articolo 58

Riserve

1. All'atto della firma o della ratifica della presente Convenzione o in occasione della sua adesione ogni Stato può dichiarare che non si considera vincolato dai paragrafi da 2 a 6 dell'articolo 57 della presente Convenzione. Le altre Parti contraenti non saranno vincolate da tali paragrafi rispetto alla Parte contraente che avrà espresso una siffatta riserva.

2. La Parte contraente che avrà espresso una riserva conformemente al paragrafo 1 del presente articolo, potrà ritirarla in qualsiasi momento mediante notifica al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

3. Tranne le riserve previste al paragrafo 1 del presente articolo, nessuna riserva è ammessa alla presente Convenzione.

Articolo 59

Procedura d'emendamento della presente Convenzione

1. La presente Convenzione, compresi i suoi Allegati, potrà essere modificata su proposta di una Parte contraente, conformemente alla procedura prevista nel presente articolo.

2. Ogni proposta di emendamento della presente Convenzione sarà esaminata da un Comitato di gestione composto di tutte le Parti contraenti, conformemente al Regolamento interno oggetto dell'Allegato 8. Ogni emendamento di detto genere, esaminato o elaborato durante la riunione del Comitato di gestione e adottato dal Comitato alla maggioranza dei due terzi dei suoi membri presenti e votanti, sarà comunicato dal Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite alle Parti contraenti, per l'accettazione.

3. Con riserva delle disposizioni dell'articolo 60, ogni emendamento proposto, comunicato in applicazione delle disposizioni del paragrafo che precede, entrerà in vigore per tutte le Parti contraenti tre mesi dopo la scadenza d'un periodo di dodici mesi, a contare dalla data alla quale è stato comunicato, sempreché durante tale periodo nessuna obiezione all'emendamento proposto sia stata notificata al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite da uno Stato che è Parte contraente.

4. Se un'obiezione all'emendamento proposto è stata notificata conformemente alle disposizioni del paragrafo 3 del presente articolo, l'emendamento sarà reputato non accettato e non avrà alcun effetto.

Articolo 60

Procedura speciale d'emendamento degli Allegati 1, 2, 3, 4, 5, 6 e 7

1. Ogni proposta di emendamento degli Allegati 1, 2, 3, 4, 5, 6 e 7, esaminata conformemente alle disposizioni dei paragrafi 1 e 2 dell'articolo 59, entrerà in vigore ad una data che sarà fissata dal Comitato di gestione all'atto della sua accettazione, tranne se a una data anteriore, che il Comitato di gestione fisserà simultaneamente, un quinto degli Stati che sono Parti contraenti o cinque Stati che sono Parti contraenti, qualora detto numero sia inferiore, avranno notificato al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite che essi sollevano obiezioni contro l'emendamento Le date menzionate nel presente paragrafo saranno fissate dal Comitato di gestione alla maggioranza di due terzi dei suoi membri presenti e votanti.

2. All'atto della sua entrata in vigore, un emendamento adottato conformemente alla procedura prevista al paragrafo 1 che precede sostituirà, per tutte le Parti contraenti, qualsiasi disposizione anteriore cui esso si riferisce.

Articolo 61

Domande, comunicazioni e obiezioni

Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite notificherà a tutte le Parti contraenti e a tutti gli Stati menzionati al paragrafo 1 dell'articolo 52 della presente Convenzione ogni domanda, comunicazione o obiezione presentata in virtù dei succitati articoli 59 e 60, nonché la data dell'entrata in vigore di un emendamento.

Articolo 62

Conferenza di revisione

1. Uno Stato che è Parte contraente potrà, mediante notifica indirizzata al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, chiedere la convocazione di una conferenza al fine di sottoporre la presente Convenzione a revisione.

2. Una conferenza di revisione, alla quale saranno invitate tutte le Parti contraenti e tutti gli Stati menzionati al paragrafo 1 dell'articolo 52, sarà convocata dal Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite allorché entro un termine di sei mesi, a decorrere dalla data in cui il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite avrà trasmesso la notifica, almeno un quarto degli Stati che sono Parti contraenti gli avranno comunicato che acconsentono alla domanda.

3. Una conferenza di revisione, alla quale saranno invitate tutte le Parti contraenti e tutti gli Stati menzionati al paragrafo 1 dell'articolo 52, sarà parimenti convocata dal Segretario

generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite non appena gli sarà notificata una richiesta a tal fine da parte del Comitato di gestione. Il Comitato di gestione deciderà alla maggioranza dei suoi membri presenti e votanti se dev'essere presentata una tale richiesta.

4. Se una conferenza è convocata in applicazione delle disposizioni del paragrafo 1 o 3 del presente articolo, il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite ne informerà tutte le Parti contraenti e le inviterà a sottoporre, entro un termine di tre mesi, le proposte che esse desiderano siano esaminate durante la conferenza. Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite trasmetterà a tutte le Parti contraenti, almeno tre mesi prima della data d'apertura della conferenza, l'ordine del giorno provvisorio della conferenza e i testi di tali proposte.

Articolo 63

Notifiche

Oltre alle notifiche e comunicazioni previste agli articoli 61 e 62, il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite notifichera a tutti gli Stati menzionati all'articolo 52:

a) le firme, ratifiche, accettazioni, approvazioni e adesioni ai sensi dell'articolo 52;
b) le date d'entrata in vigore della presente Convenzione, conformemente all'articolo 53;
c) le denunce ai sensi dell'articolo 54;
d) l'abrogazione della *presente* Convenzione, ai sensi dell'articolo 55;
e) le riserve formulate ai sensi dell'articolo 58

Articolo 64

Testo autentico

Dopo il 31 dicembre 1976 l'originale della *presente* Convenzione sarà depositato presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, il quale ne trasmetterà copie autenticate a ciascuna delle Parti contraenti e a ciascuno degli Stati menzionati al paragrafo 1 dell'articolo 52 che non sono Parti contraenti.

In fede di che, i sottoscritti, a ciò debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione

Fatto a Ginevra, il quattordici novembre millenovecentosettantacinque, in un solo esemplare, in francese, inglese e russo, testi che fanno ugualmente fede

ALLEGATO 1

MODELLO DI *CARNET* TIR

Il *carnet* TIR è stampato in francese salvo la pagina 1 di copertina le cui rubriche sono stampate anche *in inglese; le «Norme relative all'impiego del carnet* TIR» sono riportate in inglese alla pagina 3 della medesima copertina.

Pagina 1 della copertina

(Nome dell'Organizzazione internazionale)

CARNET TIR* N.

1. Valido per l'accettazione da parte dell'ufficio doganale di partenza sino al .... incluso

2. Rilasciato da ....

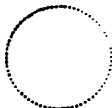
....
(Nome dell'associazione di emissione)

3. Titolare ....

....
(Nome, indirizzo, paese)

4. Firma del delegato dell'associazione di emissione timbro dell'associazione

5. Firma del segretario dell'organizzazione internazionale:

....

(Da compilare prima dell'uso a cura del titolare del carnet)

6. Paese di partenza ....

7. Paese di destinazione ....

....

8. Numero(numeri) di immatricolazione del(dei) veicolo(veicoli) stradale(stradali) (¹)

....

9. Certificato(i) di approvazione del(dei) veicolo(i) stradale(i) (N. e data) (¹)

....

10. Numero(numeri) d'identificazione del(dei) contenitore(contenitori) (¹)

....

11. Osservazioni ....

....

12. Firma del titolare del carnet:

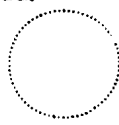
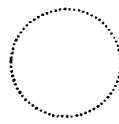
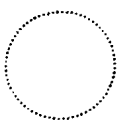
(¹) Cancellare la menzione inutile.

....

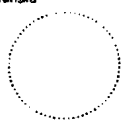
(*) Vedi allegato 1 della convenzione TIR 1975, elaborata sotto gli auspici della commissione economica delle Nazioni Unite per l'Europa

NORME RELATIVE ALL'IMPIEGO DEL CARNET TIR

A. Generalità

1. **Emissione:** Il carnet TIR sarà emesso nel paese di partenza o nel paese in cui il titolare è residente o domiciliato
2. **Lingua:** Il carnet TIR è stampato in lingua francese salvo la pagina 1 di copertina le cui rubriche sono stampate anche in inglese; le «Norme relative all'impiego del carnet TIR» sono riportate in inglese alla pagina 3 della medesima copertina. Possono anche essere inseriti altri fogli con la traduzione in altre lingue del testo stampato.
3. **Validità:** Il carnet TIR rimane valido fino all'ultimazione dell'operazione TIR presso l'ufficio doganale di destinazione, sempreché sia stato preso incarico dall'ufficio doganale di partenza entro il termine fissato dall'associazione di emissione (rubrica 1 della pagina 1 della copertina e rubrica 4 dei tagliandi).
4. Numero di carnet. Si potrà richiedere un solo carnet TIR per un insieme di veicoli (veicoli accoppiati) o per più contenitori caricati su un unico veicolo o su un insieme di veicoli (vedi anche la norma 10 d).
5. **Numero degli uffici doganali di partenza e di destinazione:** I trasporti effettuati sotto scorta di un carnet TIR possono interessare più uffici doganali di partenza e di destinazione ma, salvo autorizzazione:
   a) gli uffici doganali di partenza devono essere situati nello stesso paese,
   b) gli uffici doganali di destinazione non possono essere situati in più di due paesi,
   c) il numero totale degli uffici doganali di partenza e di destinazione non può essere superiore a quattro (vedi anche la norma 10 e)).
6. **Numero di fogli:** Se il trasporto interessa un solo ufficio doganale di partenza e un solo ufficio doganale di destinaziona, il carnet TIR deve contenere almeno 2 fogli per il paese di partenza, 3 fogli per il paese di destinazione e 2 fogli per ciascun altro paese attraversato. Per ogni altro ufficio doganale di partenza o di destinazione si richiedono rispettivamente altri 2 o 3 fogli supplementari; si devono inoltre aggiungere 2 altri fogli se gli uffici doganali di destinazione sono situati in due diversi paesi.
7. **Presentazione agli uffici doganali:** Il carnet TIR viene presentato con il veicolo stradale, l'insieme di veicoli, il o i contenitori a ciascun ufficio doganale di partenza, di passaggio e di destinazione. Nell'ultimo ufficio doganale di partenza, l'agente deve apporre la propria firma e un timbro con data dell'ufficio doganale in calce al manifesto di tutti i tagliandi da utilizzare per il seguito del trasporto (rubrica 19).

B. Come compilare il carnet TIR

8. **Cancellature, modifiche:** Il carnet TIR non deve contenere alcuna cancellatura o modifica supplementare. Qualsiasi rettifica dovrà essere effettuata cancellando le indicazioni errate e aggiungendo, se del caso, le indicazioni volute. Qualsiasi modifica dovrà essere approvata dal suo autore e vistata per convalida *dalle autorità doganali.*
9. **Indicazione circa l'immatricolazione:** Qualora le disposizioni nazionali non prevedano l'immatricolazione di rimorchi o semirimorchi, si indica, anziché il numero d'immatricolazione, numero d'identificazione o di fabbricazione.
10. **Manifesto:**
    a) Il manifesto sarà redatto nella lingua del paese di partenza salvo che le autorità doganali non autorizzino l'uso di un'altra lingua. Le autorità doganali dei paesi attraversati si riservano il diritto di esigerne una traduzione nella loro lingua. Per evitare i ritardi che potrebbero risultare da tale richiesta, si consiglia il trasportatore di munirsi delle necessarie traduzioni.
    b) *Le indicazioni riportate nel manifesto dovrebbero essere dattilografate o riprodotte in modo da essere chiaramente leggibili su* tutti i fogli. I fogli illeggibili saranno rifiutati dalle autorità doganali.
    c) Se non vi fosse spazio sufficiente per riportare sul manifesto tutte le merci trasportate, si possono allegare ai tagliandi fogli dello stesso modello del manifesto o documenti commerciali contenenti tutte le indicazioni del manifesto. In tal caso tutti i tagliandi dovranno riportare le seguenti indicazioni:
       i) numero dei fogli allegati (casella 10),
       ii) numero e natura dei colli o degli oggetti nonché peso lordo totale delle merci elencate nei fogli allegati (caselle 11, 12 e 13).
    d) Quando il carnet TIR copre un insieme di veicoli o più contenitori, nel manifesto si deve indicare separatamente il contenuto di ciascun veicolo e di ciascun contenitore. Tale indicazione dovrà essere preceduta dal numero di immatricolazione del veicolo o dal numero d'identificazione del contenitore (rubrica 11 del manifesto).
    e) Analogamente, ove vi siano più uffici doganali di partenza o di destinazione, nel manifesto si devono nettamente separare, per ciascun ufficio doganale, le indicazioni relative alle merci che esso ha preso in carico o che sono ad esso destinate.
11. **Elenchi d'imballaggio, fotografie, piani, ecc.:** Se tali documenti sono richiesti dalle autorità doganali per l'identificazione delle merci pesanti o voluminose, essi devono recare il visto delle medesime autorità ed essere attaccati alla pagina 2 della copertina del carnet. Inoltre se ne farà menzione alla casella 10 di tutti i fogli.
12. **Firma:** Tutti i tagliandi (rubriche 16 e 17) saranno datati e firmati dal titolare del carnet TIR o dal suo rappresentante.

C. Incidenti o guasti

13. Se, durante il percorso, per caso fortuito, un sigillo doganale si rompe o le merci sono distrutte o danneggiate, il trasportatore deve rivolgersi immediatamente alle autorità doganali se si trova nelle vicinanze o, in mancanza, ad altre autorità competenti del paese in cui si trova. Tali autorità redigeranno al più presto il verbale di constatazione contenuto nel carnet TIR.
14. In caso di incidente che comporti la necessità di trasbordo su un altro veicolo o in un altro contenitore, tale trasbordo deve effettuarsi alla presenza di una delle autorità di cui alla norma 13. Tale autorità redigerà il verbale di constatazione. A meno che nel carnet non vi sia la dicitura «merci pesanti o voluminose», il veicolo o il contenitore di sostituzione dovrà essere approvato per il trasporto di merci sotto sigillo doganale. Inoltre, esso verrà sigillato e il sigillo apposto sarà menzionato nel verbale. Tuttavia, qualora non fosse disponibile alcun veicolo o contenitore approvato, il trasbordo potrà essere effettuato su un veicolo o un contenitore non approvato, che però offra sufficienti garanzie. In quest'ultimo caso le autorità doganali dei paesi successivi giudicheranno se possono lasciar continuare su tale veicolo o contenitore il trasporto sotto copertura del carnet TIR.
15. In caso di imminente pericolo che imponga l'immediato scarico, parziale o totale, il trasportatore può agire di propria iniziativa, senza chiedere né attendere l'intervento delle autorità di cui alla norma 13. Egli dovrà però dimostrare che ha dovuto agire nell'interesse del veicolo o del contenitore o dal suo carico e immediatamente, dopo aver preso le misure preventive di prima necessità, avvertirà una delle autorità di cui alla norma 13 per far constatare i fatti, verificare il carico, sigillare il veicolo o il contenitore e redigere il verbale di constatazione.
16. Il verbale di constatazione resterà accluso al carnet TIR fino all'arrivo all'ufficio doganale di destinazione.
17. *Si raccomanda alle associazioni di fornire al trasportatore, oltre al modello inserito nello stesso carnet TIR, un certo numero di formulari di* verbali di constatazione redatti nella o nelle lingue dei paesi di transito.

MATRICE N. 1 (pagine dispari, bianco) **del CARNET TIR N.**

1. Accettazione da parte dell'ufficio doganale di ...
2. Con il n. ...
3. Sigilli o marchi d'identificazione apposti ...
4. ☐ Sigilli o marchi d'identificazione riconosciuti intatti
5. Varie (itinerario fissato, ufficio presso il quale il trasporto deve essere presentato, ecc.) ...

6. Firma dell'agente e timbro con data dell'ufficio doganale ...

TAGLIANDO N. 1

1. **CARNET TIR N.**

2. Ufficio(i) doganale(i) di partenza
   1. ... 2. ... 3. ...

3. Rilasciato da (nome dell'associazione di emissione)

4. Valido per l'accettazione da parte dell'ufficio doganale di partenza sino al ... incluso

Per uso ufficiale

5. Titolare del carnet (nome, indirizzo, paese)

6. Paese di partenza

7. Paese di destinazione

8. N. d'immatricolazione del(i) veicolo(i) stradale(i)

9. Certificato(i) d'approvazione (N. e data)

10. Documenti uniti al manifesto

MANIFESTO MERCI

11. a) Compartimenti di carico o contenitore(i) b) Marchi e n. di colli od oggetti	12. Numero e natura dei colli od oggetti; designazione delle merci	13. Peso lordo in kg	18. Sigilli o marchi d'identificazione apposti (numero, identificazione)

14. Totale dei colli indicati sul manifesto Destinazione:	Numero
1. Ufficio doganale	
2. Ufficio doganale	
3. Ufficio doganale	

15. Certifico che le indicazioni delle rubriche da 1 a 14 sono esatte e complete
16. Luogo e data
17. Firma del titolare o del suo rappresentante ...

19. Ufficio doganale di partenza Firma dell'agente e timbro con data dell'ufficio doganale ...

20. Certificato di accettazione (ufficio doganale di partenza o di entrata in fase di transito)

☐ 21. Sigilli e marchi d'identificazione riconosciuti intatti

22. Termine di transito

23. Registrato dall'ufficio doganale di | Con il n.

24. Varie (itinerario fissato, ufficio presso il quale il trasporto deve essere presentato, ecc.)

25. Firma dell'agente e timbro con data dell'ufficio doganale ...

MATRICE N. 2 (pagine pari, verde) del CARNET TIR N.

1. Arrivo constatato dall'ufficio doganale di ......
2. ☐ Sigilli o marchi d'identificazione riconosciuti intatti
3. Scaricato ...... colli od oggetti (come indicato sul manifesto)
4. Nuovi sigilli apposti ......
5. Riserve ......

6. Firma dell'agente e timbro con data dell'ufficio doganale

TAGLIANDO N. 2

1. CARNET TIR N.

2. Ufficio(i) doganale(i) di partenza
   1. ...... 2. ...... 3. ......

3. Rilasciato da (nome dell'associazione di emissione)

4. Valido per l'accettazione da parte dell'ufficio doganale di partenza sino al ...... incluso

Per uso ufficiale

5. Titolare del carnet (nome, indirizzo, paese)

6. Paese di partenza

7. Paese di destinazione

8. N. d'immatricolazione del(i) veicolo(i) stradale(i)

9. Certificato(i) d'approvazione (N. e data)

10. Documenti uniti al manifesto

MANIFESTO MERCI

11. a) Compartimento(i) di carico o contenitore(i) b) Marchi e n. di colli od oggetti	12. Numero e natura dei colli od oggetti, designazione delle merci	13. Peso lordo in kg	18. Sigilli o marchi d'identificazione apposti (numero, identificazione)

14. Totale dei colli indicati sul manifesto Destinazione:	Numero
1. Ufficio doganale	
2. Ufficio doganale	
3. Ufficio doganale	

15. Certifico che le indicazioni delle rubriche da 1 a 14 sono esatte e complete
16. Luogo e data
17. Firma del titolare o del suo rappresentante

19. Ufficio doganale di partenza
Firma dell'agente e timbro con data dell'ufficio doganale

20. Certificato di accettazione (ufficio doganale di partenza o di entrata in fase di transito)

☐ 21. Sigilli e marchi d'identificazione riconosciuti intatti

22. Termine di transito

23. Registrato dall'ufficio doganale di | Con il n.

24. Varie (itinerario fissato, ufficio presso il quale il trasporto deve essere presentato, ecc.)

25. Firma dell'agente e timbro con data dell'ufficio doganale

TAGLIANDO DESTINATO ESCLUSIVAMENTE,
se necessario, all'ufficio doganale
di destinazione

TAGLIANDO N. 2 (rosa)

1 CARNET TIR N.

2 Ufficio(i) doganale(i) di partenza

1. .... 2. ....

3. ....

3 Rilasciato da (nome dell'associazione di emissione)

4 Valido per l'accettazione da parte dell'ufficio doganale di partenza sino al .... incluso

Per uso ufficiale

5 Titolare del carnet (nome, indirizzo, paese)

6 Paese di partenza

7 Paese di destinazione

8. N. (nn.) d'immatricolazione del(i) veicolo(i) stradale(i)

9 Certificato(i) d'approvazione (N. e data)

10 Documenti uniti al manifesto

MANIFESTO MERCI

11. a) Compartimento(i) di carico o contenitore(i) b) Marchi e n. di colli od oggetti	12. Numero e natura dei colli od oggetti, designazione delle merci	13 Peso lordo in kg	18 Sigilli o marchi d'identificazione apposti (numero, identificazione)

14. Totale dei colli indicati sul manifesto Destinazione	Numero
1. Ufficio doganale	
2. Ufficio doganale	
3. Ufficio doganale	

15 Certifico che le indicazioni delle rubriche da 1 a 14 sono esatte e complete

16. Luogo e data

17 Firma del titolare o del suo rappresentante

....

19. Ufficio doganale di partenza
Firma dell'agente e timbro con data dell'ufficio doganale

....

20. Certificato di accettazione (ufficio doganale di partenza o di entrata in fase di transito)

☐ 21. Sigilli e marchi d'identificazione riconosciuti intatti

22. Termine di transito

23. Registrato dall'ufficio doganale di

Con il n.

24. Varie (itinerario fissato, ufficio presso il quale il trasporto deve essere presentato, ecc.)

25. Firma dell'agente e timbro con data dell'ufficio doganale

....

Verbale di constatazione (giallo)

ai sensi dell'articolo 25 della convenzione TIR
(vedi anche norme da 13 a 17 per l'impiego del carnet TIR)

1. Ufficio(i) doganale(i) di partenza	2. **CARNET TIR** N.
	3. Rilasciato da
4. N.(nn.) d'immatricolazione del(i) veicolo(i) stradale(i) . N.(nn.) d'identificazione del(i) contenitore(i)	5. Titolare del carnet
6. Il(i) sigillo(i) doganale(i) è (sono) intatto(i) ☐ non intatto(i) ☐	8. Osservazioni
7 Il(i) compartimento(i) di carico o contenitore(i) è (sono) intatto(i) ☐ non intatto(i) ☐	

9. ☐ Pare che nessuna merce manchi ☐ Le merci designate nelle rubriche da 10 a 13 mancano (M) o sono distrutte (D) come indicato nella rubrica 12

10. a) Compartimento(i) di carico o contenitore(i) b) Marchi e nn. dei colli od oggetti	11 Numero e natura dei colli od oggetti; designazione delle merci	12. M o D	13. Osservazioni (indicare in particolare le quantità mancanti o distrutte)

14. Data, luogo e circostanze dell'incidente

15. Misure prese per permettere la continuazione dell'operazione TIR

☐ apposizione di nuovi sigilli numero .... caratteristiche ....

☐ *trasbordo di merci (vedi rubrica 16)*

☐ altre

16. Se le merci sono state trasbordate: caratteristiche del(i) veicolo(i) stradale(i) o del(i) contenitore(i) sostitutivo(i)

	N. d'immatricolazione	Approvato sì	Approvato no	N. del certificato di approvazione	Numero e caratteristiche dei sigilli apposti
a) veicolo	....	☐	☐	....	.... / ....
	....	☐	☐	....	.... / ....
	N. d'identificazione				
b) contenitore	....	☐	☐	....	.... / ....
	....	☐	☐	....	.... / ....

17. Autorità che ha redatto il presente verbale	*18 Visto del successivo ufficio doganale raggiunto dal trasporto TIR*
Luogo/data/timbro Firma	Firma

☐ Apporre una croce nelle opportune caselle

Pagina 3 della copertina

RULES REGARDING THE USE OF THE TIR CARNET

A. General

1. **Issue**. The TIR carnet may be issued either in the country of departure or in the country in which the holder is established or resident.

2. **Language**: The TIR carnet is printed in French except for page 1 of the cover where the items are also printed in English; this page is a translation of the 'Rules regarding the use of the TIR carnet' given in French on page 2 of the cover. Additional sheets giving a translation of the printed text may also be inserted.

3. **Validity**: The TIR carnet remains valid until the completion of the TIR operation at the customs office of destination, provided that it has been taken under customs control at the customs office of departure within the time limit set by *the issuing association (item 1 of page 1 of the cover, and item 4 of the vouchers).*

4. **Number of carnets**: Only one TIR carnet need be required for a combination of vehicles (coupled vehicles) or for several containers loaded either on a single vehicle or on a combination of vehicles (see also rule 10 (d) below).

5. **Number of customs offices of departure and customs offices of destination**: Transport under cover of a TIR carnet may involve several customs offices of departure and destination, but, unless otherwise authorized:

   (a) the customs offices of departure must be situated in the same country;

   (b) the customs offices of destination may not be situated in more than two countries;

   (c) the total number of customs offices of departure and destination may not exceed four (see also rule 10 (e) below).

6. **Number of forms**: Where there is only one customs office of departure, and one customs office of destination, the TIR carnet must contain at least two sheets for the country of departure, three sheets for the country of destination and two sheets for each country traversed. For each additional customs office of departure two extra sheets and for each *additional customs office of destination* three extra sheets shall be required, in addition, there must be two more sheets if the customs offices of destination are situated in two different countries.

7. **Presentation at customs offices**: The TIR carnet shall be presented with the road vehicle, combination of vehicles, or container(s) at each customs office of departure, customs office *en route* and customs office of destination. At the last customs office of departure, the customs officer shall sign and date stamp item 19 below the manifest on all vouchers to be used on the remainder of the journey.

B. How to fill in the TIR carnet

8. **Erasures, over-writing**: No erasures or over-writing shall be made on the TIR carnet. Any corrections shall be made by crossing out the incorrect particulars and adding, if necessary, the required particulars. Any change shall be initialled by the person making it and endorsed by the customs authorities.

9. **Information concerning registration**: When national legislation does not provide for registration of trailers and semi-trailers, the identification of manufacturer's number shall be shown instead of the registration number.

10. **The manifest**:

    (a) The manifest must be completed in the language of the country of departure, unless the customs authorities allow another language to be used. The customs authorities of the other countries traversed reserve the right to require its translation into their own language. In order to avoid delays which might ensue from this requirement, carriers are advised to supply the driver of the vehicle with the requisite translations.

    (b) The information on the manifest should be typed or multicopied in such a way as to be clearly legible on all the sheets. Illegible sheets will not be accepted by the customs authorities.

    (c) When there is not enough space in the manifest to enter all the goods carried, separate sheets of the same model as the manifest or commercial documents providing all the information required by the manifest may be attached to the vouchers. In such cases, all the vouchers must contain the following particulars:

    (i) the number of sheets attached (box 10).

    (ii) the number and type of packages or articles and the total gross weight of the goods listed on the attached sheets (boxes 11 to 13)

    (d) When the TIR carnet covers a combination of vehicles or several containers, the contents of each vehicle or each container shall be indicated separately on the manifest. This information shall be preceded by the registration number of the vehicle or the identification number of the container (item 11 of the manifest).

    (e) Likewise, if there are several customs offices of departure or of destination, the entries concerning the goods taken under customs control at, or intended for, each customs office shall be clearly separated from eachother on the manifest.

11. **Packing lists, photographs, plans, etc.**: When such documents are required by the customs authorities for the identification of heavy or bulky goods, they shall be endorsed by the customs authorities and attached to page 2 of the cover of the carnet. In addition, a reference shall be made to these documents in box 10 of all vouchers.

12. **Signature**: *All vouchers (items 16 and 17) must be dated and signed by the holder of the TIR carnet or his agent.*

C. Incidents or accidents

13. In the event of customs seals being broken or goods being destroyed or damaged by accident *en route* the carrier shall immediately contact the customs authorities, if there are any near at hand, or, if not, any other competent authorities of the country he is in. The authorities concerned shall drew up with the minimum delay the certified report which is contained in the TIR carnet.

14. In the event of an accident necessitating transfer of the load to another vehicle or another container, this transfer may be carried out only in the presence of one of the authorities mentioned in rule 13 above. The said authority shall draw up the certified report. Unless the carnet carries the words 'Heavy or bulky goods', the vehicle or container substituted must be one approved for the transport of goods under customs seals. Furthermore, it shall be sealed and details of the seal affixed shall be indicated in the certified report. However, if no approved vehicle or container is available, the goods may be transferred to an unapproved vehicle or container, provided it affords adequate safeguards. In the latter event, the customs authorities of succeeding countries shall judge whether they, too, can allow the transport under cover of the TIR carnet to continue in that vehicle or container.

15. In the event of imminent danger necessitating immediate unloading of the whole or of part of the load, the carrier may take action on his own initiative without requesting, or waiting for action by the authorities mentioned in rule 13 above. It shall then be for him to furnish proof that he was compelled to take such action in the interests of the vehicle or container or of the load and, as soon as he has taken such preventive measures as the emergency may require, he shall notify one of the authorities mentioned in rule 13 above in order that the facts may be verified, the load checked, the vehicle or container sealed and the certified report drawn up.

16. The certified report shall remain attached to the TIR carnet until the customs office of destination is reached.

17. In addition to the *model form inserted in the TIR carnet itself, associations are recommended to furnish carriers with* a supply of certified report forms in the language or languages of the countries of transit.

ALLEGATO 2

REGOLAMENTO RELATIVO ALLE CONDIZIONI TECNICHE APPLICABILI AI VEICOLI STRADALI CHE POSSONO ESSERE AMMESSI AL TRASPORTO INTERNAZIONALE SOTTO SIGILLO DOGANALE

Articolo 1

Principi fondamentali

Potranno essere approvati per il trasporto internazionale di merci, sotto sigillo doganale, soltanto i veicoli il cui compartimento riservato al carico è costruito e attrezzato in modo che:

a) nessuna merce possa essere tolta dalla parte sigillata del veicolo od esservi introdotta senza lasciare tracce visibili di scasso o senza rotture del sigillo doganale;

b) il sigillo doganale possa esservi apposto in modo semplice ed efficace;

c) non comportino alcun spazio nascosto che consenta l'occultamento di merci;

d) tutti gli spazi che possono contenere merci siano facilmente accessibili per le visite doganali

Articolo 2

Struttura del compartimento riservato al carico

1 Per soddisfare le prescrizioni dell'articolo 1 del presente regolamento

a) gli elementi costitutivi del compartimento riservato al carico (pareti, pianali, porte, tetto, montanti, telai, traverse, ecc) saranno montati mediante dispositivi che non possono essere tolti e rimontati dall'esterno senza lasciare tracce visibili o secondo metodi che permettono di *costituire* un insieme che non possa essere modificato senza lasciare tracce visibili. Se le pareti, il pianale, le porte e il tetto sono costituiti da elementi diversi, questi elementi dovranno rispondere alle stesse prescrizioni ed essere sufficientemente resistenti;

b) le porte e tutti gli altri sistemi di chiusura (compresi rubinetti, portelli, dispositivi di chiusura, ecc.) saranno muniti di un dispositivo che consenta di apporvi un sigillo doganale. Tale dispositivo non deve poter essere tolto e rimontato dall'esterno senza lasciare tracce visibili e la porta o la chiusura non deve potere essere aperta senza rompere il sigillo doganale Quest'ultimo sarà protetto in modo adeguato. Saranno ammessi i tetti apribili;

c) le aperture di ventilazione e di scarico saranno munite di un dispositivo che impedisca di accedere all'interno del compartimento riservato al carico. Tale dispositivo non deve poter essere tolto e rimontato dall'esterno senza lasciare tracce visibili.

2 Nonostante le disposizioni dell'articolo 1, lettera *c)*, del presente regolamento, saranno ammessi gli elementi costitutitivi del compartimento riservato al carico che, per motivi pratici, devono comportare spazi vuoti (per esempio, tra i divisori di una parete doppia). Affinché tali spazi non possano essere utilizzati per l'occultamento delle merci:

i) se il rivestimento interno del compartimento ricopre tutta l'altezza della parete, dal pianale al tetto o, in altri casi, se lo spazio esistente tra questo rivestimento e la parete esterna è completamente chiuso, detto rivestimento dovrà essere applicato in modo da non poter essere tolto e rimesso a posto senza lasciare tracce visibili, e

ii) se il rivestimento non ricopre tutta l'altezza dalla parete e gli spazi che lo separano dalla parete esterna non sono interamente chiusi, e in tutti gli altri casi in cui si creano spazi durante la costruzione, il numero di detti spazi dovrà essere ridotto al minimo ed essi dovranno essere facilmente accessibili per le visite doganali.

3. Saranno autorizzate le prese di luce a condizione che siano fatte con materiali sufficientemente resistenti e che non possano essere tolte e reinstallate dall'esterno senza lasciare tracce visibili. Sarà tuttavia ammesso il vetro ma in tal caso la presa di luce sarà munita di una rete metallica fissa che non può essere tolta dall'esterno; le maglie della rete non potranno avere una dimensione superiore a 10 mm.

4. Saranno ammesse le aperture praticate nel pianale a scopi tecnici, quale l'ingrassaggio, la manutenzione, il riempimento del serbatoio della sabbia, solo a condizione che siano munite di un coperchio che deve poter essere fissato in modo che non sia possibile accedere dall'esterno al compartimento riservato al carico.

Articolo 3

Veicoli con telone

1. I veicoli con telone dovranno soddisfare le condizioni di cui agli articoli 1 e 2 del presente regolamento sempreché esse possano essere applicate a tali veicoli. Essi saranno inoltre conformi alle disposizioni del presente articolo.

2. Il telone sarà in tela forte o in tessuto ricoperto di materia plastica o gommato, non estensibile e sufficientemente resistente. Dovrà essere in buono stato e confezionato in modo che, una volta apposto il dispositivo di chiusura, non si possa accedere al compartimento riservato al carico senza lasciare tracce visibili.

3. Se il telone è composto di più pezzi, i bordi di questi ultimi dovranno essere ripiegati uno nell'altro e riuniti a mezzo di due cuciture distanti almeno 15 mm. Queste cuciture dovranno essere eseguite conformemente al disegno n. 1, unito al presente regolamento; tuttavia, quando, per alcune parti del telone (quali lembi posteriori ed angoli rinforzati), detta cucitura non sia realizzabile, sarà sufficiente ripiegare il bordo della parte superiore e cucirlo conformemente ai disegni n. 2 o n. 2 *a)*, uniti al presente regolamento. Una di tali cuciture sarà visibile soltanto dall'interno e il colore del filo impiegato per tale cucitura dovrà essere nettamente diverso dal colore del telone e dal colore del filo impiegato per l'altra cucitura. Tutte le cuciture dovranno essere eseguite a macchina.

4. Se il telone è in tessuto ricoperto di materia plastica ed è composto di più pezzi, questi pezzi potranno essere riuniti anche con saldatura, conformemente al disegno 3, unito al presente regolamento. Il bordo di un pezzo ricoprirà il bordo dell'altro per almeno 15 mm di larghezza. I pezzi dovranno essere saldati su tutta la larghezza. Il bordo esterno di unione sarà ricoperto di un nastro in materia plastica, largo almeno 7 mm, fissato con lo stesso procedimento di saldatura. Su questo nastro e su una larghezza di almeno 3 mm a ciascun lato dello stesso verrà impresso un rilievo uniforme e molto marcato. La saldatura verrà eseguita in modo che i pezzi non possano essere separati e successivamente riuniti senza lasciare tracce visibili.

5. Le riparazioni dovranno essere effettuate secondo il metodo illustrato nel disegno n. 4, unito al presente regolamento; i bordi dovranno essere ripiegati uno nell'altro e riuniti a mezzo di due cuciture, visibili e distanti almeno 15 mm; il filo visibile dall'interno sarà di colore diverso da quello del filo visibile dall'esterno nonché da quello del telone; tutte le cuciture dovranno essere eseguite a macchina. Se la riparazione di un telone danneggiato vicino ai bordi

deve essere effettuata sostituendo la parte in questione con un altro pezzo, la cucitura potrà anche essere eseguita conformemente alle prescrizioni del paragrafo 3 del presente articolo e del disegno n. 1, unito al presente regolamento. Le riparazioni dei teloni in tessuto ricoperto di materia plastica potranno anche essere eseguite secondo il metodo descritto nel paragrafo 4 del presente articolo, ma in tal caso il nastro dovrà essere apposto su ambedue le parti del telone e il nuovo pezzo dovrà essere applicato nella parte interna.

6. *a)* Il telone sarà fissato al veicolo in modo da soddisfare rigorosamente le condizioni dell'articolo 1, lettere *a)* e *b)*, del presente regolamento. La chiusura potrà eseguirsi con

i) anelli metallici applicati al veicolo;
ii) asole eseguite sul bordo del telone;
iii) un legame di chiusura che passi negli anelli sopra il telone e resti visibile dall'esterno per tutta la lunghezza.

Il telone ricoprirà elementi solidi del veicolo per almeno 250 mm, misurati a partire dal centro degli anelli di fissazione, tranne nel caso che il sistema di costruzione del veicolo impedisca di per sé stesso di accedere al compartimento riservato al carico.

b) Qualora il bordo di un telone debba essere attaccato in modo permanente al veicolo, esso verrà fissato in modo continuo per mezzo di dispositivi solidi.

7. Il telone sarà sostenuto da una sovrastruttura adeguata (montanti, pareti, centine o assi, ecc).

8 La distanza tra gli anelli e le asole non dovrà essere superiore a 200 mm Le asole saranno rinforzate

9 Per le legature di chiusura saranno utilizzati

a) cavi di acciaio del diametro minimo di 3 mm, o
b) corde di canapa o di sisal del diametro minimo di 8 mm, con un rivestimento in materia plastica trasparente non estensibile

I cavi potranno essere muniti di in rivestimento in materia plastica trasparente non estensibile.

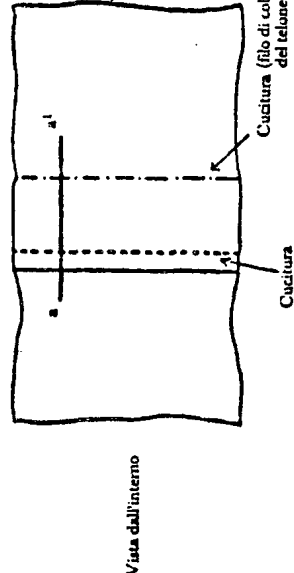
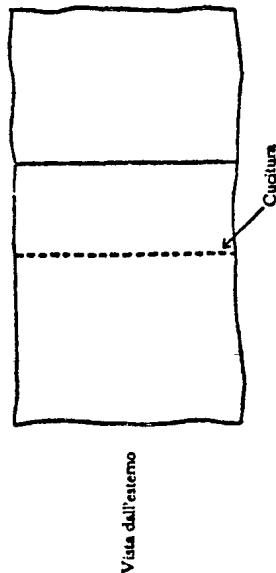
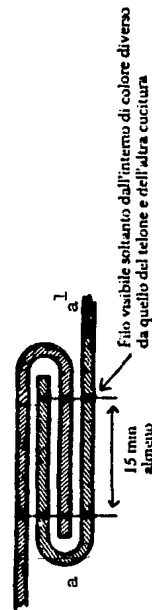
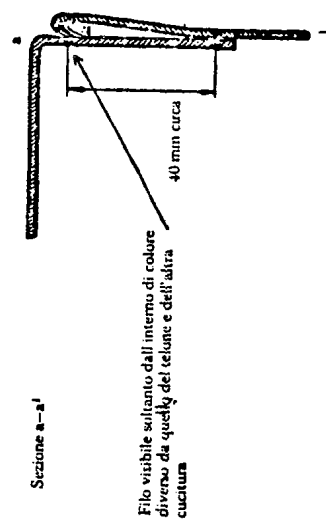
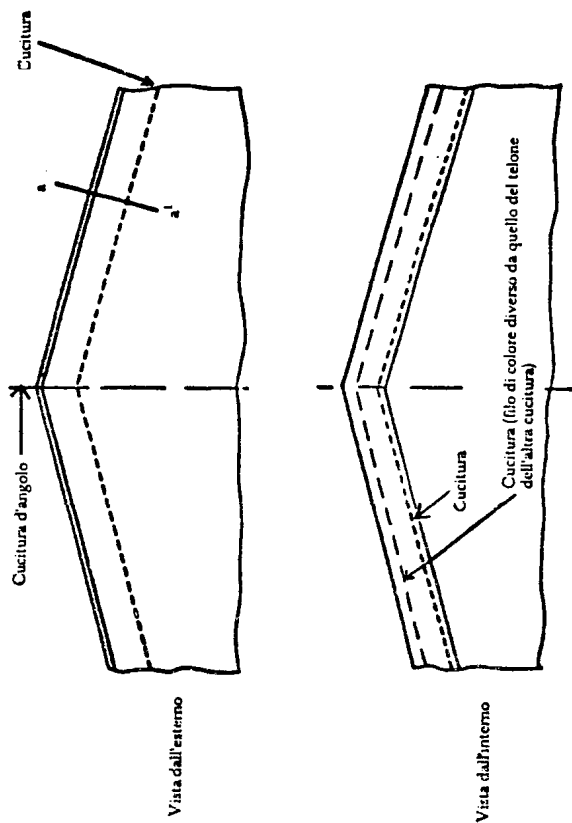
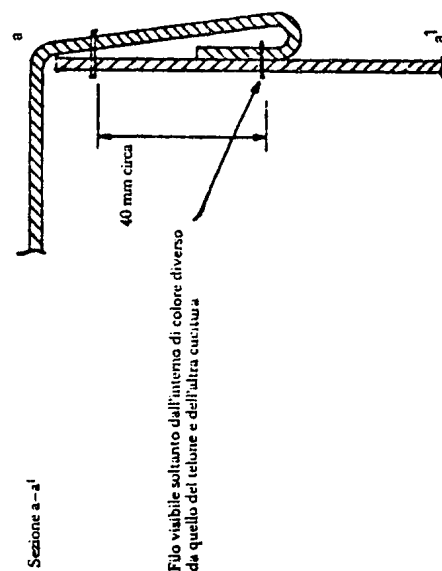
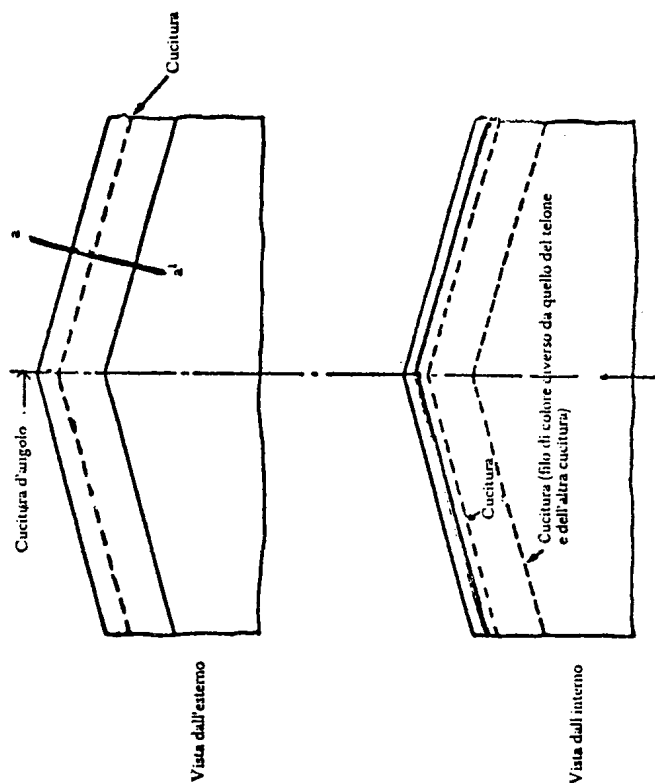
10 Ogni cavo o corda dovrà essere in un unico pezzo e sarà munito di un puntale di metallo duro a ciascuna estremità Il dispositivo di attacco di ogni puntale metallico dovrà essere munito di un rivetto forato che attraversi il cavo o la corda e permetta il passaggio della legatura del sigillo doganale. Il cavo o la corda dovrà essere visibile da ambedue le parti del rivetto forato, in modo che sia possibile accertare che tale cavo o corda è in un unico pezzo (vedi disegno n. 5, unito al presente regolamento).

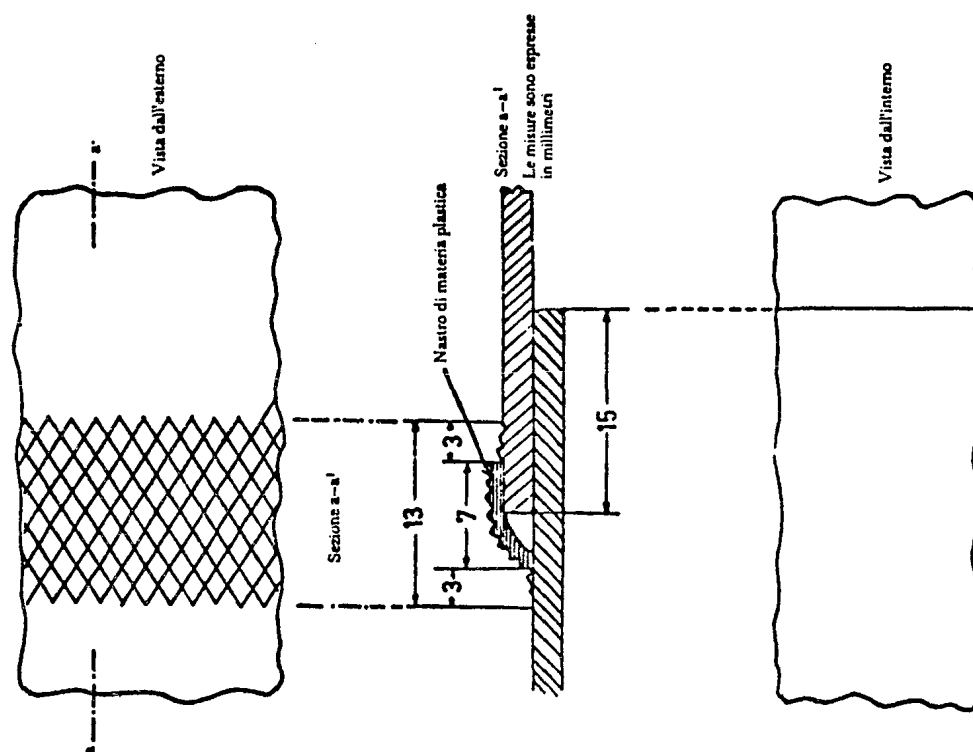
11. Presso le aperture destinate al carico o allo scarico praticate nel telone, i due bordi del telone dovranno essere sovrapposti in maniera sufficiente Inoltre, la loro chiusura sarà assicurata:

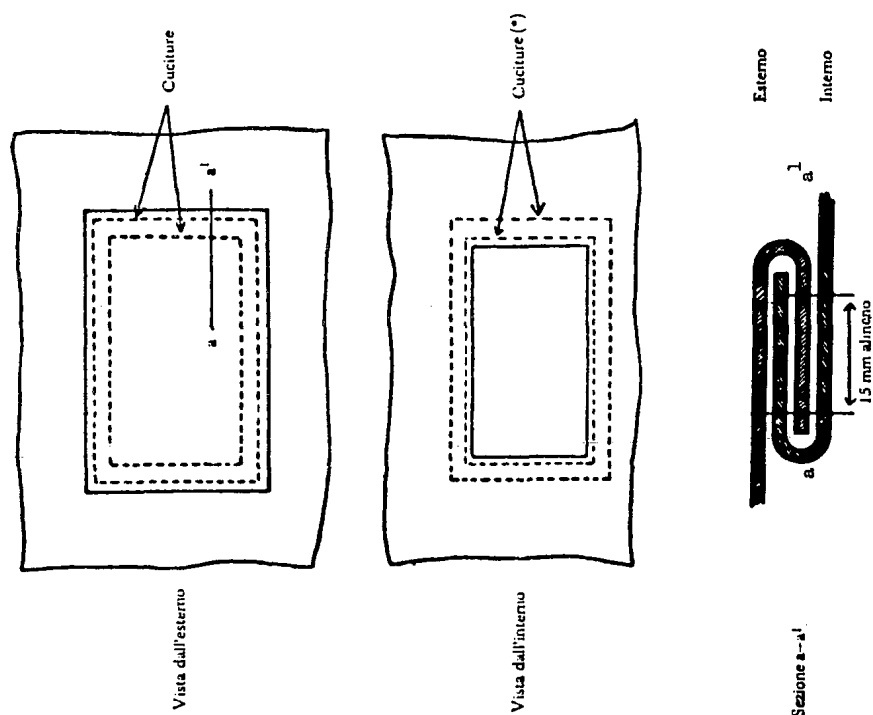
a) da un lembo cucito o saldato conformemente ai paragrafi 3 e 4 del presente articolo;
b) da anelli e asole che soddisfino le condizioni del paragrafo 8 del presente articolo, e
c) da una cinghia fatta in materia appropriata, in un solo pezzo e non estensibile, larga almeno 20 mm e spessa almeno 3 mm, che passi attraverso gli anelli e tenga uniti i due bordi del telone e il lembo; tale coreggia sarà fissata all'interno del telone e munita di un occhiello per ricevere il cavo o la corda di cui al paragrafo 9 del presente articolo.

Qualora esista un dispositivo speciale (deflettore, ecc.) che impedisca l'accesso al compartimento riservato al carico senza lasciare tracce visibili, il lembo non sarà richiesto.

Disegno n 1

Telone composto di più pezzi cuciti insieme

Disegno n 2
Telone composto di più pezzi cuciti insieme
Cucitura d'angolo
Cucitura
a
a1
Vista dall'esterno
Vista dall'interno
Cucitura
Cucitura (filo di colore diverso da quello del telone dell'altra cucitura)
Sezione a–a1
Filo visibile soltanto dall'interno di colore diverso da quello del telone e dell'altra cucitura
40 mm circa
Disegno 2 a)
Telone composto di più pezzi cuciti insieme
Cucitura d'angolo
Cucitura
Vista dall'esterno
Vista dall'interno
Cucitura
Cucitura (filo di colore diverso da quello del telone e dell'altra cucitura)
Sezione a–a1
40 mm circa
Filo visibile soltanto dall'interno di colore diverso da quello del telone e dell'altra cucitura

Disegno n. 3

Telone composto di più pezzi saldati insieme

Disegno n. 4

Riparazione del telone

(*) I fili visibili dall'interno dovranno essere di colore diverso da quello dei fili visibili all'esterno e del telone.

Disegno n 5

Modello di puntale

1 Vista laterale: Recto

2. Vista laterale: Verso

ALLEGATO 3

PROCEDURA DI APPROVAZIONE DEI VEICOLI STRADALI CHE RISPONDONO AI REQUISITI TECNICI PREVISTI DAL REGOLAMENTO DI CUI ALL'ALLEGATO 2

Generalità

1 I veicoli stradali possono essere approvati secondo una delle seguenti procedure

a) individualmente, o
b) per tipo di costruzione (serie di veicoli stradali)

2. L'approvazione darà luogo al rilascio di un certificato di approvazione conforme al modello dell'allegato 4 Tale certificato sarà stampato nella lingua del paese in cui viene rilasciato e in francese o in inglese. Qualora l'autorità che rilascia il cerificato di approvazione lo ritenga utile, tale certificato sarà corredato di fotografie e da disegni autenticati da questa autorità. Il numero di tali documenti sarà indicato dall'autorità di cui trattasi nella rubrica n. 6 del certificato.

3 Il certificato dovrà trovarsi a bordo del veicolo stradale

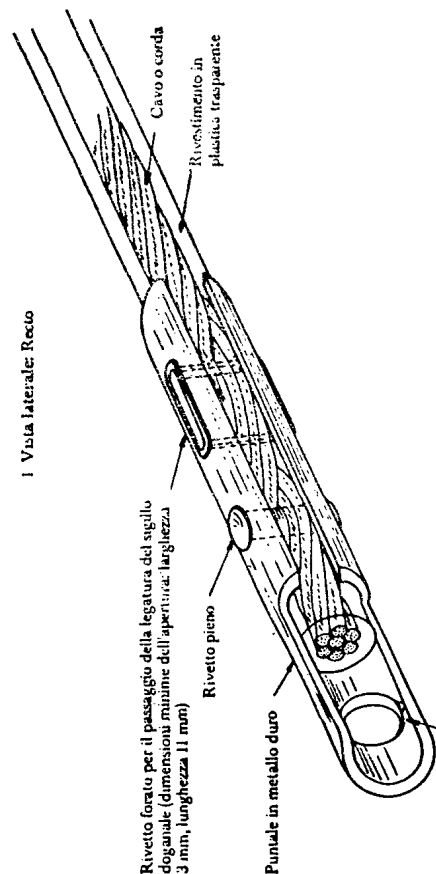
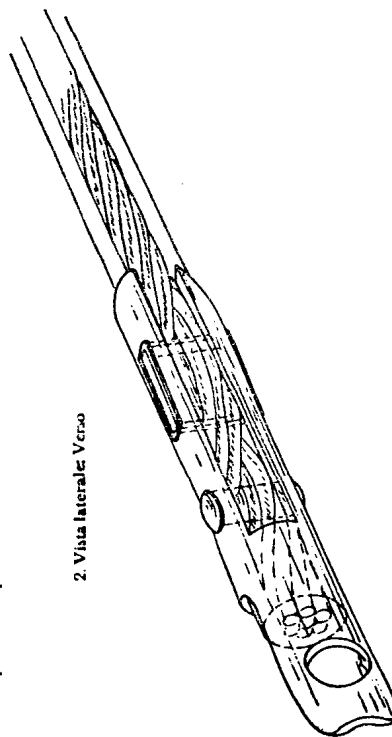
4. I veicoli stradali verranno presentati ogni due anni, per una verifica ed eventuale rinnovo dell'approvazione, alle autorità competenti del paese di immatricolazione del veicolo oppure, in caso di veicoli non immatricolati, del paese in cui è domiciliato il proprietario o l'utilizzatore

5 Se un veicolo stradale non soddisfa più i requisiti tecnici prescritti per la sua approvazione, prima di poter essere nuovamente utilizzato per il trasporto di merci scortate da *carnet* TIR, esso dovrà essere riportato allo stato in cui aveva ottenuto l'approvazione, onde soddisfare nuovamente tali requisiti tecnici.

6. In caso di modifica delle caratteristiche essenziali di un veicolo stradale, tale veicolo non sarà più coperto dall'approvazione concessa e dovrà ottenere una nuova approvazione dall'autorità competente, prima di poter essere utilizzato per il trasporto di merci scortate da *carnet* TIR.

7 Le autorità competenti del paese di immatricolazione del veicolo, oppure, in caso di veicoli che non richiedono immatricolazione, le autorità competenti del paese in cui è stabilito il proprietario o l'utilizzatore del veicolo, possono, all'occorrenza, ritirare o rinnovare il certificato di approvazione o rilasciarne uno nuovo, nelle circostanze elencate nell'articolo 14 della presente convenzione ed ai paragrafi 5 e 6 del presente allegato.

Procedura di approvazione individuale

8. L'approvazione individuale viene richiesta all'autorità competente dal proprietario, dall'esercente o dal rappresentante di uno di essi. L'autorità competente effettua il controllo del veicolo stradale presentato in applicazione delle norme generali previste ai precedenti paragrafi da 1 a 7, si assicura che esso soddisfi ai requisiti tecnici di cui all'allegato 2 e rilascia, dopo l'approvazione, un certificato conforme al modello dell'allegato 4.

Procedura di approvazione per tipo di costruzione (serie di veicoli stradali)

9. Quando i veicoli stradali sono fabbricati in serie secondo il medesimo tipo di costruzione, il costruttore potrà chiedere l'approvazione per tipo di costruzione all'autorità competente del paese di fabbricazione.

10. Nella domanda, il costruttore dovrà indicare i numeri o le lettere di identificazione che egli assegna al tipo di veicolo stradale di cui chiede l'approvazione.

11. Tale domanda dovrà essere corredata da schemi e da una specificazione della costruzione del tipo di veicolo stradale da approvare.

12. Il costruttore dovrà impegnarsi per iscritto:

a) a presentare all'autorità competente quei veicoli del tipo in causa che essa desideri esaminare;

b) a consentire all'autorità competente di esaminare altre unità in ogni momento durante la produzione della serie del tipo considerato;

c) ad informare l'autorità competente di ogni modifica degli schemi o delle specificazioni, indipendentemente dalla loro importanza, prima di effettuarla;

d) ad indicare sui veicoli stradali in un punto visibile i numeri o lettere di identificazione del tipo di costruzione ed il numero d'ordine di ogni veicolo nella serie del tipo considerato (numero di fabbricazione);

e) a tenere un registro dei veicoli fabbricati secondo il tipo approvato.

13. L'autorità competente indicherà, all'occorrenza, le modifiche da apportare al tipo di costruzione previsto per poter concedere l'approvazione.

14. Non verrà concessa nessuna approvazione per tipo di costruzione prima che l'autorità competente abbia constatato, esaminando uno o più veicoli fabbricati secondo tale tipo di costruzione, che i veicoli di tale tipo soddisfano ai requisiti tecnici prescritti dall'allegato 2.

15. L'autorità competente notificherà per iscritto al costruttore la decisione di approvazione del tipo in causa. Tale decisione sarà datata, numerata e indicherà esattamente l'autorità che l'ha presa.

16. L'autorità competente adotterà le misure necessarie per rilasciare, per ogni veicolo fabbricato in conformità con il tipo di costruzione approvato, un certificato di approvazione da essa debitamente vidimato.

17. Il titolare del certificato di approvazione dovrà completare, ove necessario, prima di utilizzare il veicolo per il trasporto di merci scortate da *carnet* TIR, il certificato di approvazione mediante:

— indicazione del numero di immatricolazione assegnato al veicolo (rubrica n. 1), oppure

— trattandosi di un veicolo non soggetto all'immatricolazione, indicazione del proprio nome e della sede del suo stabilimento (rubrica n. 8).

18. Quando un veicolo che ha formato oggetto di un'approvazione per tipo di costruzione viene esportato verso un altro paese che sia Parte contraente della presente convenzione, non verrà richiesta in tale paese nessuna nuova procedura di approvazione a seguito dell'importazione.

Procedura di annotazione del certificato di approvazione

19. Se un veicolo approvato, che trasporta merci scortate da *carnet* TIR, presenta difetti di notevole importanza, le autorità competenti delle parti contraenti potranno rifiutare al veicolo l'autorizzazione di proseguire il viaggio scortato da *carnet* TIR, oppure consentirgli di continuare il viaggio con il *carnet* TIR sul proprio territorio adottando opportune misure di controllo. Il veicolo approvato dovrà essere riparato quanto prima e, comunque, prima di ogni nuova utilizzazione per il trasporto scortato da *carnet* TIR.

20. In ognuno dei due casi di cui sopra, le autorità doganali apporteranno una menzione adeguata nella rubrica n. 10 del certificato di approvazione del veicolo. Quando le condizioni del veicolo giustificheranno di nuovo l'approvazione, esso verrà presentato alle autorità competenti di una parte contraente che convalideranno nuovamente il certificato, aggiungendo alla rubrica n. 10 una menzione che annulla le annotazioni precedenti. Nessun veicolo il cui certificato rechi una menzione alla rubrica n. 10 a norma delle disposizioni suddette potrà essere nuovamente utilizzato per il trasporto di merci scortate da *carnet* TIR fino a quando non sarà riparato e le annotazioni di cui alla rubrica n. 10 non saranno state annullate come sopra indicato.

21. Ogni menzione apportata sul certificato sarà datata e autenticata dalle autorità competenti.

22. Quando le autorità doganali ritengono che un veicolo presenti dei difetti di scarsa importanza che non creano alcun rischio di frode, potrà essere autorizzato il proseguimento dell'uso di tale veicolo per il trasporto di merci scortate da *carnet* TIR. Il titolare del certificato di approvazione sarà informato di tali difetti e dovrà fare riparare il veicolo entro termini ragionevoli.

ALLEGATO 4

MODELLO DI CERTIFICATO DI APPROVAZIONE DI UN VEICOLO STRADALE

(Pagina di copertina)

CERTIFICATO DI APPROVAZIONE

di un veicolo stradale per trasporti di merci sotto sigillo doganale

CERTIFICATO N

Convenzione TIR del 14 novembre 1975

Rilasciato da (autorità competente)

(piegatura)

(Ultima pagina)

AVVERTENZE IMPORTANTI

1 Qualora l'autorità che rilascia l'approvazione lo ritenga utile, il certificato di approvazione sarà corredato da fotografie o da disegni autenticati da tale autorità. Il numero di tali documenti sarà indicato dall'autorità di cui trattasi nella rubrica n. 6 del certificato.

2 Il certificato dovrà trovarsi a bordo del veicolo stradale

3. I veicoli stradali verranno presentati ogni due anni, per una verifica ed eventuale rinnovo dell'approvazione, alle autorità competenti del paese di immatricolazione del veicolo oppure, in caso di veicoli non immatricolati, del paese in cui è domiciliato il proprietario o l'utilizzatore

4 Se un veicolo stradale non soddisfa più i requisiti tecnici prescritti per la sua approvazione, prima di poter essere nuovamente utilizzato per il trasporto di merci scortate da carnet TIR, esso dovrà essere riportato allo stato in cui aveva ottenuto l'approvazione, onde soddisfare nuovamente tali requisiti tecnici.

5 In caso di modifica delle caratteristiche essenziali di un veicolo stradale, tale veicolo non sarà più coperto dalla approvazione concessa e dovrà ottenere una nuova approvazione dall'autorità competente, prima di poter essere utilizzato per il trasporto di merci scortate da carnet TIR.

Certificato di approvazione
n.

Identificazione

1 Numero di immatricolazione ....

2. Tipo di veicolo ....

3 Numero del telaio ....

4 Marca (o nome del costruttore) ....

5 Altre caratteristiche ....

6 Numero di allegati ....

7. Approvazione

☐ **approvazione individuale** valida sino al ☐

☐ approvazione per tipo di costruzione
(segnare con una croce la casella corrispondente)

Luogo ....

Data ....

Firma .... Timbro

8. Titolare (proprietario o utilizzatore) solo per veicoli non immatricolati:

Nome ed indirizzo ....

9. **Rinnovo**

Valido sino al			
Luogo			
Data			
Firma			
Timbro			

(piegatura)

Osservazioni
(riservato alle autorità competenti)

10. **Difetti constatati**		11. **Riparazione**	
Autorità	**Timbro**	**Autorità**	**Timbro**
Firma		**Firma**	
10. **Difetti constatati**		11. **Riparazione**	
Autorità	**Timbro**	Autorità	**Timbro**
Firma		Firma	
10. **Difetti constatati**		11. **Riparazione**	
Autorità	**Timbro**	*Autorità*	**Timbro**
Firma		Firma	

12. Altre osservazioni

Avvertenze importanti a tergo

ALLEGATO 5

TARGHE TIR

1. La targhe avranno le dimensioni di 250 mm per 400 mm.

2. La parola TIR, riportata in caratteri latini maiuscoli, avrà un'altezza di 200 mm ed i tratti delle lettere avranno uno spessore di almeno 20 mm e saranno di color bianco su fondo azzurro.

ALLEGATO 6

NOTE ESPLICATIVE

INTRODUZIONE

i) Conformemente alle disposizioni dell'articolo 43 della presente convenzione, le note esplicative danno l'interpretazione di talune disposizioni della medesima e dei suoi allegati. Tali note riportano anche talune pratiche raccomandate.

ii) Le note esplicative non modificano le disposizioni della presente convenzione o dei suoi allegati: esse ne specificano unicamente il contenuto, il significato e la portata.

iii) In particolare, per quanto riguarda le disposizioni dell'articolo 12 e dell'allegato 2 della presente convenzione, relative alle condizioni tecniche di approvazione dei veicoli stradali per il trasporto sotto sigillo doganale, le note esplicative precisano, se necessario, i procedimenti tecnici di costruzione che debbono essere accettati dalle parti contraenti in quanto rispondenti a tali disposizioni. Esse precisano inoltre, all'occorrenza, i processi tecnici di costruzione che non soddisfano a tali disposizioni.

iv) Le note esplicative consentono di applicare le disposizioni della presente convenzione e dei suoi allegati, tenendo conto dei progressi tecnici e delle esigenze di carattere economico.

TESTO PRINCIPALE DELLA CONVENZIONE

0.1 *Articolo 1*

0.1 *b)* Per eccezioni (tributi e aggravi) di cui alla lettera *b)* dell'articolo 1 s'intendono tutte le somme diverse dai dazi e dalle tasse riscossi dalle Parti contraenti all'importazione o all'esportazione o in occasione dell'importazione o dell'esportazione. Gli importi di tali somme saranno limitati al costo approssimativo dei servizi resi e non dovranno costituire un mezzo indiretto di protezione dei prodotti nazionali o una tassa di carattere fiscale riscossa sulle importazioni o le esportazioni. Tali tributi e aggravi comprendono, tra l'altro, i versamenti concernenti:

— i certificati d'origine, qualora siano necessari per il transito,
— le analisi effettuate dai laboratori delle dogane a scopi di controllo,
— le ispezioni doganali e le altre operazioni di sdoganamento effettuate fuori delle ore normali d'ufficio e dell'area ufficiale dell'ufficio doganale,
— le ispezioni effettuate per motivi d'ordine sanitario, veterinario o fitopatologico.

0.1 *e)* Per «carrozzeria amovibile» s'intende un compartimento di carico sprovvisto di qualsiasi mezzo di locomozione e concepito per essere trasportato su un veicolo stradale il cui telaio e l'intelaiatura inferiore della carrozzeria sono particolarmente approntati a tale scopo.

0.1 *e) i)* Con il termine «parzialmente chiuso», applicabile all'attrezzatura di cui alle lettere *e) i)* dell'articolo 1, s'intende un'attrezzatura generalmente costituita da un pavimento e

da una sovrastruttura delimitanti uno spazio di carico corrispondente a quello di un contenitore chiuso. La sovrastruttura è di solito composta di elementi metallici formanti la carcassa di un contenitore. I contenitori di siffatto genere possono parimenti essere provvisti di una o più pareti laterali o frontali. Taluni di detti contenitori sono costituiti solo da un tetto collegato al pavimento mediante montanti verticali. I contenitori di tal genere sono utilizzati in particolare per il trasporto di merci voluminose (ad esempio autovetture).

02 ***Articolo 2***

0.2-1 L'articolo 2 prevede che un trasporto accompagnato da un *carnet* TIR può iniziare e terminare nello stesso Paese a condizione che durante il percorso attraversi un territorio estero. In tal caso le autorità doganali del Paese di partenza possono esigere, oltre al *carnet* TIR, un documento nazionale destinato a garantire la libera reimportazione delle merci. Si raccomanda tuttavia alle autorità doganali di rinunciare ad un tale documento, sostituendolo con un'annotazione particolare sul *carnet* TIR.

0.2-2 Le disposizioni di detto articolo permettono il trasporto di merci con *carnet* TIR anche quando solo una parte del tragitto è percorsa per strada. Esse non precisano quale parte del tragitto debba essere percorsa per strada e basta che tale parte si trovi tra l'inizio dell'operazione TIR e la sua fine. Tuttavia contrariamente alle intenzioni del mittente alla partenza, può capitare per motivi imprevisti, di carattere commerciale o accidentale, che nessuna parte del tragitto possa essere percorsa per strada. In tali casi straordinari le Parti contraenti accetteranno il *carnet* TIR e la responsabilità delle associazioni garanti rimarrà immutata.

0.5 *Articolo 5*

Tale articolo non esclude il diritto di eseguire dei controlli per sondaggio delle merci, ma specifica che detti controlli dovranno essere di numero molto limitato. Infatti il sistema internazionale del *carnet* TIR offre maggiori garanzie rispetto a quelle derivanti dalle procedure nazionali; da un canto, le indicazioni nel *carnet* TIR riferentisi alle merci devono corrispondere con le menzioni contenute nei documenti doganali eventualmente approntati nel Paese di partenza; d'altro canto, ai Paesi di passaggio e di destinazione sono già date delle garanzie dai controlli effettuati alla partenza e convalidati con il visto dell'ufficio doganale di partenza (v. anche la nota esplicativa all'articolo 19).

0.6.2 *Articolo 6, paragrafo 2*

Secondo le disposizioni di tale paragrafo, le autorità doganali di un Paese possono ammettere più associazioni, ciascuna delle quali assume la responsabilità derivante da trasporti accompagnati da un *carnet* che essa ha rilasciato o che è stato rilasciato dalle associazioni di cui essa è corrispondente.

0.8.3 *Articolo 8, paragrafo 3*

Si raccomanda alle autorità doganali di limitare a una somma corrispondente a 50.000 dollari degli Stati Uniti, per *carnet* TIR, l'importo massimo eventualmente esigibile dall'associazione garante.

0.8.6 *Articolo 8, paragrafo 6*

1. Qualora indicazioni insufficientemente precise nel *carnet* TIR non permettessero di tassare le merci, gli interessati potranno addurre la prova della natura esatta di dette merci.

2. Se non è addotta alcuna prova, i dazi e le tasse non saranno riscossi secondo un'aliquota forfettaria estranea alla natura della merce, bensì secondo l'aliquota più alta applicabile al genere di merci corrispondenti alle indicazioni nel *carnet* TIR.

0.10 *Articolo 10*

Il certificato di scarico del *carnet* TIR è reputato ottenuto abusivamente o fraudolentemente allorché l'operazione TIR è stata effettuata impiegando compartimenti di carico o contenitori modificati fraudolentemente, oppure quando sono stati accertati dei raggiri, come l'impiego di documenti falsi o inesatti, la sostituzione di merci, la manipolazione di chiusure doganali, oppure allorquando il certificato è stato ottenuto con altri mezzi illeciti.

0.11 *Articolo 11*

0.11-1 Allorché devono prendere la decisione di liberare o no le merci o i veicoli, le autorità doganali non dovrebbero lasciarsi influenzare dal fatto che l'associazione garante è responsabile del pagamento dei dazi, tasse o interessi di mora dovuti dal titolare del *carnet*, se la loro legislazione offre altri mezzi per assicurare la tutela degli interessi che esse devono difendere.

0.11-2 Se, conformemente alla procedura di cui all'articolo 11, l'associazione garante è invitata a pagare le somme previste ai paragrafi 1 e 2 dell'articolo 8 e non lo fa entro il termine di tre mesi prescritto dalla Convenzione, le autorità competenti potranno esigere il pagamento di dette somme fondandosi sul loro ordinamento nazionale, poiché trattasi in tal caso di una mancata esecuzione d'un contratto di garanzia firmato dall'associazione garante in virtù della legislazione nazionale.

0.15 *Articolo 15*

La dispensa dal documento doganale d'importazione temporanea può far sorgere certe difficoltà allorché trattasi di veicoli non soggetti all'immatricolazione, come in certi Paesi i rimorchi o i semirimorchi. In tal caso le disposizioni dell'articolo 15 possono essere ripetute — garantendo nel contempo alle autorità doganali una sufficiente sicurezza — mediante annotazione, nei tagliandi n. 1 e 2 del *carnet* TIR utilizzati dal rispettivo Paese e nelle matrici corrispondenti, delle caratteristiche (marche e numeri) di detti veicoli.

0.17 *Articolo 17*

0.17-1 La disposizione secondo la quale il manifesto delle merci spedite con *carnet* TIR deve indicare separatamente il contenuto di ogni veicolo appartenente ad un autotreno o di ogni contenitore ha unicamente lo scopo di agevolare il controllo doganale del contenuto di un sol veicolo o di un sol contenitore. Detta disposizione non deve dunque essere interpretata con un rigore tale che qualsiasi differenza tra il contenuto effettivo d'un veicolo o d'un contenitore e il contenuto di tale veicolo o contenitore, indicato nel manifesto, sia reputata come una violazione alle disposizioni della Convenzione. Se, a soddisfazione delle autorità competenti, il trasportatore può comprovare che nonostante tale differenza tutte le merci indicate nel manifesto corrispondono al totale delle merci caricate nell'autotreno o nei contenitori trasportati con *carnet* TIR non si dovrà reputare, per principio, che esista una violazione delle disposizioni doganali.

0.17-2 In caso di traslochi, si potrà applicare la procedura prevista al paragrafo 10, lettera *c*) delle regole concernenti l'impiego del *carnet* TIR e si semplificherà ragionevolmente l'enumerazione degli oggetti trasportati.

0 18 *Articolo 18*

0 18-1 Il buon funzionamento del regime TIR esige che le autorità doganali di un Paese rifiutino che un ufficio d'uscita di tale Paese sia designato come ufficio di destinazione per un trasporto che prosegue verso il Paese vicino, pure contraente della presente Convenzione, tranne che motivi particolari ne giustifichino la domanda.

0.18-2:

1. Le merci devono essere caricate in modo che la partita di merci destinata ad essere scaricata al primo luogo di scarico possa essere ritirata dal veicolo o dal contenitore senza dover scaricare l'altra partita o le altre partite di merci destinate ad essere scaricate negli altri luoghi di scarico.

2. Trattandosi di un trasporto comprendente lo scarico presso più uffici, è necessario, non appena sia stato effettuato uno scarico parziale, apporre un'adeguata annotazione nella casella 12 di tutti i rimanenti manifesti del *carnet* TIR, specificando nel tempo stesso nei tagliandi rimanenti e nelle matrici corrispondenti che sono state applicate nuove chiusure.

0.19 *Articolo 19*

L'obbligo, per l'ufficio doganale di partenza, di accertarsi dell'esattezza del manifesto delle merci implica la necessità di verificare almeno che le indicazioni nel manifesto concernenti le merci corrispondano a quelle dei documenti d'esportazione e dei documenti di trasporto o di altri documenti commerciali inerenti a tali merci: se necessario, l'ufficio doganale di partenza può parimenti sottoporre le merci alla visita. Prima di apporre le chiusure l'ufficio doganale di partenza deve pure verificare lo stato del veicolo stradale o del contenitore e, qualora trattisi di veicoli o contenitori provvisti di copertone, lo stato dei copertoni e dei mezzi di fissazione dei copertoni, tali accessori non essendo compresi nel certificato d'ammissione.

0.20 *Articolo 20*

Allorché fissano dei termini per il traporto di merci sul loro territorio, le autorità doganali devono parimenti tener conto, tra l'altro, dei regolamenti particolari che i trasportatori sono tenuti ad osservare, in particolare dei regolamenti concernenti le ore di lavoro e i periodi di riposo obbligatorio dei conducenti di veicoli stradali. Si raccomanda alle autorità doganali di far uso del loro diritto di fissare l'itinerario soltanto se lo giudicano indispensabile.

0.21 *Articolo 21*

0.21-1 Le disposizioni di detto articolo non limitano per nulla il potere delle autorità doganali di ispezionare e di controllare tutte le parti del veicolo diverse dai compartimenti di carico posti sotto chiusura doganale.

0.21-2 L'ufficio doganale d'entrata può rinviare il traportatore all'ufficio doganale d'uscita del Paese vicino allorché accerta che il visto d'uscita è stato omesso o non è stato apposto correttamente in detto Paese. In tal caso l'ufficio doganale d'entrata iscrive nel *carnet* TIR un'annotazione per il corrispondente ufficio doganale d'uscita.

0.21-3 Se, procedendo alle operazioni di controllo, le autorità doganali prelevano dei campioni di merci, esse devono iscrivere nel manifesto delle merci del *carnet* TIR un'annotazione contenente tutte le necessarie indicazioni sulle merci prelevate.

0 28 *Articolo 28*

0 28-1 L'articolo 28 prevede che lo scarico del *carnet* TIR presso l'ufficio doganale di destinazione dev'essere effetuato senza indugio, sempreché le merci siano poste sotto un altro regime doganale o sdoganate per il consumo.

0.28-2 L'uso del *carnet* TIR dev'essere limitato alle funzioni che gli sono proprie, vale a dire il transito. Il *carnet* TIR non deve servire, per esempio, a conservare le merci vincolate a dogana al luogo di destinazione. Se non sono state commesse irregolarità, l'ufficio di destinazione deve scaricare il *carnet* TIR tosto che le merci iscritte nel *carnet* sono state poste sotto un altro regime doganale o sono state sdoganate per il consumo. Nella pratica tale scarico dovrà essere effettuato dopo la riesportazione immediata delle merci (allorché, per esempio, le stesse sono caricate direttamente su una nave in un porto marittimo) o a contare dal momento in cui esse sono state oggetto, al luogo di destinazione, di una dichiarazione doganale, oppure tosto che sono state collocate sotto un regime doganale d'attesa (ad esempio, immagazzinaggio sotto controllo doganale) secondo le regole in vigore nel Paese di destinazione.

0.29 *Articolo 29*

Non è richiesto un certificato d'ammissione per i veicoli stradali o i contenitori trasportanti merci ponderose o voluminose. Spetta tuttavia all'ufficio doganale di partenza di verificare che siano adempite le altre condizioni fissate in detto articolo per tale genere di trasporto. Gli uffici doganali delle altre Parti contraenti accetteranno la decisione presa dall'ufficio doganale di partenza, salvo che la reputino in manifesta contraddizione con le disposizioni dell'articolo 29.

0.38.1 *Articolo 38, paragrafo 1*

Un'impresa non dovrebbe essere esclusa dal regime TIR per effetto d'infrazioni commesse, all'insaputa dei suoi responsabili, da uno dei suoi conducenti.

0.38.2 *Articolo 38, paragrafo 2*

Allorché una Parte contraente è stata informata che una persona residente o domiciliata nel suo territorio si è resa colpevole di un'infrazione nel territorio di un altro Paese, essa non è tenuta ad opporsi al rilascio di *carnet* TIR alla persona di cui trattasi.

0.39 *Articolo 39*

L'espressione «errori commessi per negligenza» si riferisce ad atti che non sono stati commessi deliberatamente e con cognizione di causa, ma che risultano dal fatto che non sono stati presi provvedimenti ragionevoli e necessari per garantire l'esattezza delle indicazioni nel singolo caso.

0.45 *Articolo 45*
Si raccomanda alle Parti contraenti di abilitare il più grande numero possibile di uffici doganali, all'interno e al confine, alle operazioni TIR.

1. ALLEGATO 2

2.2 *Articolo 2*

2.2.1 *a*) Paragrafo 1, lettera *a*) — Collegamento degli elementi costitutivi

a) Quando si utilizzano dispositivi di collegamento (rivetti, viti, bulloni e dadi, ecc.), si provvederà a fissare dall'esterno un numero sufficiente di tali dispositivi, che attraverseranno

gli elementi collegati e sporgeranno all'interno, dove saranno fissati accuratamente (per esempio, rivettati, saldati, fissati con anelli, bullonati e rivettati o saldati sul dado). Tuttavia, i rivetti classici (ossia quelli il cui fissaggio richiede un intervento da entrambe le parti degli elementi collegati) potranno anche essere collocati dall'interno. A prescindere da quanto precede, il pianale dei compartimenti riservati al carico può essere fissato per mezzo di viti autofilettanti, di rivetti inseriti mediante carica esplosiva, ovvero di rivetti autoperforanti fissati dall'interno, che attraversino ad angolo retto il pianale e le traverse metalliche inferiori, a condizione che, salvo nel caso delle viti autofilettanti, talune estremità siano incassate nella parte esterna della traversa o saldate ad essa.

b) L'autorità competente determina il numero e il tipo dei dispositivi di collegamento che debbono soddisfare ai requisiti di cui alla lettera *a)* della presente nota, accertandosi che non sia possibile rimuovere e ricollocare al loro posto gli elementi costitutivi che sono stati uniti in base a tale sistema, senza lasciare tracce visibili. La scelta e il fissaggio degli altri dispositivi di collegamento non sono soggetti a restrizioni.

c) I dispositivi di collegamento che possono essere rimossi e sostituiti senza lasciare tracce visibili, agendo da un solo lato, ossia senza che sia necessario intervenire da entrambe le parti degli elementi da collegare, non saranno autorizzati ai sensi della lettera *a)* della presente nota. Si tratta in particolare dei rivetti a espansione, dei rivetti «ciechi» e simili.

d) I sistemi di collegamento descritti sopra si applicano ai veicoli speciali, per esempio ai veicoli isotermici, ai veicoli frigoriferi e alle autocisterne, a condizione che essi non presentino caratteristiche incompatibili con i requisiti tecnici ai quali tali veicoli debbono soddisfare per quanto riguarda il loro impiego. Qualora non sia possibile, per motivi tecnici, fissare gli elementi nel modo descritto alla lettera *a)* della presente nota, gli elementi costitutivi potranno essere collegati mediante i dispositivi previsti alla lettera *c)* della presente nota, purché i dispositivi impiegati sulla facciata interna della parete non possano essere raggiunti dall'esterno.

2.2.1 *b)* Paragrafo 1, lettera *b)* — Porte e altri sistemi di chiusura

a) Il dispositivo che consente di apporre il sigillo doganale deve:

i) essere fissato mediante saldatura o mediante almeno due dispositivi di collegamento che siano conformi alle prescrizioni della lettera *a)* della nota esplicativa 2.2.1 *a)*, ovvero

ii) essere costruito in modo che non sia possibile, dopo che il compartimento riservato al carico è stato chiuso e sigillato, rimuovere tale dispositivo senza lasciare tracce visibili.

Inoltre il dispositivo suddetto deve:

iii) essere munito di fori del diametro minimo di 11 mm o di fessure di almeno 11 mm di lunghezza e 3 mm di larghezza, nonché

iv) garantire lo stesso livello di sicurezza a prescindere dal tipo di sigillo utilizzato.

b) Le cerniere, le cerniere a bandella, i cardini e gli altri attacchi delle porte, ecc., dovranno essere fissati in conformità delle prescrizioni della lettera *a)*, punti *i)* e *ii)*, della presente nota. Inoltre i vari elementi costituenti il dispositivo di attacco (ad esempio, i perni o le aste delle cerniere o dei cardini) saranno fissati in modo da non poter essere rimossi o smontati senza lasciare tracce visibili, quando il compartimento riservato al carico è chiuso e sigillato. Tuttavia, quando il dispositivo di attacco non è accessibile dall'esterno, sarà sufficiente che la porta, ecc., una volta chiusa e sigillata, non possa essere tolta da tale dispositivo senza lasciare tracce visibili. Quando la porta, o il sistema di chiusura, comprende più di due cardini, soltanto i due cardini che sono più vicini alle estremità della porta debbono essere fissati conformemente alle prescrizioni della precedente lettera *a)*, punti *i)* e *ii)*.

c) Eccezionalmente, nel caso di veicoli dotati di compartimenti isolati, riservati al carico, il dispositivo di sigillatura doganale, le cerniere e gli altri elementi la cui rimozione consentirebbe l'accesso all'interno del compartimento riservato al carico, ovvero a zone nelle quali le merci potrebbero essere occultate, possono essere fissati alle porte di detto compartimento riservato al carico, mediante bulloni o viti introdotti dall'esterno, ma che peraltro non rispondono ai requisiti di cui alla lettera *a)* della nota esplicativa 2.2.1 *a)*, a meno che:

i) le punte dei bulloni o delle viti siano ancorate in una piastra filettata o in un dispositivo analogo collocato dietro il pannello esterno della porta, e

ii) le teste di un numero adeguato di detti bulloni o viti siano saldate al dispositivo di sigillatura doganale, alle cerniere, ecc., in modo che dette teste siano completamente deformate e che non sia possibile rimuovere i bulloni o le viti senza lasciare tracce visibili (1).

Si deve intendere che il termine «compartimento isolato riservato al carico» si riferisca ai compartimenti frigoriferi e isotermici riservati al carico.

d) I veicoli che comportano un gran numero di chiusure, quali valvole, rubinetti, portelli, dispositivi di chiusura, ecc., saranno concepiti in modo da limitare, per quanto possibile, il numero dei sigilli doganali. A tal fine, le chiusure adiacenti saranno collegate tra loro da un dispositivo comune che richieda un unico sigillo, ovvero saranno munite di un coperchio che abbia la stessa funzione.

e) I veicoli a tetto apribile saranno costruiti in modo da limitare al massimo il numero dei sigilli doganali.

2.2.1 *c)* — 1. Paragrafo 1 *c)* — Aperture di ventilazione

a) La dimensione massima di tali aperture non dovrà, di regola, superare 400 mm.

b) Le aperture che potrebbero consentire l'accesso diretto al compartimento riservato al carico saranno ostruite da una rete metallica o da una lamiera metallica perforata (dimensione massima di ogni foro in ambedue i casi: 3 mm) e dovranno essere protette da una griglia metallica saldata (dimensione massima delle maglie: 10 mm).

c) Le aperture che non consentono l'accesso diretto all'interno del compartimento riservato al carico (ad esempio mediante sistemi a gomito o a deflettore) saranno munite degli stessi dispositivi, ma le dimensioni dei fori e delle maglie potranno raggiungere rispettivamente 10 e 20 mm.

d) Qualora siano state praticate aperture nei teloni, saranno prescritti in linea di massima i dispositivi di cui alla lettera *b)* della presente nota. Tuttavia saranno ammessi i sistemi di otturarazione costituiti da una piastra metallica perforata, fissata all'esterno, e da una rete di metallo o altro materiale, fissata all'interno.

e) Si potranno autorizzare dispositivi semplici, non metallici, purché si osservino le dimensioni dei fori e delle maglie e il materiale utilizzato sia sufficientemente resistente da rendere impossibile una notevole dilatazione di tali fori ovvero maglie, senza provocare danni visibili. Inoltre non deve essere possibile sostituire il dispositivo di aerazione da un solo lato del telone.

2.2.1 *c)* — 2. Paragrafo 1, lettera *c)* — Aperture di scolo

a) Le dimensioni massime delle aperture di scolo non dovranno, in linea di massima, superare 35 mm.

---

(1) Vedi disegno n. 1, unito al presente allegato.

b) Le aperture, che consentono l'accesso diretto al compartimento riservato al carico, saranno munite dei dispositivi di cui alla lettera *b)* della nota esplicativa 2.2 1 *c)* — 1 per le aperture di ventilazione.

c) Quando le aperture di scolo non consentono l'accesso diretto al compartimento riservato al carico, non sono richiesti i dispositivi di cui alla lettera *b)* della presente nota, purché le aperture siano dotate di un sistema sicuro di deflettori, facilmente raggiungibile dall'interno del compartimento riservato al carico.

2 3 *Articolo 3*

2 3 3 Paragrafo 3 — Teloni di copertura composti di più elementi

a) I vari elementi di uno stesso telone possono essere di materiali diversi che siano conformi alle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 3 dell'allegato 2.

b) Per quanto riguarda il confezionamento del telone, si ammette qualsiasi disposizione degli elementi che offra sufficienti garanzie di sicurezza, purché il collegamento dei vari pezzi sia effettuato in conformità delle prescrizioni dell'articolo 3 dell'allegato 2.

2 3 6 *a)* Paragrafo 6, lettera *a)* — Veicoli muniti di anelli scorrevoli

Ai fini del presente paragrafo per fissare i teloni si autorizza l'uso di anelli metallici che scorrono sulle barre metalliche fissate ai veicoli (vedi disegno n 2 unito al presente allegato), purché:

a) le barre siano fissate al veicolo a intervalli massimi di 60 cm, in modo che non possano essere rimosse e ricollocate, senza lasciare tracce visibili;

b) gli anelli siano formati da un doppio occhiello o dotati di una barra centrale e siano costruiti in un pezzo unico, senza saldatura;

c) il telone sia fissato al veicolo in modo da rispondere rigorosamente al requisito di cui alla lettera *a)* dell'articolo 1 dell'allegato 2 della presente convenzione

2 3 6 *b)* Paragrafo 6, lettera *b)* — Teloni fissati in modo permanente

Quando uno o vari bordi del telone sono fissati in modo permanente alla carrozzeria del veicolo, il telone sarà trattenuto da un nastro o da nastri di metallo o di qualsiasi altro materiale adeguato, agganciato alla carrozzeria del veicolo mediante dispositivi di collegamento che rispondano ai requisiti della lettera *a)* della nota 2.2.1 *a)* del presente allegato.

2 3 9 Paragrafo 9 — Cavi di chiusura in acciaio con anima in materiale tessile

Ai fini del presente paragrafo sono ammissibili i cavi costituiti da un'anima in materiale tessile, racchiusa tra sei trefoli, formati esclusivamente da fili d'acciaio, che ricoprono completamente l'anima, purché il diametro di detti cavi non sia inferiore a 3 mm (senza tener conto, eventualmente, di una guaina di materiale plastico trasparente)

2 3 11 *a)* Paragrafo 11, lettera *a)* — Lembo di tensione dei teloni

Su vari veicoli, il telone è dotato all'esterno di un lembo orizzontale, munito di asole, che corre lungo la parete laterale del veicolo. *Tali lembi, chiamati lembi di tensione* servono per tendere il telone mediante corde o dispositivi analoghi. Questi lembi sono stati utilizzati per nascondere aperture orizzontali praticate nei teloni, che permettono di accedere illecitamente alle merci trasportate dal veicolo Per tale motivo si raccomanda di non autorizzare l'impiego di lembi di questo tipo, che possono essere sostituiti dai seguenti dispositivi:

a) lembi di tensione di tipo analogo, fissati all interno del telone, ovvero

b) piccoli lembi singoli, ciascuno dei quali sarà munito di un'asola, fissati sulla facciata esterna del telone e collocati a intervalli tali da permettere di ottenere una tensione sufficiente del telone.

Un'altra soluzione, possibile in taluni casi, consiste nell'evitare l'impiego dei lembi di tensione sui teloni.

2 3 11 *c)* Paragrafo 11, lettera *c)* — Cinghia dei teloni

2 3 11 *c)* — 1 I seguenti materiali sono considerati idonei alla confezione delle cinghie

a) cuoio,

b) materiali tessili non estensibili, compreso il tessuto plastificato o gommato, purché, in caso di rottura, tali materiali non possano essere saldati o ricostituiti senza lasciare tracce visibili Inoltre la materia plastica che ricopre le cinghie dovrà essere trasparente e la sua *superficie dovrà essere liscia*

2 3 11 *c)* — 2. Il dispositivo illustrato nel disegno n. 3, unito al presente allegato, risponde alle prescrizioni dell'ultima parte del paragrafo 11 dell'articolo 3 dell'allegato 2 Esso soddisfa inoltre ai requisiti del paragrafo 6 dell'articolo 3 dell'allegato 2.

3 ALLEGATO 3

3 0 17 Procedura di approvazione

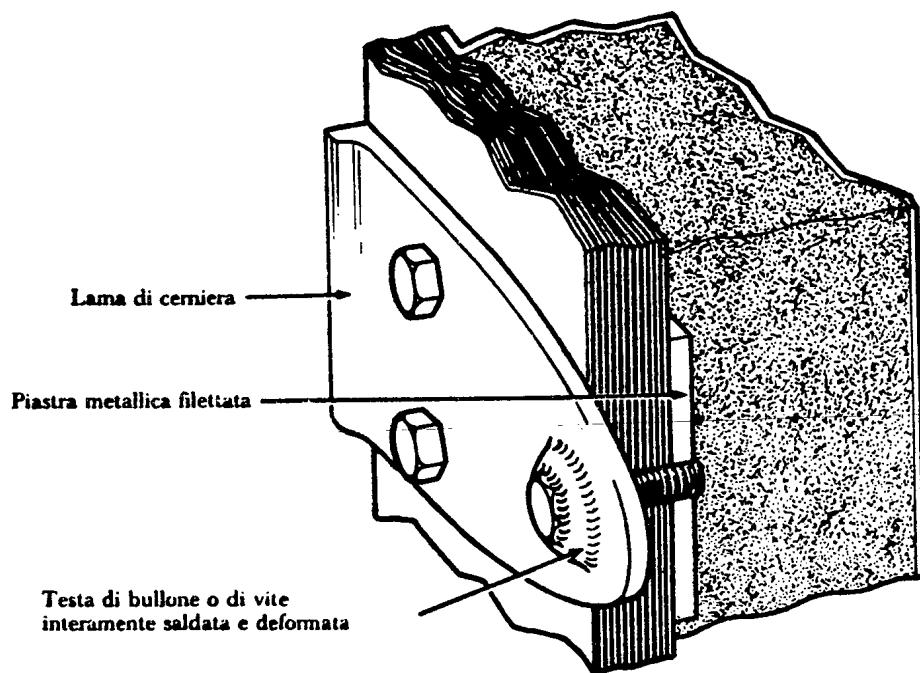
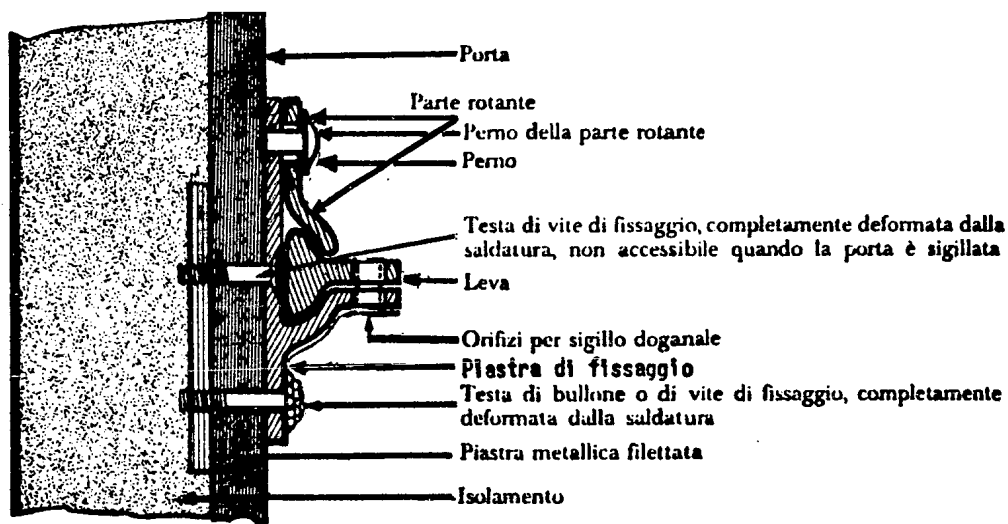
1. In conformità all'allegato 3 le autorità competenti di una parte contraente hanno la facoltà di rilasciare un certificato d'approvazione per un veicolo costruito nel territorio di detta parte contraente; tale veicolo non sarà soggetto a nessuna procedura supplementare di approvazione nel paese in cui è immatricolato, ovvero nel paese in cui è domiciliato il suo proprietario, a seconda dei casi.

2. Tali disposizioni non sono dirette a limitare il diritto di cui godono le autorità competenti della parte contraente nel cui territorio il veicolo è immatricolato ovvero il suo proprietario è domiciliato, diritto in base al quale tali autorità possono esigere la presentazione di un certificato d'approvazione, sia all'importazione, sia successivamente per motivi inerenti all'immatricolazione o al controllo del veicolo, ovvero a formalità analoghe.

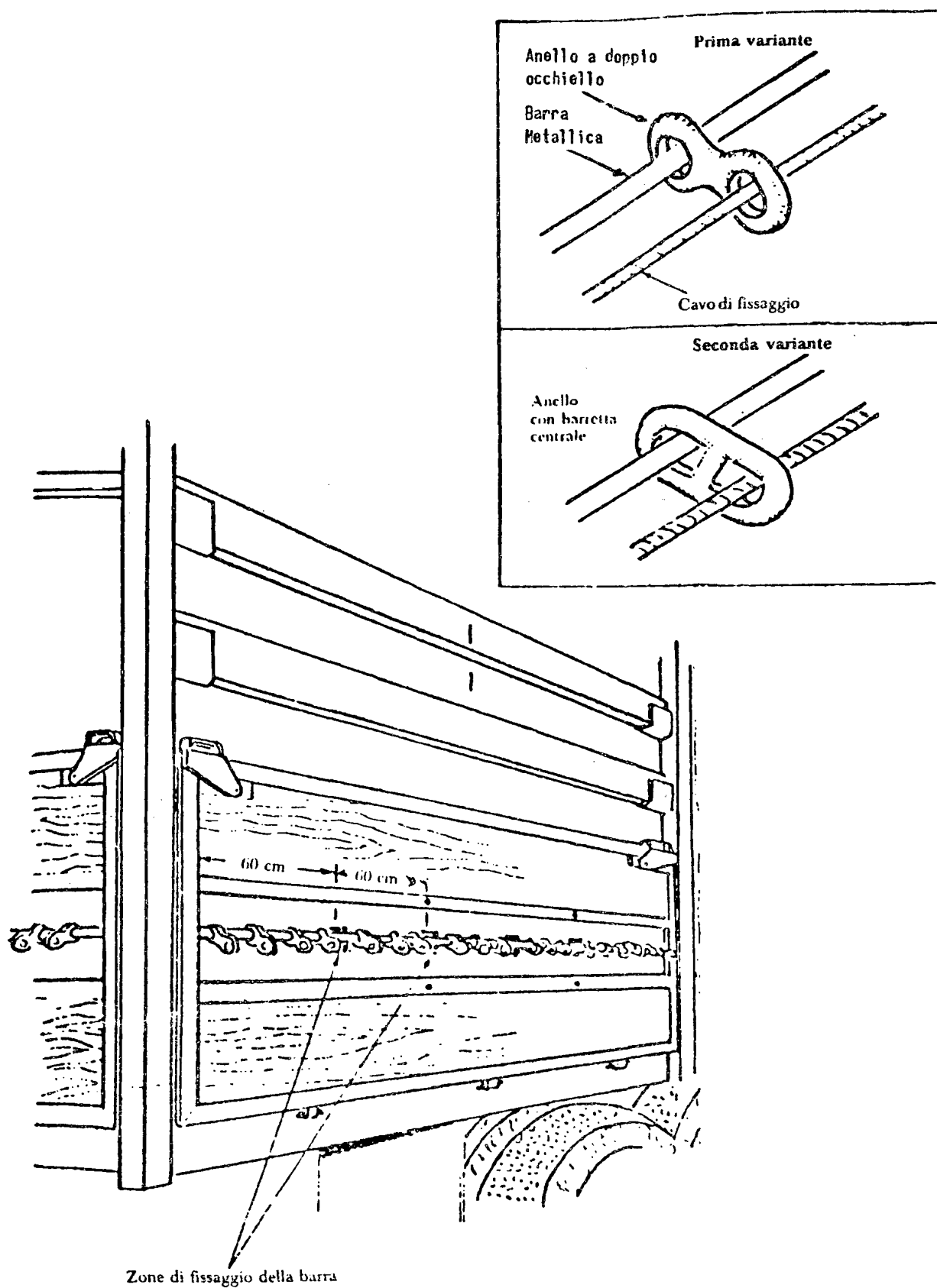
3 0 20 Procedura di annotazione del certificato d'approvazione

Per annullare una menzione relativa a eventuali difetti, allorché il veicolo è stato rimesso in buono stato, sarà sufficiente apporre, alla rubrica n. 11 all'uopo prevista, la menzione «difetti eliminati», nonché il nome, la firma e il timbro dell'autorità competente interessata.

Disegno n. 1

Esempio di cerniera e di dispositivo di sigillatura doganale per le porte dei veicoli muniti di compartimenti di carico isolati

Cerniera

Dispositivo di sigillatura doganale

Disegno. n° 2

Veicoli muniti di teloni ad anelli scorrevoli

Disegno n. 3

Esempio di dispositivo di chiusura del telone di un veicolo

Il dispositivo illustrato sotto è conforme alle prescrizioni dell'ultimo comma del paragrafo 11 dell'articolo 3 dell'allegato 2. Esso risponde inoltre alle prescrizioni del paragrafo 6 dell'articolo 3 dell'allegato 2.

Telone

Cavo di chiusura

Anello di fissaggio

Elemento del telone

Asole

Barra metallica, rivettata

Parete

Disegno n. 4

Dispositivo di chiusura di un telone

Il dispositivo illustrato è conforme alle prescrizioni della lettera a) del paragrafo 6 dell'articolo 3 dell'allegato 2.

ALLEGATO 7

ALLEGATO RELATIVO ALL'APPROVAZIONE DEI CONTENITORI

PARTE PRIMA

REGOLAMENTO RELATIVO ALLE CONDIZIONI TECNICHE APPLICABILI AI CONTENITORI CHE POSSONO ESSERE AMMESSI AL TRASPORTO INTERNAZIONALE SOTTO SIGILLO DOGANALE

Articolo 1

Principi fondamentali

Potranno essere approvati per il trasporto internazionale di merci, sotto sigillo doganale, soltanto i contenitori costruiti e attrezzati in modo che:

a) nessuna merce possa essere tolta dalla parte sigillata del contenitore od esservi introdotta senza lasciare tracce visibili di scasso o senza rottura del sigillo doganale;

b) il sigillo possa esservi apposto in modo semplice ed efficace;

c) non comportino alcuno spazio nascosto che consenta l'occultamento di merci;

d) tutti gli spazi che possono contenere merci siano facilmente accessibili per le visite doganali

Articolo 2

Struttura dei contenitori

1 Per soddisfare le prescrizioni dell'articolo 1 del presente regolamento

a) gli elementi del contenitore (pareti, pianale, porte, tetto, montanti, telai, traverse, ecc) saranno montati mediante dispositivi che non possono essere tolti e rimontati dall'esterno senza lasciare tracce visibili o secondo metodi che permettono di costituire un insieme che non possa essere modificato senza lasciare tracce visibili. Se le pareti, il pianale, le porte e il tetto sono costituiti da elementi diversi, questi elementi dovranno rispondere alle stesse prescrizioni ed essere sufficientemente resistenti;

b) le porte e tutti gli altri sistemi di chiusura (compresi rubinetti, portelli, dispositivi di chiusura, ecc.) saranno muniti di un dispositivo che consenta di apporvi un sigillo doganale. Tale dispositivo non deve poter essere tolto e rimontato dall'esterno senza lasciare tracce visibili e la porta e la chiusura non deve potere essere aperta senza rompere il sigillo doganale Quest'ultimo sarà protetto in modo adeguato. Saranno ammessi i tetti apribili;

c) le aperture di ventilazione e di scarico saranno munite di un dispositivo che impedisca di accedere all'interno del contenitore Tale dispositivo non deve poter essere tolto e rimontato dall'esterno senza lasciare tracce visibili.

2 Nonostante le disposizioni dell'articolo 1, lettera *c*), del presente regolamento, saranno ammessi gli elementi costitutivi del contenitore che, per motivi pratici, devono comportare spazi vuoti (per esempio, tra i divisori di una parete doppia) Affinché tali spazi non possano essere utilizzati per l'occultamento di merci:

i) il rivestimento interno del contenitore non dovrà poter essere tolto e rimesso a posto senza lasciare tracce visibili, o

ii) il numero di detti spazi dovrà essere ridotto al minimo ed essi dovranno essere facilmente accessibili per le visite doganali.

Articolo 3

Contenitori pieghevoli o smontabili

I contenitori pieghevoli o smontabili saranno sottoposti alle disposizioni dell'articolo 1 e dell'articolo 2 del presente regolamento; inoltre essi dovranno essere muniti di un sistema di chiavistelli che blocchi le varie parti quando il contenitore è montato. Tale sistema di chiavistelli dovrà poter essere sigillato dalla dogana se si trova all'esterno del contenitore una volta montato.

Articolo 4

Contenitore con telone

1. I contenitori con telone dovranno soddisfare le condizioni di cui agli articoli 1, 2 e 3 del presente regolamento sempreché esse possano essere applicate a tali contenitori. Essi saranno inoltre conformi alle disposizioni del presente articolo.

2. Il telone sarà in tela forte o in tessuto ricoperto di materia plastica o gommato, non estensibile e sufficientemente resistente Dovrà essere in buono stato e confezionato in modo che, una volta apposto il dispositivo di chiusura, non si possa accedere al carico senza lasciare tracce visibili.

3 Se il telone è composto di più pezzi, i bordi di questi ultimi dovranno essere ripiegati uno nell'altro e riuniti a mezzo di due cuciture distanti almeno 15 mm. Queste cuciture dovranno essere eseguite conformemente al disegno n. 1, unito al presente regolamento; tuttavia, quando, per alcune parti del telone (quali lembi posteriori ed angoli rinforzati), detta cucitura non sia realizzabile, sarà sufficiente ripiegare il bordo della parte superiore e cucirlo conformemente al disegno n. 2, unito al presente regolamento. Una di tali cuciture sarà visibile soltanto dall'interno e il colore del filo impiegato per tale cucitura dovrà essere nettamente diverso dal colore del telone e dal colore di filo impiegato per l'altra cucitura. Tutte le cuciture dovranno essere eseguite a macchina.

4 Se il telone è in tessuto ricoperto di materia plastica ed è composto di più pezzi, questi pezzi potranno essere riuniti anche con saldatura, conformemente al disegno n. 3, unito al presente regolamento. Il bordo di un pezzo ricoprirà il bordo dell'altro per almeno 15 mm di larghezza. I pezzi dovranno essere saldati su tutta la larghezza. Il bordo esterno di unione sarà ricoperto di un nastro in materia plastica, largo almeno 7 mm, fissato con lo stesso procedimento di saldatura. Su questo nastro e su una larghezza di almeno 3 mm a ciascun lato dello stesso verrà impresso un rilievo uniforme e molto marcato. La saldatura verrà eseguita in modo che i pezzi non possano essere separati e successivamente riuniti senza lasciare tracce visibili.

5. Le riparazioni dovranno essere effettuate secondo il metodo illustrato nel disegno n 4, unito al presente regolamento; i bordi dovranno essere ripiegati uno nell'altro e riuniti a mezzo di due cuciture visibili e distanti almeno 15 mm; il filo visibile dall'interno sarà di colore diverso da quello del filo visibile dall'esterno nonché da quello del telone; tutte le cuciture dovranno essere eseguite a macchina. Se la riparazione di un telone danneggiato vicino ai bordi deve essere effettuata sostituendo la parte in questione con un altro pezzo, la cucitura potrà anche essere eseguita conformemente alle prescrizioni del paragrafo 3 del presente articolo e del disegno n. 1, unito al presente regolamento. Le riparazioni dei teloni in tessuto ricoperto di materia plastica potranno anche essere eseguite secondo il metodo descritto nel paragrafo 4 del presente articolo, ma in tal caso la saldatura dovrà essere effettuata su ambedue le parti del telone e il nuovo pezzo dovrà essere applicato nella parte interna.

6. *a*) Il telone sarà fissato al contenitore in modo da soddisfare rigorosamente le condizioni dell'articolo 1, lettere *a*) e *b*), del presente regolamento. La chiusura potrà eseguirsi con:

i) anelli metallici applicati al contenitore;
ii) asole eseguite sul bordo del telone;
iii) un legame di chiusura che passi negli anelli sopra il telone e resti visibile dall'esterno per tutta la lunghezza

Il telone ricoprirà elementi solidi del contenitore per almeno 250 mm, misurati a partire dal centro degli anelli di fissazione, tranne nel caso che il sistema di costruzione del contenitore impedisca di per sé stesso di accedere alle merci.

b) Qualora il bordo di un telone debba essere attaccato in modo permanente al contenitore, esso verrà fissato in modo continuo per mezzo di dispositivi solidi

7. La distanza tra gli anelli e le asole non dovrà essere superiore a 200 mm Le asole saranno rinforzate.

8 Per le legature di chiusura saranno utilizzati

a) cavi di acciaio del diametro minimo di 3 mm, o
b) corde di canapa o di sisal del diametro minimo di 8 mm, con un rivestimento in materia plastica trasparente non estensibile

9 I cavi potranno essere muniti di un rivestimento in materia plastica trasparente non estensibile. Ogni cavo o corda dovrà essere un unico pezzo e sarà munito di un puntale di metallo duro a ciascuna estremità. Il dispositivo di attacco di ogni puntale metallico dovrà essere munito di un rivetto forato che attraversi il cavo o la corda e permetta il passaggio del cordoncino o della striscia del sigillo doganale. Il cavo o la corda dovrà essere visibile da ambedue le parti del rivetto forato, in modo che sia possibile accertare che tale cavo o corda è in un unico pezzo (vedi disegno n. 5, unito al presente regolamento).

10 Presso le aperture destinate al carico o allo scarico praticate nel telone, i due bordi del telone dovranno essere sovrapposti in maniera sufficiente. Inoltre, la loro chiusura sarà assicurata:

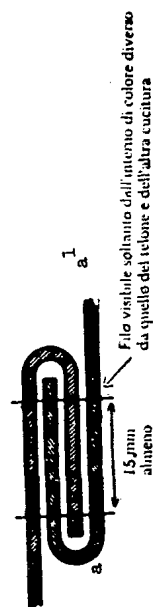
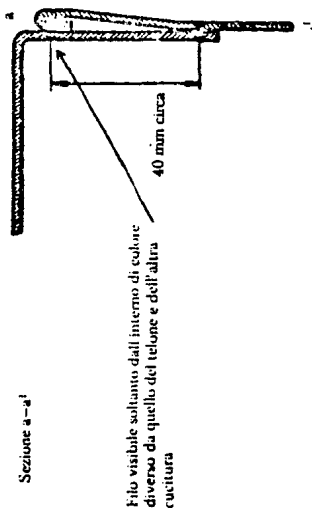
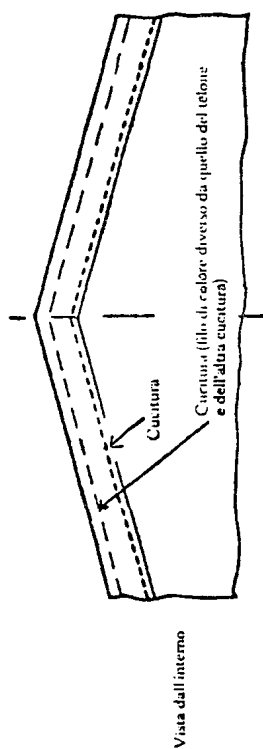
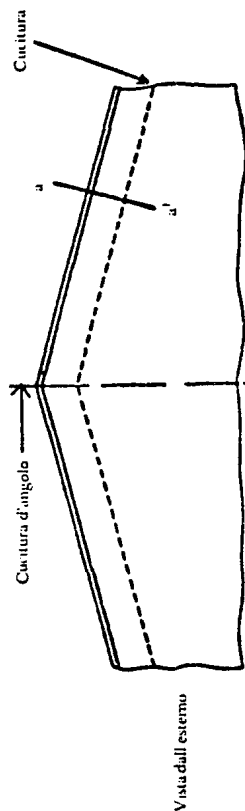
a) da un lembo cucito o saldato conformemente ai paragrfi 3 e 4 del presente articolo;
b) da anelli e asole che soddisfino le condizioni del paragrafo 7 del presente articolo;
c) da una cinghia fatta in materia appropriata, in un solo pezzo e non estensibile, larga almeno 20 mm e spessa almeno 3 mm, che passi attraverso gli anelli e tenga uniti i due bordi del telone e il lembo; tale cinghia sarà fissata all'interno del telone e munita di un occhiello per ricevere il cavo o la corda di cui al paragrafo 8 del presente articolo

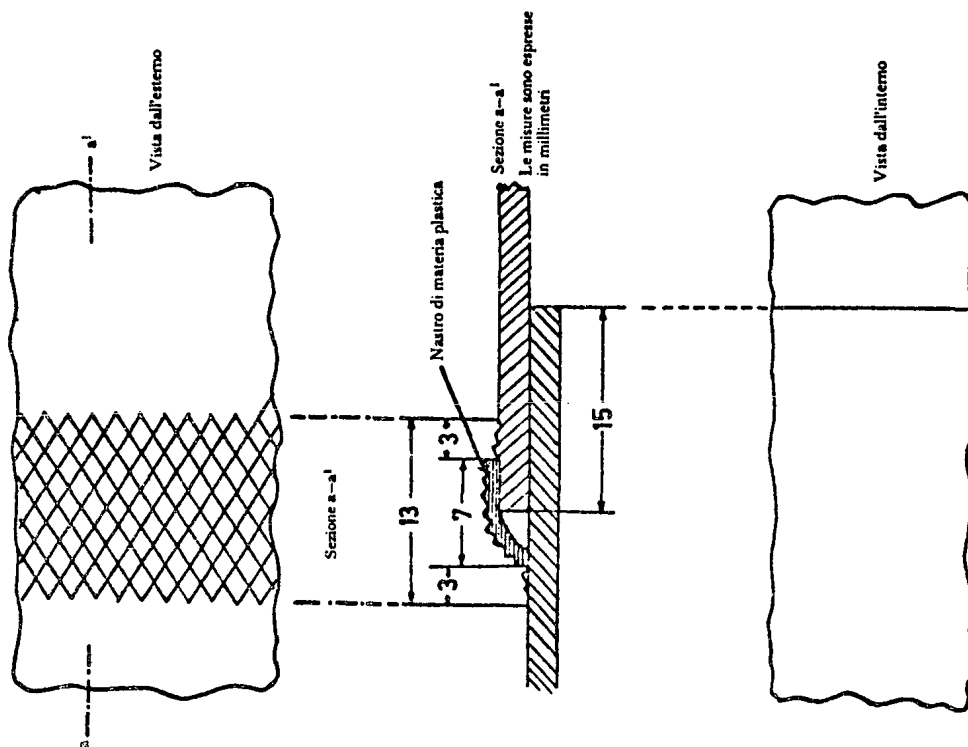
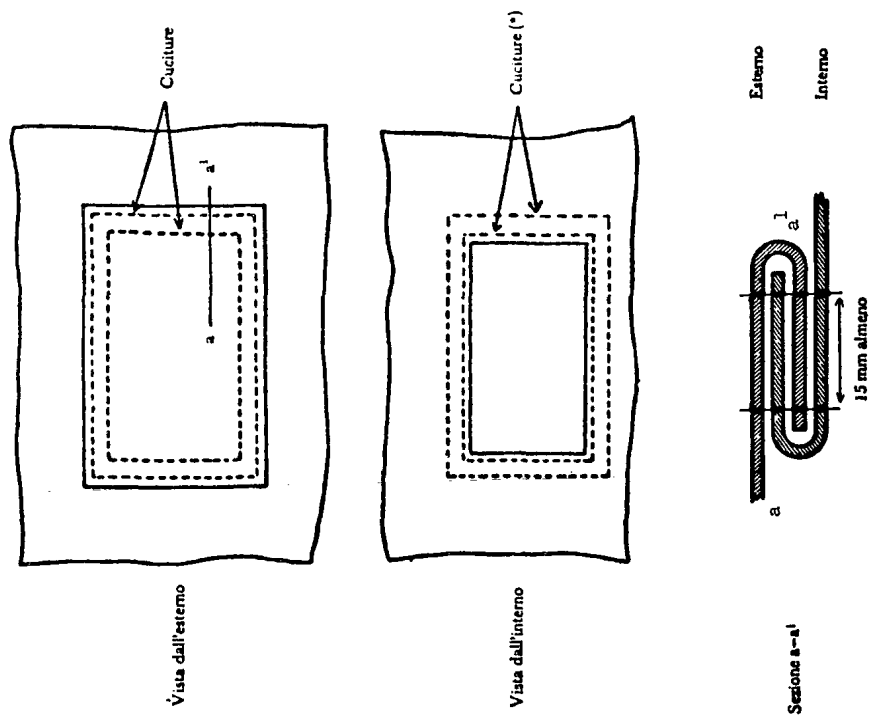
Qualora esista un dispositivo speciale (deflettore, ecc) che impedisca l'accesso al carico senza lasciare tracce visibili, il lembo non sarà richiesto

11 I marchi d'identificazione che devono figurare sul contenitore nonché la piastrina di approvazione prevista nella seconda parte del presente allegato non dovranno in alcun caso essere ricoperti dal telone.

Articolo 5

Disposizioni transitorie

Fino al 1° gennaio 1977 saranno autorizzati i puntali conformi al disegno n 5, unito al presente regolamento, anche se il rivetto forato, di modello approvato anteriormente, ha un'apertura di dimensioni inferiori a quelle indicate in detto disegno

Nota: Sono ammesse anche le cuciture d angolo eseguite secondo il metodo illustrato nel disegno n 2 *a*) dell'allegato 2 della presente convenzione

Disegno n 5

Modello di puntale

SECONDA PARTE

PROCEDURE RELATIVE ALL'APPROVAZIONE DEI CONTENITORI RISPONDENTI AI REQUISITI TECNICI PREVISTI NELLA PRIMA PARTE

Generalità

1 I contenitori possono essere approvati per il traporto di merci sotto sigillo doganale

a) nella fase della fabbricazione, per tipo di costruzione (procedura di approvazione nella fase della fabbricazione);

b) in una fase successiva alla fabbricazione, individualmente o per un numero determinato di contenitori dello stesso tipo (procedura di approvazione in una fase successiva alla fabbricazione).

Disposizioni comuni ad entrambe le procedure di approvazione

2 L autorità competente che procede all'approvazione rilascerà al richiedente, dopo l'approvazione stessa, un certificato di approvazione valido, a seconda dei casi, per una serie illimitata di contenitori del tipo approvato o per un numero determinato di contenitori

3. Il beneficiario dell'approvazione dovrà apporre una targa di approvazione sul o sui contenitori approvati, prima di utilizzarli per il traporto di merci sotto sigillo doganale

4. La targa di approvazione dovrà essere fissata in modo stabile in un punto nettamente visibile ed accanto a qualsiasi altra targa rilasciata a fini ufficiali

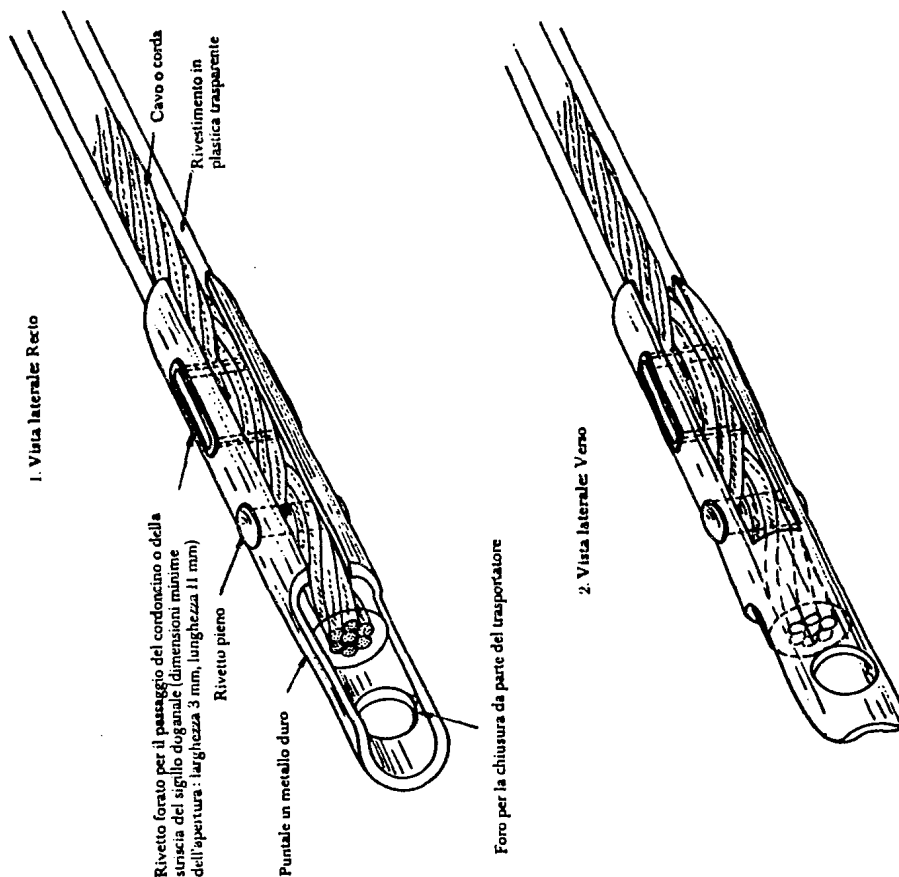
5. La targa di approvazione, conforme al modello n. 1 che figura nell'appendice 1 della presente parte, sara costituita da una targa metallica di almeno 20 cm per 10 cm. Sulla superficie saranno stampate ad impronta o a rilievo, o in altro modo tale da essere leggibili in permanenza, le seguenti indicazioni espresse almeno in francese o in inglese:

a) la menzione «approvato per il trasporto sotto sigillo doganale»;

b) il nome del paese in cui il contenitore è stato approvato, per esteso o mediante la sigla utilizzata per indicare il paese di immatricolazione degli autoveicoli nel traffico stradale internazionale, il numero del certificato di approvazione (cifre, lettere, ecc.) nonché l'anno dell'approvazione (ad esempio «NL/26/73» che significa: Paesi Bassi, certificato di approvazione n. 26, rilasciato nel 1973);

c) il numero d'ordine del contenitore, assegnato dal costruttore (n di fabbricazione);

d) se il contenitore è stato approvato per tipo di costruzione, i numeri o le lettere di identificazione del tipo di contenitore

6 Se un contenitore non soddisfa più i requisiti tecnici prescritti per la sua approvazione, prima di poter essere utilizzato per il trasporto di merci sotto sigillo doganale, esso dovra essere riportato allo stato in cui aveva ottenuto l'approvazione, onde soddisfare nuovamente tali requisiti tecnici.

7. In caso di modifica delle caratteristiche essenziali di un contenitore, tale contenitore non sarà più coperto dall'approvazione concessa e dovrà essere nuovamente approvato dall'autorità competente prima di poter essere utilizzato per il traporto di merci sotto sigillo doganale.

DISPOSIZIONI PARTICOLARI RELATIVE ALL'APPROVAZIONE PER TIPO DI COSTRUZIONE NELLA FASE DI FABBRICAZIONE

8. Quando i contenitori sono fabbricati in serie secondo il medesimo tipo di costruzione, il costruttore potrà chiedere l'approvazione per tipo di costruzione all'autorità competente del paese di fabbricazione.

9. Nella domanda, il costruttore dovrà indicare i numeri o le lettere di identificazione che egli assegna al tipo di contenitore di cui chiede l'approvazione.

10. Tale domanda dovrà essere corredata da schemi e da una specificazione della costruzione del tipo di contenitore da approvare.

11. Il costruttore dovrà impegnarsi per iscritto:

a) a presentare all'autorità competente quei contenitori del tipo in causa che essa desideri esaminare;

b) a consentire all'autorità competente di esaminare altre unità in ogni momento durante la produzione della serie del tipo considerato;

c) ad informare l'autorità competente di ogni modifica degli schemi o delle specificazioni, indipendentemente dalla loro importanza, prima di effettuarla;

d) a indicare sui contenitori in un punto visibile, oltre alle indicazioni previste sulla targa di approvazione, i numeri o lettere di identificazione del tipo di costruzione, nonché il numero d'ordine di ogni contenitore nella serie del tipo considerato (numero di fabbricazione);

e) a tenere un registro dei contenitori fabbricati secondo il tipo approvato.

12. L'autorità competente indicherà, all'occorrenza, le modifiche da apportare al tipo di costruzione previsto per poter concedere l'approvazione.

13. Non verrà concessa nessuna approvazione per tipo di costruzione prima che l'autorità competente abbia constatato, esaminando uno o più contenitori fabbricati secondo tale tipo di costruzione, che i contenitori di tale tipo soddisfano ai requisiti tecnici prescritti nella prima parte.

14. All'atto dell'approvazione di un tipo di contenitore, al richiedente verrà rilasciato un unico certificato di approvazione conforme al modello n. II che figura nell'appendice 2 della presente parte, valido per tutti i contenitori del tipo approvato. Tale certificato autorizza il costruttore ad apporre su ogni contenitore della serie di tale tipo la targa di approvazione del modello descritto nel paragrafo 5 della presente parte.

DISPOSIZIONI SPECIFICHE PER L'APPROVAZIONE IN UNA FASE SUCCESSIVA ALLA FABBRICAZIONE

15. Se l'approvazione non è stata richiesta nella fase della fabbricazione, il proprietai l'esercente o il rappresentante di uno di essi potranno chiedere l'approvazione all'autor competente, alla quale è loro possibile presentare il contenitore o i contenitori che desiderano far approvare.

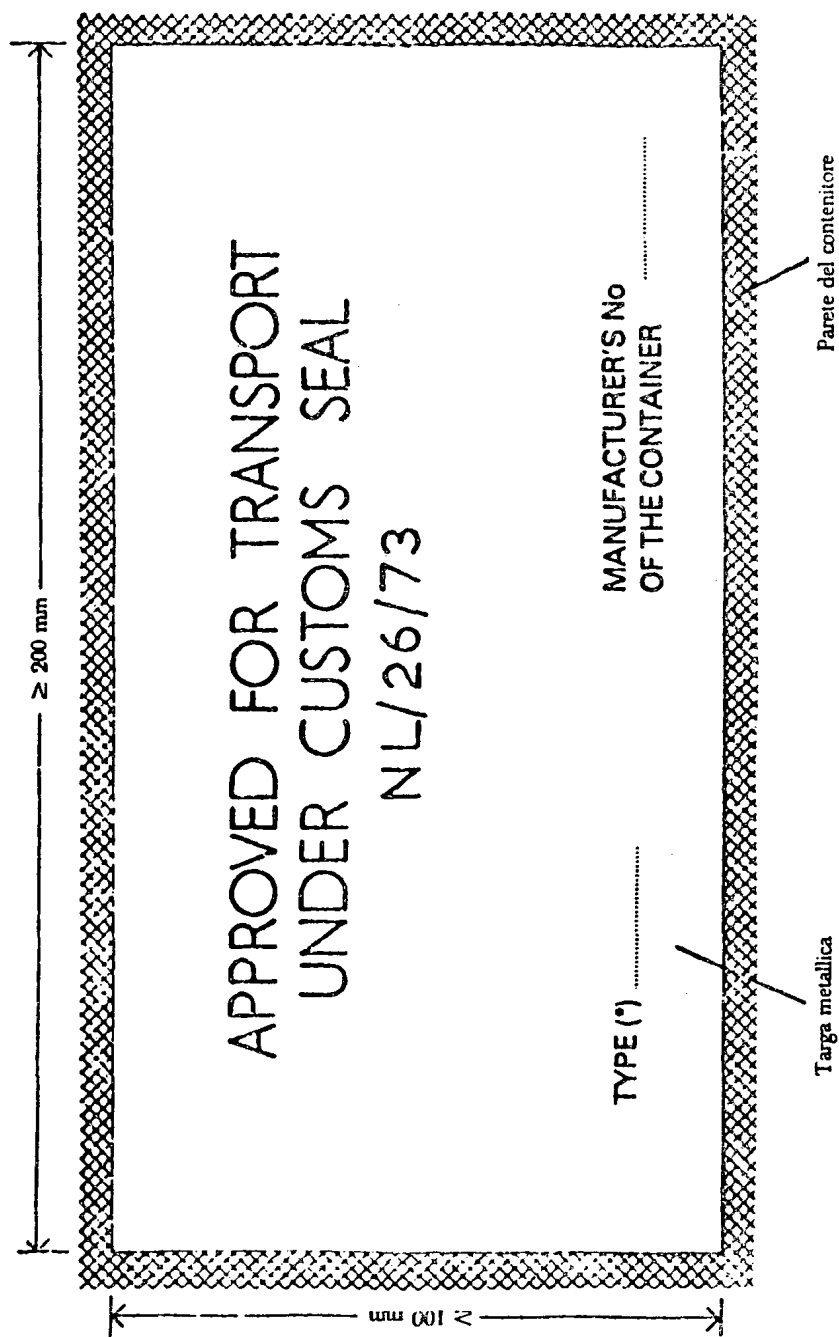
16. Ogni domanda di approvazione presentata nel caso previsto al paragrafo 15 della presente parte dovrà indicare il numero d'ordine (numero di fabbricazione) iscritto su ogni contenitore dal costruttore.

17. L'autorità competente controllerà il numero di contenitori che essa riterrà necessario e rilascerà, dopo aver constatato che esso o essi rispondono ai requisiti tecnici menzionati nella prima parte, un certificato di approvazione conforme al modello n. III che figura nell'appendice 3 della presente parte, valido solamente per il numero di contenitori approvati. Tale certificato, in cui saranno indicati il numero o i numeri d'ordine del costruttore del contenitore o dei contenitori cui esso si riferisce, autorizzerà il richiedente ad apporre su ogni contenitore approvato la targa prevista al paragrafo 5 della presente parte.

APPENDICE 1 DELLA SECONDA PARTE

MODELLO N. 1

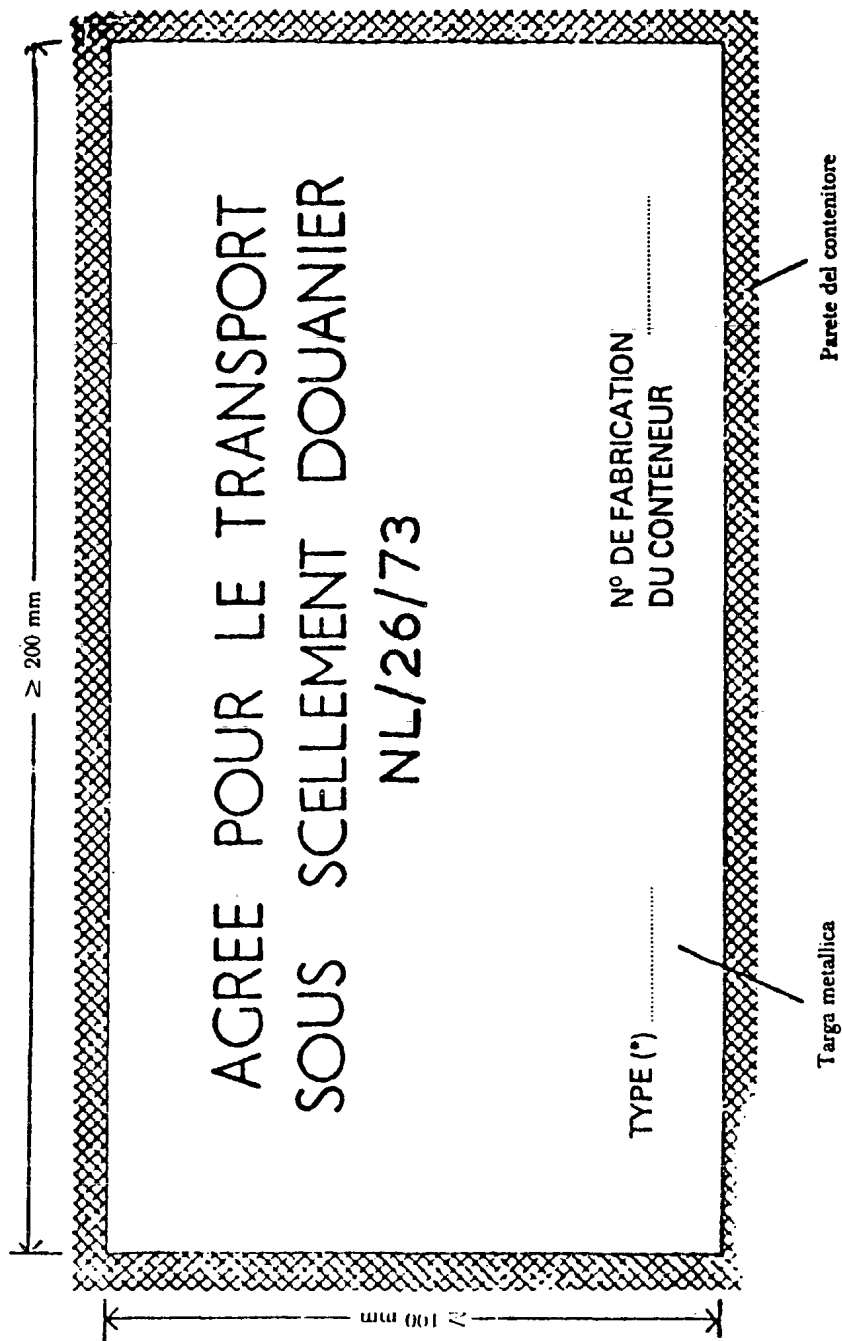
TARGA DI APPROVAZIONE

(versione inglese)

(*) Soltanto in caso di approvazione per tipo di costruzione

APPENDICE 1 DELLA SECONDA PARTE

MODELLO N. 1

TARGA DI APPROVAZIONE

(versione francese)

(*) Soltanto in caso di approvazione per tipo di costruzione.

APPENDICE 2 DELLA SECONDA PARTE

MODELLO N II

CONVENZIONE DOGANALE RELATIVA AL TRASPORTO INTERNAZIONALE DI MERCI SCORTATE DA *CARNET* TIR (1975)

CERTIFICATO DI APPROVAZIONE PER TIPO DI COSTRUZIONE

1. Numero del certificato (*) . . ..
2. Si certifica che il tipo di contenitore descritto qui di seguito è stato approvato e che i contenitori costruiti secondo tale tipo possono essere ammessi per il trasporto di merci sotto sigillo doganale.
3. Genere di contenitore .. . .
4. Numero o lettere di identificazione del tipo di costruzione
5. Numero di identificazione degli schemi di costruzione .
6. Numero di identificazione delle specificazioni di costruzione
7. Tara . . .
8. Dimensioni esterne, in cm .. . .
9. Caratteristiche essenziali di costruzione (natura dei materiali, genere di costruzione, ecc.): . ...
   ....
10. Il presente certificato è valido per tutti i contenitori costruiti conformemente agli schemi e specificazioni di cui sopra
11. Rilasciato a . ...
    (Nome ed indirizzo del costruttore)

che è autorizzato ad apporre una targa di approvazione su ogni contenitore del tipo approvato per suo incarico.

.. . . addì 19
(Luogo) (Data)

... .
(Firma e timbro dell organizzazione o servizio emittente)

AVVERTENZE IMPORTANTI

(Paragrafi 6 e 7 della seconda parte dell'allegato 7 della convenzione doganale relativa al trasporto internazionale di merci scortate da *carnet* TIR, 1975)

6. Se un contenitore non soddisfa più i requisiti tecnici prescritti per la sua approvazione, prima di poter essere utilizzato per il trasporto di merci sotto sigillo doganale, esso dovrà essere riportato allo stato in cui aveva ottenuto l'approvazione, onde soddisfare nuovamente tali requisiti tecnici.
7. In caso di modifica delle caratteristiche essenziali di un contenitore, tale contenitore non sarà più coperto dall'approvazione concessa e dovrà essere nuovamente approvato dall'autorità competente prima di poter essere utilizzato per il trasporto di merci sotto sigillo doganale.

(*) Indicare le lettere e le cifre che saranno apposte sulla targa di approvazione [vedi lettera *b*) del paragrafo 5 della seconda parte dell'allegato 7 della convenzione doganale relativa al trasporto internazionale di merci scortate da *carnet* TIR, 1975).

APPENDICE 3 DELLA SECONDA PARTE

MODELLO N III

CONVENZIONE DOGANALE RELATIVA AL TRASPORTO INTERNAZIONALE DI MERCI SCORTATE DA *CARNET* TIR (1975)

CERTIFICATO DI APPROVAZIONE CONCESSO IN UNA FASE SUCCESSIVA ALLA FABBRICAZIONE

1. Numero del certificato (*) ... .
2. Si certifica che il(i) contenitore(i) descritto(i) qui di seguito è(sono) stato(i) approvato(i) per il trasporto di merci sotto il sigillo doganale
3. Genere di contenitore(i): ....
4. Numero d'ordine assegnato al(ai) contenitore(i) dal costruttore
5. Tara . . .
6. Dimensioni esterne, in cm . . . .
7. Caratteristiche essenziali di costruzione (natura dei materiali, genere di costruzione, ecc)
   . ...
   ...
8. Rilasciato a ....
   (Nome ed indirizzo del richiedente)

che è autorizzato ad apporre una targa di approvazione sul(sui) contenitore(i) suindicato(i)

.. .. addì 19
(Luogo) (Data)

....
(Firma e timbro dell'organizzazione o servizio emittente)

AVVERTENZE IMPORTANTI

(Paragrafi 6 e 7 della seconda parte dell'allegato 7 della convenzione doganale relativa al trasporto internazionale di merci scortate da *carnet* TIR, 1975)

6. Se un contenitore non soddisfa più i requisiti tecnici prescritti per la sua approvazione, prima di poter essere utilizzato per il trasporto di merci sotto sigillo doganale, esso dovrà essere riportato allo stato in cui aveva ottenuto l'approvazione, onde soddisfare nuovamente tali requisiti tecnici.
7. In caso di modifica delle caratteristiche essenziali di un contenitore, tale contenitore non sarà più coperto dall'approvazione concessa e dovrà essere nuovamente approvato dall'autorità competente prima di poter essere utilizzato per il trasporto di merci sotto sigillo doganale.

(*) Indicare le lettere e le cifre che saranno apposte sulla targa di approvazione [vedi lettera *b*) del paragrafo 5 della seconda parte dell'allegato 7 della convenzione doganale relativa al trasporto internazionale di merci scortate da *carnet* TIR, 1975].

TERZA PARTE

NOTE ESPLICATIVE

1. Le note esplicative relative all'allegato 2 riportato nell'allegato 6 della presente convenzione si applicano *mutatis mutandis* ai contenitori approvati per il trasporto sotto sigillo doganale in applicazione delle disposizioni della presente convenzione.

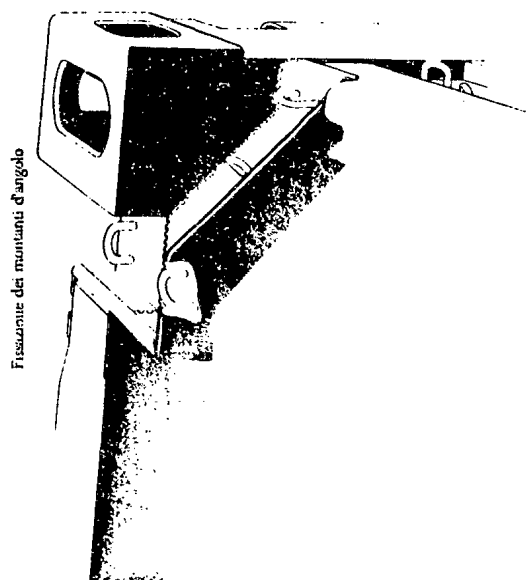
2 PRIMA PARTE — *Articolo 4, paragrafo 6, lettera a)*

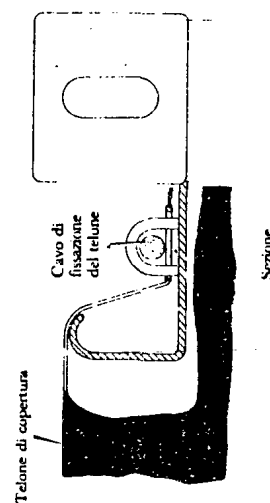
Il disegno allegato alla presente terza parte esemplifica il sistema di fissaggio dei teloni ai montanti d'angolo dei contenitori, che può essere accettato dalla dogana

3 TERZA PARTE — *Paragrafo 5*

Se due contenitori con telone di copertura, approvati per il trasporto sotto sigillo doganale, sono stati combinati in modo da costituire un unico contenitore ricoperto da un unico telone rispondente ai requisiti per il trasporto sotto sigillo doganale, non saranno richiesti un certificato distinto di approvazione o una targa distinta di approvazione per tale insieme.

Dispositivo di fissazione di un telone intorno ai montanti d'angolo

Il dispositivo riprodotto risponde ai requisiti della lettera a) del paragrafo 6 dell articolo 4 della prima parte.

Fissazione dei montanti d'angolo

Sezione

ALLEGATO 8

COMPOSIZIONE E REGOLAMENTO INTERNO DEL COMITATO DI GESTIONE

Articolo 1

i) Le Parti contraenti sono membri del Comitato di gestione

ii) Il Comitato può decidere che le amministrazioni competenti degli Stati di cui al paragrafo 1 dell'articolo 52 della presente Convenzione, che non sono Parti contraenti, o i rappresentanti delle organizzazioni internazionali possono partecipare come osservatori alle sessioni del Comitato in cui sono trattate questioni che li interessano

Articolo 2

Il Segretario dell'Organizzazione delle Nazioni Unite mette a disposizione del Comitato i servizi di segreteria

Articolo 3

Ogni anno, in occasione della prima sessione, il Comitato nomina il suo presidente e il suo vicepresidente

Articolo 4

Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite convoca il Comitato, sotto gli auspici della Commissione economica per l'Europa tutti gli anni, nonché su richiesta delle competenti amministrazioni di almeno cinque Stati che sono Parti contraenti.

Articolo 5

Le proposte sono messe ai voti. Ogni Stato che è Parte contraente e che è rappresentato alla riunione ha diritto a un voto Le proposte diverse dagli emendamenti alla presente Convenzione sono adottate dal Comitato alla maggioranza dei voti espressi dai membri presenti e votanti Gli emendamenti alla presente Convenzione, nonché le decisioni di cui agli articoli 59 e 60 della presente Convenzione sono adottati dalla maggioranza di due terzi dei voti espressi dai membri presenti e votanti.

Articolo 6

Per prendere le decisioni è necessario un *quorum* di almeno la metà degli Stati che sono Parti contraenti

Articolo 7

Prima della chiusura della sessione il Comitato adotta il suo rapporto

Articolo 8

Se il presente allegato non prevede disposizioni pertinenti, è applicabile il Regolamento interno della Commissione economica per l'Europa, salvo che il Comitato decida diversamente

EMENDAMENTI

(Emendamenti adottati ai sensi dell'articolo 60 della Convenzione e entrati in vigore il 1° agosto 1979).

ALLEGATO 2 *paragrafo 8 dell'articolo 3*

Sostituire il testo attuale con il seguente

«La distanza tra gli anelli e tra le asole non dovrà essere superiore a 200 mm. Tuttavia, potrà essere superiore a tale valore, senza però superare 300 mm tra gli anelli e le asole situate da una parte e dall'altra di un montante, se il modo di costruzione del veicolo e del telone è tale da impedire ogni accesso al compartimento di carico. Gli anelli dovranno essere rinforzati».

ALLEGATO 6

Aggiungere, dopo la nota 2 3 6 *b)*, un'altra nota esplicativa come segue

2 3 8 . *Paragrafo 8* — Distanza tra gli anelli e tra le asole

«Una distanza superiore a 200 mm, ma non superiore a 300 mm, può essere accettata da una parte e dall'altra di un montante se gli anelli sono montati in modo rientrante nei pannelli laterali e se le asole sono di forma ovale e di misura sufficiente per poter essere infilate negli anelli».